

العدد 407

● JOURNÉES CALMES A NAPLOUSE — Pages 6 et 7

# LE MONDE

N° 407 - 35<sup>e</sup> année

FÉVRIER 1988

32 pages - 15 F  
Algérie : 6 DA  
Arabie Saoudite : 19,00 F  
Belgique : 25 FB  
Canada : 2,25 \$ C  
C-476 : 900 F CFA  
Espagne : 270 P  
R.A.L. : 2,50 \$ US  
Or-Bret. : 1,10 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3 500 lire  
Maroc : 14,50 dir.  
P.-Bas : 5,00 FF  
Suisse : 900 F CFA  
Soudan : 3,80 FS  
Tunisie : 1 700 m  
Abonnements : voir tarif page 25

## diplomatie

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

La culture  
Disney

(Pages 26 et 27.)

QUAND L'ÉCONOMIE OUBLIE SA FINALITÉ HUMAINE

## La faute gestionnaire

Par CLAUDE JULIEN

française, la nouvelle droite, les socialistes (3).

**P**LACE aux « gagnants » et aux gestionnaires ! Ils ont fait leurs preuves. Réalistes et compétents, les premiers ont mérité de rejoindre les amuseurs publics sur la piste sablée du cirque médiatique, tandis que les seconds, discrets par vocation, découvrent dans le bilan de leur action un précédent encourageant à persévérer. Ils se savent innocents d'une « crise » interminable, des situations éraclées qui devraient les inquiéter, et si, comme le dit l'OCDE (1), le taux de chômage en Europe « est très élevé et paraît devoir encore augmenter », ils n'y sont évidemment pour rien. Le météorologue ne provoque pas la grêle ou le raz de marée, le volcanologue ne déclenche pas l'éruption de lave.

Dans les entreprises privées ou publiques, comme dans les ministères directement en prise sur l'économie, les gestionnaires se targuent de garder les pieds sur terre. Ils sont efficaces parce que concrets, exempts de préjugés, de passions, de réveries. Ils maîtrisent à merveille tous les indicateurs qui mesurent les évolutions dont dépendent la prospérité de la société et le bien-être des citoyens : emploi, investissements, flux commerciaux, taux de change et autres « indicateurs d'activité ». Ils pratiquent une science, la « science économique ». La science est neutre. Eux, aussi, ils ne professent aucune idéologie.

Voilà du moins ce que, à défaut d'en être intimement persuadés, ils s'attachent à faire croire. Non sans succès. Car, si les idées neuves cheminent lentement, elles finissent quand même par triompher. Fusses-elles entre-temps devenues grises et poussiéreuses, elles s'imposent un jour avec la force d'une évidence. Ainsi, trente ans après que Daniel Bell ont proclamé la mort des idéologies (2), on peut lire à propos de la campagne présidentielle en France : « Ce qui sera absent, c'est l'idéologie. On ne saurait imaginer une scène politique dominée comme naguère par le PSU, l'Action

Bien que de tels groupuscules aient pu, en leur temps, faire beaucoup de vacarme au quartier Latin, il faut assez peu de sens du réel et beaucoup de passion démonstrative pour affirmer qu'ils auraient « dominé » la vie du pays. Explosaient alors, dans les cortèges et dans de tumultueuses assemblées, des slogans superbes mais assez creux. Masquée, camouflée en un prétendu savoir-faire gestionnaire, moins trompeuse mais d'autant plus prégnante et efficace, la véritable idéologie trônait souverainement en ces lieux de pouvoir où, sans bruit mais avec méthode, se prenaient et se prenaient toujours les décisions en chaîne qui modèlent toute la vie sociale. Elle continue de commander les actes posés par les décideurs économiques et par le gouvernement. Pourquoi cautionner l'idée que toute idéologie aurait été évincée de la scène publique ? Prétendrait-on créer l'illusion d'un consensus gestionnaire, aussi trompeur que celui qui régnerait à propos de l'Europe, de la force de dissuasion, des institutions et de l'idée même de République ?

**C'**EST précisément le moment que choisit le « meilleur économiste » de France pour s'inscrire à contre-courant : s'il accède à la magistrature suprême, ce ne sera pas pour se comporter en « gérant » mais en « garant » (4). Bien que, pendant quatre ans à Matignon, il se soit obstiné à maintenir un franc fort qui pénalisait les exportations, sans doute reste-t-il satisfait de sa gestion passée. Si le chômage grimpe, c'est parce que les chômeurs, avec une mentalité d'assistés, attendent tout de l'Etat, n'osant pas s'aventurer à créer leur propre entreprise.

Moins bon économiste qu'on ne l'a dit, mais fin politicien, le même personnage a maintenant senti que les Fran-

çais, comme tant d'autres peuples de par le monde, n'attendaient aucun miracle de l'inventivité des gestionnaires. S'il est élu, ce ne sera donc pas pour « gérer » - il laissera le soin périlleux à des ministres gonflés de leur importance - mais pour « garantir ».

Garantir quoi ? Le respect des institutions et des libertés fondamentales. Qui n'en serait d'accord ? Et, derrière ce paravent consensuel, se déploiera, non sans dignité, et peut-être même avec panache, magnifiée par toutes les recettes de l'information-spectacle, une politique partisane au service d'intérêts et de conceptions bien déterminés. Une politique de caste, valable non seulement pour la France, mais pour tous les pays industrialisés. Les grandes lignes en sont régulièrement annoncées par les rapports de l'OCDE. Par son ton sérieux, un rapport inspire confiance : ce n'est pas un manifeste, nécessairement partisan. Sous couvert de technicité, il n'en esquisse pas moins une politique qui, s'adaptant aux circonstances du moment et aux conditions propres à chaque pays, s'efforcera de traduire en actes, en nouveaux rapports de forces, une culture, une idéologie, qui ont déjà fait tant de ravages.

**D**ES ravages ? N'exagérez pas. Vous savez bien que les temps sont durs. Pour tous. Vraiment pour tous ? Lisez donc ce qu'en disent les experts : « En France, l'analyse des travailleurs licenciés en chômage depuis deux ans ou plus a permis de constater que les personnes âgées de plus de cinquante ans étaient dans la plupart des cas (quatre hommes sur cinq et trois femmes sur quatre) couvertes par l'assurance-chômage, alors que seules la moitié des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans percevaient des prestations, et que rares étaient les jeunes qui bénéficiaient d'une quelconque indemnité ».

(Lire la suite page 13.)

- (1) Perspectives économiques de l'OCDE, n° 42, décembre 1987, page XI.
- (2) Daniel Bell, *The End of Ideology, On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, The Free Press of Glencoe, Illinois, États-Unis, 1960.
- (3) Jacques Julliard, « La campagne en châtiment », *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1988.
- (4) Raymond Barre, *Le Monde*, 17-18 janvier 1988.

DANS CE NUMÉRO :

Sous le manteau d'une science qui n'en est pas une, et sous prétexte d'être hors idéologie, l'économisme s'insinue dans toute la pensée politique. Claude Julien met en garde contre la puissante fascination qu'exerce ce nouveau scientisme, responsable majeur - en ces temps de crise - de la grande « faute gestionnaire » (pages 1 et 13).

IDÉES A LA DÉRIVE

Piégées par une telle logique, les autorités américaines multiplient les échafaudages de fortune pour étayer l'actuel système financier international fondé sur le dollar. Dans le même temps, le Japon, dans sa discrète stratégie hégémonique, pousse l'économisme à un degré de raffinement supérieur et s'appuie de plus en plus sur « le yen, souverain de l'ombre » (pages 1 et 3). Dans l'agriculture aussi, les dérèglements de cette pensée se font sentir ainsi que « l'urgence d'une solution mondiale » ; la CEE s'efforçant vainement de réorganiser la production en Europe (pages 14 et 15). La vie politique, en France, n'échappe pas à l'emprise du nouveau scientisme : les citoyens constatent que se multiplient « les gisements en friche de la démocratie » (pages 20 et 21) et ils voient, avec inquiétude, leur « justice en procès » (page 22).

DES SOCIÉTÉS HARASSÉES

Les gestionnaires, dans leur vertige, oublient la finalité humaine. Alors, les hommes, parfois, s'insolent. Et se révoltent. Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix, estime que « la défi démocratique de l'Amérique latine » consiste à résister à la tentation purement gestionnaire (page 32). En Colombie, « les pouvoirs occultes »

PETITE MONNAIE D'UN GÉANT INDUSTRIEL

## Le yen souverain de l'ombre

Si le dollar, profondément instable parce qu'utilisé comme arme de guerre commerciale par un Etat qui cumule les déficits, a réussi à préserver son statut de devise internationale unique, c'est moins en raison de ses vertus propres que de sa solution de rachat. L'absence de volonté politique européenne a, jusqu'ici, empêché la montée en puissance de l'ECU. Mais un concurrent redoutable apparaît au grand jour : le yen.

Encore très peu utilisé par Tokyo pour le règlement de ses importations comme pour la facturation de ses exportations, quasi absent des réserves officielles de changes des autres pays, le yen entre maintenant dans une nouvelle phase de son ascension. Il est désormais en mesure de servir les ambitions d'une industrie financière japonaise qui occupe déjà des positions de force à Wall Street et à la City.

Par CHRISTIAN SAUTTER

**C**HAQUE matin, de bonne heure, la radio annonce le cours fragile du dollar à Tokyo. Pendant que les Européens dorment, la Bourse japonaise cote. Ce qui n'est, après tout, qu'un décalage horaire traduit aussi une réalité émergente, celle de la jeune puissance financière du Japon. A l'horloge des monnaies du monde, le dollar ne montre-t-il pas son dos tandis que le yen sort de l'ombre ?

Le processus de création d'une monnaie internationale tient plus du glacier que du volcan : il a fallu des siècles pour que la City victorienne domine le monde, et les ruines européennes de deux guerres mondiales pour assoir ensuite la suprématie du dollar. Même si des Japonais exaltés rêvent à une *Pax nipponica*, qui prendrait le relais de la *Pax americana*, il est douteux qu'elle puisse s'imposer rapidement et sans rencontrer de résistances.

Le dollar ne tombe pas comme une pierre : il plonge à la manière d'un cormoran. Cet oiseau noir d'abord plané dans les hauteurs : ce fut la surévaluation de 1981-1985. Soudain, il a refermé ses ailes et chuté presque à la verticale : ce fut la baisse de 260 à 150 yens (- 40 %) entre février 1985 et février 1987. A ce moment-là, celui des accords du Louvre, le dollar est au niveau de l'eau : il a atteint la parité qui égalise les coûts salariaux par unité produite entre les industries américaine et japonaise.

Mais le cormoran continue sur sa lancée et s'enfonce sous l'eau : de

février à décembre 1987, le dollar descend de 20 %, soit de 150 à 120 yens. En ce début de 1988, on peut se poser deux questions : quel poisson vise le cormoran ? A quelle profondeur le trouvera-t-il ? La réponse à la première question est simple : le dollar-cormoran vise l'industrie japonaise mais va d'abord attraper l'industrie européenne. La seconde question est plus complexe.

Ce qui trouble les Américains lucides, ce n'est pas le déficit budgétaire de leur pays - 148 milliards de dollars en 1987 ; rapporté au produit intérieur brut (PIB) des États-Unis, il n'a rien de vertigineux (3,3 %) -, c'est le déficit extérieur, et l'endettement cumulé qui en résulte. Une nation qui avait 250 milliards de dollars de dette nette à la fin de 1985 (1) n'est plus une nation souveraine, même si, politiquement, ses créanciers, japonais et autres, s'abstiennent dans un premier temps de le faire remarquer. Pour stabiliser cette dette et en payer les intérêts, il faut que les États-Unis retrouvent un excédent commercial.

Dans une année présidentielle, la récession est redoutée. Dans une Amérique liée aux pays d'outre-Pacifique par les réseaux de ses firmes multinationales, le protectionnisme est à double tranchant. La dépréciation du dollar apparaît donc comme la moins mauvaise solution ; si nécessaire, il baissera à nouveau de 20 % pour atteindre les 100 yens.

(Lire la suite page 3.)

(1) Japan Economic Journal, 6 juin 1987.

## Le règne de l'économisme

terrorisent les citoyens (page 12). En Corée, « la démocratie est aux prises avec de pressantes exigences sociales » (pages 4 et 5), tandis que trépigment « les sociétés des pays de l'Est dans l'attente du vrai changement » (pages 16 et 17). Et quand l'or sud-africain conforte l'apartheid, c'est toute l'Afrique australe qui devient « une sphère de conflits » (pages 8 et 11). Enfin, dans les territoires occupés par Israël, les « journées calmes à Naplouse » sont toujours des journées de tension, d'amertume et de rage. Elles annoncent l'explosion (pages 6 et 7).

IMAGINAIRE ET INDUSTRIES

Au nom du réalisme économique, la beauté est piétinée, traitée en marchandise. A commencer par celle de la nature, comme le prouve l'actuel « crépuscule du Rhin », pollué (page 23). L'écrivain Juan Goytisolo dénonce, dans « les mille moins une nuits », une survivance de l'esclavage : l'achat, dans les pays pauvres, de corps jeunes par de riches vieillards (page 25). A tous les citoyens débousoyés, des industriels de la culture proposent un imaginaire clés en main, une sorte de prêt-à-rêver en parfait état de marche. C'est l'objectif que se propose, afin de concilier économisme et culture, « Disney à la conquête d'un parc-trampoline en Europe » (pages 26 et 27).

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 407 - 15.00 F



Arabies  
LE MENSUEL DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

YALTA EN ORIENT

A Washington, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev se sont taillés des zones d'influence en Orient. Malgré d'intenses rivalités, les deux Super-Grands ont discrètement convenu d'une approche commune dans le Golfe, au Maghreb et au Liban. Des révélations...

KABOUL : LES RUSSSES S'EN VONT, LE ROI REVIENT

Evacuation des Soviétiques, retour de Zahir chah, gouvernement d'union nationale : Arabes précisent les modalités du plan secret soviéto-américain pour l'Afghanistan, et interrogent un expert de la résistance sur les chances d'acceptation de ce plan, par les Moudjahidin.

GOLFE : NAISSANCE D'UNE PUISSANCE

CCG... derrière cette abréviation se profile une nouvelle entité homogène, qui rassemble six États de la péninsule arabique : le Conseil de coopération du Golfe. Yasser Hawary raconte l'évolution et souligne le poids régional croissant de cette confédération, la seule réussie dans le monde arabe.

PÉTROLE : QUELS LENDEMAINS ?

Experts de pays producteurs et responsables de compagnies pétrolières révèlent leurs pronostics. François-Xavier Ortolli président de Total-CFP, Nicolas Sarkis directeur du Centre arabe d'études pétrolières, Pierre Terzian responsable de la revue *Pétrostratégies* et l'économiste Michel Chatelus notamment répondent aux questions d'Arabies.

dans le numéro de février 1988 d'Arabies en vente en kiosques et en librairies.

78, rue Joffroy 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14  
Abonnement : 300 FF. Étudiants : 250 FF

Décembre



## Les Deux Grands et la défense européenne

A la suite de l'article de Paul-Marie de La Gorce, « Les Deux Grands décideront-ils du sort de la défense européenne ? » (le Monde diplomatique, novembre 1987), M. Alfred Mechtersheimer, député au Bundestag et directeur de l'Institut de recherches pour la paix, de Starnberg (RFA), nous donne son point de vue sur la coopération entre pays d'Europe occidentale et, en particulier, entre la France et la République fédérale d'Allemagne :

La coopération entre les Etats de l'Europe occidentale devrait débiter, en matière de politique de sécurité, par une détente militaire. Il ne s'agit pas d'appesantir mais de la conviction que, en considération de l'actuelle puissance de destruction des armes tant nucléaires que conventionnelles, aucun Etat industriel ne peut être « défendu », car, selon toute vraisemblance, toute forme de défense militaire conduirait à une autodestruction. (...)

Une coopération entre les pays d'Europe occidentale en matière de sécurité suppose une discussion franche et confiante sur les possibilités de soustraire la question allemande des problèmes de désarmement. Aussi longtemps que nos partenaires occiden-

taux considéreront la présence nucléaire américaine comme garante de la coupure de l'Allemagne en deux et de l'ordre imposé après-guerre, il sera difficile de poursuivre une politique de désarmement de grande envergure. Si beaucoup d'Allemands insistent pour que l'on prenne M. Gorbatchev au mot, et que l'on parvienne à une réconciliation avec l'Union soviétique, il ne faut pas y voir une dérive de la République fédérale vers le camp soviétique mais une reconnaissance du besoin de sécurité exprimé par la population de l'Union soviétique, contre laquelle l'Allemagne avait planifié et livré une guerre d'extermination qui a coûté à l'URSS 20 millions de victimes. (...)

Nous prions nos voisins français de garder les yeux ouverts sur les possibilités de développement, de veiller à ce que l'unité franco-allemande ne soit pas utilisée pour une course aux armements et d'appliquer leur intelligence, leur énergie et leur patience à s'opposer à une « politique » qui expose l'humanité et en particulier les peuples européens au danger d'une extermination de masse qu'aucune raison politique ou militaire ni surtout morale ne pourrait justifier.

## L'équilibre militaire conventionnel

A la suite de l'article de l'Amiral Antoine Sanguinetti, « L'équilibre militaire conventionnel des deux blocs » (le Monde diplomatique, octobre 1987), M. Norbert Heil, de Bad Bergzabern (RFA), nous adresse une longue lettre dans laquelle il résume « les principaux arguments développés au cours d'un séminaire organisé pour des membres de l'armée ouest-allemande dans le cadre de la Fondation Friedrich-Ebert ».

En voici un extrait :

Certains responsables de l'armée ouest-allemande - notamment l'ancien inspecteur de l'armée de terre, von Sandt - affirment que les moyens financiers qui ont été mis à sa disposition par l'Etat fédéral dans le cadre de son vingt et unième plan de financement ne suffisent guère pour maintenir la structure actuelle de la Bundeswehr. Si le gouvernement ouest-allemand ne modifie pas substantiellement sa politique en matière de dépenses militaires, l'armée allemande va (pour conserver sa structure actuelle) manquer de 44 milliards de marks d'ici à l'an 2000.

Les responsables militaires ouest-allemands craignent que la Bundeswehr ne puisse bientôt remplir efficacement la tâche qui lui est assignée au sein de l'alliance atlantique et qui exige des forces militaires ouest-allemandes la capacité de mener une « défense avancée ».

Une diminution de 20 milliards de marks d'ici à la fin de ce siècle aurait déjà comme conséquence que les douze divisions de la Bundeswehr ne pourraient plus être toutes équipées en matériel de pointe. La moitié de ces divisions ne correspondraient donc plus aux exigences d'une bataille mobile moderne. L'armée ouest-allemande perdrait ainsi - selon les pronostics des militaires allemands - au cours des années 90 la capacité de combat nécessaire pour arrêter ou repousser les premières lignes des forces du pacte de Varsovie.

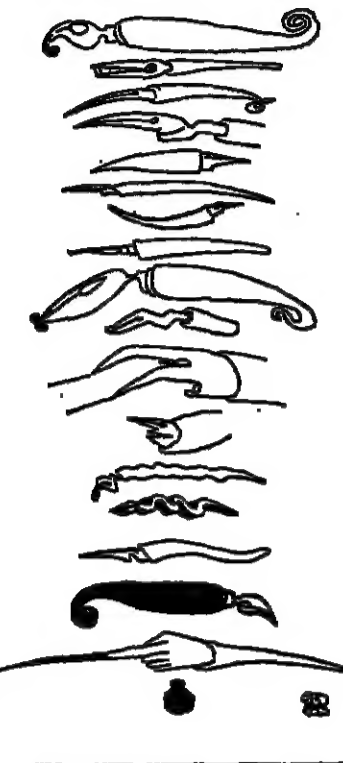
## Qui contrôlera

### le marché des semences ?

A la suite de l'article de Michel Pimbert intitulé « Qui contrôlera le marché des semences ? » (le Monde diplomatique, avril 1987), M. P.-M. Perret, coordonnateur du Programme coopératif européen pour la conservation et l'échange des ressources génétiques de la FAO, nous écrit pour ajouter une importante précision :

En parlant des collectes organisées par l'International Board for Plant Genetic Resources (IBPGR), M. Pimbert écrit : « En pratique, les pays en voie de développement n'ont reçu leur duplicata que dans 15 % des cas, alors que 91 % des collectes ont lieu chez eux ». Depuis sa création, l'IBPGR a toujours considéré la duplication dans le pays d'origine du matériel collecté comme une condition sine qua non à son soutien à des missions de collecte. Nous appliquons, en fait, ce principe très strictement.

## COURRIER DES LECTEURS



### L'islam et le temps des magiciens

M. Amir Hossein Djahangir, chercheur en informatique, de Toulouse, se déclare « fort étonné » qu'Ignacio Ramonet, dans son article « Voici venir le temps des magiciens » (le Monde diplomatique, décembre 1987), ait pu laisser entendre que la révolution islamique d'Iran relevait d'un certain « obscurantisme contemporain ».

L'islam ne se nourrit pas de superstition et d'ignorance mais de lucidité et de science. (...) En islam les jeux de hasard sont interdits. N'est-ce pas à l'homme que ce qu'il gagne en travaillant (plus l'héritage sous certaines conditions). Les loteries de toutes sortes sont prohibées dans la société musulmane. De même, l'intérêt sur l'argent prêt est interdit. (...) Dès le début de la révolution islamique en Iran, les loteries et jeux de hasard, pratiqués à l'époque du chah, ont été interdits ; les casinos ont été fermés. Des milliers d'écoles ont été construites dans les villages lointains, et un effort sans précédent a été consenti pour alphabétiser les gens.

## « La Turquie aux marches de l'Europe »

Notre dossier sur « La Turquie aux marches de l'Europe » (le Monde diplomatique, novembre 1987) nous a valu de nombreuses lettres. Ainsi, M. Jo Briant, du collectif grenoblois d'information sur la Turquie, attire notre attention sur la situation des droits de l'homme dans ce pays :

Il y a encore plusieurs milliers de prisonniers politiques, des procès massifs d'opposants s'attendent ; par exemple, début décembre 1987, le tribunal militaire d'Erdincan (à l'est de la Turquie) a requis cent dix peines de mort contre les centaines de prisonniers qui comparaissent. (...) Mais surtout les sévices et les tortures constituent une pratique courante dans les prisons. (...) En août-septembre derniers, des centaines de parents et amis ont suivi une marche allant d'Istanbul à Ankara (450 km) pour dénoncer les mauvaises conditions de la vie pénitentiaire, pour demander la fin des sévices et des tortures, ainsi que la fin des arrestations des membres des familles de prisonniers.

D'une façon générale, les atteintes à la liberté d'expression sont légion. Faut-il rappeler que l'œuvre de nombreux écrivains turcs est encore plus ou moins interdite (c'est le cas du grand poète Nazim Hikmet) ? Par ailleurs, une circulaire du ministre de l'Éducation nationale du 3 avril dernier (et toujours en vigueur) interdit aux professeurs de français dans l'enseignement secondaire d'aborder le Bourgeois gentilhomme, Candide, et même

d'utiliser les volumes de Lagarde et Michard !

M. Christian der Stepanian, président de Solidarité franco-arménienne, regrette que nous n'ayons pas évoqué le contentieux arméno-turc dans un article spécifique :

Certes, la question arménienne interpelle la Turquie au même titre que les autres problèmes soulevés dans votre dossier ; elle demeure néanmoins pour les dirigeants turcs une donnée qu'ils ne peuvent méconnaître. La résolution sur « une solution politique de la question arménienne » adoptée le 18 juin dernier au Parlement européen a du reste clairement situé ce problème dans le cadre des relations entre la Communauté et la Turquie.

Enfin, M. Georges Kasimakis, de Bruxelles, rappelle « l'invasion de l'île de Chypre et l'occupation de près de 40 % de son territoire en 1974. (...) En dépit du fait que la Grèce ait à maintes reprises manifesté son intention de résoudre tous les points litigieux par des négociations, la Turquie persiste à rejeter toute proposition ne satisfaisant pas ses velléités expansionnistes qui rappellent par moments l'Anschluss allemand. (...) L'entretien de relations moins tendues avec les pays limitrophes est la condition sine qua non à l'adhésion turque. D'autant plus que le choix de Chypre comme treizième membre de la CEE serait plus judicieux ».

## Le jury d'agrégation d'histoire

Dans notre numéro de septembre, Robert Fessier et Guy Valine ont évoqué « La crise de l'université ». Plusieurs lecteurs nous ont écrit à ce sujet, pour nous faire part de leur étonnement devant le remplacement de M. Pierre Cabanes à la présidence du jury d'agrégation d'histoire après une année d'exercice, au lieu de quatre comme le veut la coutume.

M. Claude Meillassoux, directeur de recherches au CNRS, estime : Cette opération apparaît de nature politique (...), surtout en raison de l'appartenance de M. François Caron (le successeur de M. Cabanes) à la fraction extrême du syndicalisme « autonome » proche de l'UNL (...). Griets retenus contre M. Cabanes : il a reçu la Légion d'honneur des mains de M. Roger Quilliot (PS), maire de Clermont-Ferrand ; il a été nommé par M. René Rémond, dont on sait qu'il est plus centriste que RPR ; enfin, pis que tout, aux élections du Conseil supérieur des universités, la liste centriste menée par M. Cabanes l'emporte sur celle des autonomes (...). Son éviction aurait été voulue, en fait, par M. Yves Durand, plus proche de M. Chirac, auquel le ministre de l'Éducation nationale ne peut décidément rien refuser.

De son côté, M. Philippe Marivier, étudiant préparant une agrégation en histoire, nous écrit :

M. Cabanes n'a pourtant rien d'un révolutionnaire, étant proche du CDS et ami personnel de M. Barrot. Mais, ayant le tort d'être historien de l'Épire, M. Cabanes se rend souvent en Albanie pour ses recherches : M. Cabanes ne

peut donc être que communiste. CQFD. On voit donc que le ministère de l'Éducation mène les renvois politiques à l'Université (et cela est un précédent ; jamais jusqu'alors un pouvoir politique n'était allé aussi loin) à la niaiserie la plus prodigieuse. Etant moi-même étudiant en histoire, je m'inquiète de passer mon agrégation dans ces conditions.

### Deux lecteurs de plus

Répondant à l'appel que Claude Julien avait lancé dans notre numéro d'octobre, près de mille lecteurs nous ont communiqué l'adresse de deux de leurs amis auxquels ils souhaitent faire connaître notre journal.

Près d'une centaine de ces adresses se sont révélées lisibles. Chaque fois que cela sera possible, nous nous mettrons en rapport avec les lecteurs qui nous les ont fournies afin d'obtenir confirmation des noms et adresses proposés.

Au moment où ce numéro paraît, près de mille huit cents personnes ont donc reçu soit les numéros de décembre et de janvier, soit ceux de janvier et de février.

Pour des raisons techniques, il ne nous a pas été possible de faire connaître aux bénéficiaires de ces envois gratuits le nom du lecteur qui nous avait communiqué leurs adresses. Nous le regrettons vivement et prions les lecteurs, ainsi que leurs amis, de nous en excuser.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois de décembre 1987, la somme de 20 071 F. Depuis cette date, 6 180 F sont venus s'ajouter au fonds, se répartissant comme suit : 3 chèques de 50 F ; 8 chèques de 100 F ; 1 chèque de 150 F ; 6 chèques de 200 F ; 3 chèques de 250 F ; 10 chèques de 313 F. La somme totale s'élève donc pour l'instant à 26 251 F.

Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M<sup>me</sup> Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Edmond Journe, M. Tchicaya U Tam'Si, s'est réuni dans nos locaux le 19 janvier 1988 et a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous enverrons gratuitement notre journal.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M<sup>me</sup> .....  
 N° ..... rue .....  
 à ..... Code postal .....  
 lecteur du « Monde diplomatique » depuis ..... ans, verse par  
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal  
 la somme de :  
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.  
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.  
 ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
 (Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef :  
 Micheline PAUNET  
 Ignacio RAMONET

Rédaction : Christian DE BRIE  
 Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,  
 Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :  
 Solange BRAND

RÉDACTION  
 7, rue des Italiens  
 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-47-91-27  
 Tél. : 42-47-91-27

Publicité : le Monde Publiant S.A.

Responsable : Antoine Gervais  
 5, rue de Montessuy,  
 75007 Paris.

Tél. : 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,  
 sauf accord avec l'administration.

FAITES LE  
 POINT SUR...

### LES PROBLÈMES DE SOCIÉTÉ

En 64 pages, des dossiers de synthèse sur chaque sujet :  
 Le SIDA, la précarisation du travail, l'économie du sport...

Collection  
 PROBLÈMES POLITIQUES  
 ET SOCIAUX

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
 31, quai Voltaire Paris 7<sup>e</sup> - Tél. (1) 40.15.70.00

REVUE FRANCO-PORTUGUAISE  
**ALBATROZ 2&3**  
 VIEND DE SORTIR

TEXTES DE :  
 J. BASTIDE  
 E. DA CRUZ  
 E. CHABEDDERA  
 L. DUBOS  
 G. GARNIER  
 G. GUNHUT  
 KERVAND  
 A. LAUDE  
 A. LAURE  
 A. MACHES  
 T. RENAUD  
 E. ROCHA  
 S. SOUSA  
 E. SIMOES  
 M. ANTZA  
 J. BENOIT  
 COSTA  
 A. DASILVA  
 FERRER  
 J. C. GONZALEZ  
 L. JANNIER  
 A. DE LOBNA  
 F. LEBRE  
 LOREAU  
 A. LOZE  
 D. DE LALMA  
 T. MARCOURT  
 A. SEITAS  
 E. DE J. SANDRAS  
 V. K. TACINE

ILLUSTRATIONS  
 C. CARDON  
 C. FERRIER  
 L. MICO  
 ROZANE

DE : C. BRITO  
 R. CIESLWICZ  
 S. ELLEBOUR  
 S. MANDREBAUM  
 VASCO  
 ZAV.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....

Abonnement annuel (6 numéros) : 200 F.  
 ALBATROZ / R.P. 458 / 75161 PARIS CEDEX 04

LA CULTURE FRANÇAISE  
 PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous les livres de la collection « La culture française partout dans le monde » chez les libraires de votre pays. Les commandes sont envoyées directement à la Librairie de la Culture Française, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

NOTRE LIBRAIRIE  
 10, Place de Rungis - 75013 Paris



## PETITE MONNAIE D'UN GÉANT INDUSTRIEL

## Le yen, souverain de l'ombre

(Suite de la première page.)

Cette logique marchande a un défaut : le billet vert est une monnaie à deux faces, l'une commerciale, l'autre financière. Déprécier le dollar commercial, c'est saper la crédibilité du dollar financier. La dévaluation américaine ronge la monnaie de tous les pays, alors que le monde a besoin d'un étalon pour mesurer ses échanges et sauvegarder ses épargnes. Exercice périlleux pour les États-Unis qui, chaque trimestre, émettent des dizaines de milliards de dollars de bons du Trésor à long terme pour financer leur déficit budgétaire. En août 1987, les investisseurs institutionnels japonais en ont pris 43 % ; en novembre 1987, après le « lundi noir » du 19 octobre, ils se seraient arrêtés à 23 %. Que se passera-t-il aux émissions de février et de mai 1988 ?

Inquiet par le dollar, le monde va-t-il se tourner vers le yen et le mark ? Le berceau du yen est certes veillé par de belles fées. D'abord, une puissante économie, pesant autant que l'Allemagne et la France réunies, soit les deux cinquièmes des États-Unis. Un colossal magot d'épargne : en 1986, le Japon a prêté à l'étranger 145 milliards de dollars de capitaux à long terme, l'équivalent de la totalité du budget de l'État

français ! Ensuite, une industrie financière (banques, sociétés de courtage) d'envergure : 40 % des émissions d'euro-obligations en 1987 ont été dirigées par des établissements japonais.

Le bébé n'a cependant rien d'hercule. Le yen est une petite monnaie internationale parce que, étrangement, les Japonais eux-mêmes répugnent encore à l'utiliser dans leurs transactions extérieures. Si le Japon payait ses importations en yen, ses fournisseurs en auraient la bourse pleine, qu'ils feraient fructifier à Londres, ou ailleurs. Mais, en 1985, 7,3 % seulement des achats japonais à l'étranger ont été facturés en yen, contre 2,4 % en 1982, alors que les États-Unis paient 85 % de leurs importations en dollars, l'Allemagne 43 % en marks et la France 36 % en francs. Si, de surcroît, le Japon facilitait ses exportations dans sa monnaie, ses nombreux clients seraient obligés de disposer d'une trésorerie en yen. En 1985, seuls 36 % des exportations sont à payer dans cette monnaie (29 % en 1980), pourcentage bien faible par rapport aux 98 % des exportations américaines payables en dollars, aux 82 % des exportations allemandes facturées en marks, aux 62 % des exportations françaises dues en francs.

## Le savetier et le financier

Le Japon savetier restant attaché au dollar, le Japon financier n'est pas plus audacieux ! Des 145 milliards de dollars investis à long terme à l'étranger en 1986, la fraction prêtée en yen n'est pas faible. Pour une bonne part, elle a été consacrée à l'achat de bons du Trésor américain à dix ou à treize ans, libellés en dollars et sur lesquels le Japon a perdu une fortune depuis que le dollar baisse.

Les émissions étrangères d'obligations en yen au Japon (dit *sumaru*) étaient de 1 300 milliards de yen en 1985. Les prêts à l'étranger étaient de 2 500 milliards de yen. Le total (3 800 milliards de yen) représente, au taux de change de 239 yen observé en 1985, 16 milliards de dollars, soit un petit tiers des 49 milliards de dollars d'excédent de la balance des paiements courants de cette année 1985 ou un cinquième des 82 milliards de dollars d'avoirs à long terme acquis par le Japon durant cette même année (2). Les euro-obligations en yen s'élevaient à 1 600 milliards en 1985, soit 3,4 % du total des euro-obligations. Mais le saut de 1,2 % en 1980 à 14 % en 1987 est spectaculaire (3).

Un dernier indicateur de la pénurie de yen est sa « discrétion » dans les réserves officielles de change des pays. Cette monnaie vient au troisième rang (7,6 % du total en 1985 ; 4,5 % en 1980) loin derrière le dollar (65 % en 1985 et 69 % en 1980) et même derrière le mark (15,50 % en 1985 ; 15,6 % en 1980). Le yen reste donc une monnaie casanière qui ne deviendra monnaie mondiale que le jour où les Japonais auront décidé d'en faire leur monnaie internationale. Pour l'instant, ils ne cèdent que le minimum de terrain aux pressions américaines, dont un des temps forts fut le Comité yen-dollar.

Quand le président Reagan se rend à Tokyo en novembre 1983, il reproche au gouvernement japonais la fermeture du marché financier nippon, qui causerait des préjudices aux États-Unis : l'acquisition de yen étant difficile, il n'y a pas d'autre choix que d'acheter du dollar, ce qui pousse cette monnaie à la hausse ; et la finance américaine n'a pas accès au lucratif marché nippon. Or, l'industrie manufacturière américaine étant très handicapée par la surévaluation du dollar et les taux d'intérêt élevés, les États-Unis cher-

chent à consolider leur prééminence dans les activités où ils disposent d'un avantage soit naturel (l'agriculture), soit acquis (la finance avec Wall Street, les télécommunications, l'informatique, l'assurance, la publicité, etc.).

Le Comité yen-dollar, présidé du côté japonais par M. Noboru Takeshita, alors ministre des finances et premier ministre depuis novembre 1987, travaille vite et débouche, en mai 1984, sur des engagements japonais, qui seront en général tenus avec de l'avance sur le calendrier :

- liberté de rémunération des gros dépôts, afin de renchérir les ressources des banques et donc de relever les taux des prêts consentis aux entreprises japonaises, ce qui leur retire l'avantage comparatif d'emprunter à bon marché ;

- possibilité ouverte à des firmes étrangères d'offrir des services financiers au Japon : onze banques étrangères sont admises en 1985 et en 1986 sur le marché secondaire des titres d'État ; six sociétés étrangères deviennent opératrices de la Bourse de Tokyo en 1986, puis seize en 1987 ; neuf banques peuvent se livrer à des activités de *trust bank*, qui gèrent des fonds de retraite. La concession n'est pas négligeable, mais, dans l'intervalle, la finance japonaise a conquis des positions autrement plus importantes à New-York : Nomura et Daiwa obtiennent l'agrément pour placer des bons du Trésor américain (épargne japonaise oblige !) ; et le rush nippon sur les banques d'affaires commence : la banque Sumitomo achète 12 % de Goldman Sachs ; Nippon Life Insurance, 13 % de Shearson Lehman ; Yasuda Life Insurance, 100 % de Paine Webber (4) ;

- extension des émissions *sumaru* (obligations émises en yen à Tokyo par des non-résidents) : après les institutions internationales (Banque mondiale, etc.), peuvent y accéder les États et organismes publics, puis les grandes entreprises privées ayant un bon *rating* ;

- création d'euroyens (dépôts, crédits, obligations en yen de non-résidents hors du Japon), qui progresse à pas comptés.

L'euroyen est le neveu de l'eurodollar. Celui-ci a commencé à grandir à Londres lorsque les autorités américaines ont créé, en 1963, une taxe sur les sorties de capitaux, pour freiner



PARTE DE BRAS-DE-FER AVEC UN AUTOMATE SUMO  
Transporté à l'économie, un exercice qui n'a rien de ludique.

l'hémorragie de fonds qui cherchaient, à Londres, une rémunération supérieure et une liberté plus grande. Du coup, les firmes multinationales américaines ont laissé leurs disponibilités étrangères à Londres, où l'on offrait un bon loyer à leur argent. Ces dépôts ont été prêtés à d'autres firmes ou États dans le besoin. L'accumulation de dollars oisifs par les pays du Golfe, qui avaient enrichi les deux chocs pétroliers, a fait prospérer ce souk du dollar nomade. Pour en récupérer une partie, New-York a créé en 1983 un marché extra-territorial (*offshore*) de dépôts et de prêts bancaires (mais pas de titres comme à Londres), qui a effectivement ramené aux États-Unis une partie du marché eurobancaire.

Le problème japonais est tout à fait différent. Si les candidats sont nombreux pour emprunter en yen, y compris des firmes japonaises qui trouvent les commissions et les règles nipponnes trop lourdes, il n'y a pas, en face, beaucoup de dépôts, car le yen hors les murs est rare. Les autorités japonaises ont gagné du temps en installant, en novembre 1986, un marché *offshore* de Tokyo, calqué sur le marché américain, mais soigneusement emmaillotté dans des bandelettes réglementaires et fiscales pour bien l'isoler du marché interne de Tokyo. Ce marché a pris de l'ampleur mais reste sous haute surveillance.

A propos des réticences japonaises à laisser le yen s'émanciper et devenir une vraie monnaie internationale, il y a deux interprétations. La première, statique, accuse le conservatisme du ministère des finances et de la Banque

1987 apportent de l'eau au moulin de cette thèse « Japon d'abord ».

La seconde interprétation, dynamique, considère l'industrie financière japonaise comme une industrie adolescente. Elle revient à appliquer à l'industrie de l'argent le schéma mercantiliste que le Japon a emprunté il y a un siècle à la Prusse bismarckienne (5). D'abord, s'opposer aux importations, chose facile pour la banque car les étrangers n'ont jamais posé plus d'un orteil sur l'archipel ! Puis croître sur un marché abrité ; le résultat est atteint puisque banques et sociétés de courtage nipponnes sont aux premiers rangs mondiaux. Enfin, exporter des services financiers.

La finance japonaise, longtemps cantonnée dans l'accompagnement à l'étranger des exportateurs, aborde cette troisième phase. Disposant de fonds propres colossaux, elle pourra aisément profiter du marasme prévisible de l'économie mondiale de 1989 à 1991 (lorsque le futur président américain fera le ménage des déficits hérités de son prédécesseur), et encore plus du dégonflement, plus ou moins catastrophique, de la bulle de spéculation financière. L'ambition japonaise pourrait être :

- la quasi-exclusivité des marchés de Tokyo, domestique et *offshore* ;

- une majorité de contrôle du marché de Londres ; avec déjà 40 % des euro-obligations, les choses sont déjà bien avancées ;

- une minorité de blocage à Wall Street, où les firmes à racheter seront de plus en plus nombreuses ;

- une veille sur les marchés de second rang, où le nationalisme résiduel incite à la prudence : Singapour, Hongkong, Séoul, Zurich, Francfort, Paris, Amsterdam, Milan, Madrid, etc.

Dans ce scénario, le yen deviendrait une monnaie internationale *privée*, puisque matière première d'une industrie financière japonaise *privée*. Si New-York et Londres sont suffisamment maladroits pour ne pas troquer un point de leur marché contre un point du marché japonais - cela s'appelle la réciprocité - le yen peut devenir, aux côtés du dollar, l'une des deux grandes monnaies marchandes de la fin du siècle.

Il est clair que les Européens n'auront le choix qu'entre le dollar et le yen pour leurs transactions extracommunautaires, s'ils ne parviennent pas rapidement à dépasser leur routine pour faire de l'ECU une grande monnaie internationale, *privée* et *publique* (6). Comme le Japon, l'Europe a la capacité économique et financière nécessaire, mais, contrairement à lui, elle n'a pas d'action stratégique.

## Des échafaudages de fortune

SI l'on revient du moyen et du long terme à l'actualité, tout donne à penser que les États-Unis, pour prolonger leur expansion artificielle jusqu'aux élections de novembre, secourront les échafaudages de fortune du système financier international.

Cela ouvre une autre possibilité, plus immédiate, de voir le yen s'affirmer comme monnaie internationale, mais cette fois comme monnaie *publique*. Si le dollar continue à baisser, et si les autorités américaines refusent de relever les taux d'intérêt des bons du Trésor, leur seule issue sera de proposer des bons du Trésor américains en yen, en marks, en francs suisses, voire en ECU. Ce que M. James Carter a déjà fait au plus bas du dollar, en 1979, M. Ronald Reagan pourrait être contraint de le répéter en 1988. Un marché mondial de ces Reagan bonds

en yen se développerait rapidement, sans que le gouvernement japonais y puisse grand-chose.

Support de l'expansion de l'industrie financière japonaise ou instrument de financement du déficit américain, le yen souverain sortira bientôt de l'ombre.

CHRISTIAN SAUTTER.

(2) Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), Japon, Paris, novembre 1986.

(3) *Le Monde*, 27-28 décembre 1987.

(4) Voir « Japon et Wall Street », *Business Week*, 7 septembre 1987, et *Japan Economic Journal*, 19 décembre 1987.

(5) Voir Christian Sautter, *Les Deux du géant*, Olivier Orban, Paris, 1987.

(6) Voir Michel Aglietta et alii, *l'ECU et la Vieille Dame*, Economica-CEPII, Paris 1986, et Jean-Paul Pichon, « Une politique monétaire européenne au service du mark », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.

**LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE**

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAXE de 7 % sur le PROXIMOSÉ EN FRANCE pour les livres  
● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes  
● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

**VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE**

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

**FAITES LE POINT SUR...**

**LES RÉGIONS OU PAYS AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ**

En 64 pages, des dossiers de synthèse sur chaque sujet : La question palestinienne, les réformes politiques en Chine, l'apartheid en Afrique du Sud...

**Collection PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX**

Le numéro 24 F  
Abonnement annuel : 24 numéros, 350 F

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

31, quai Voltaire Paris 7 - Tél. (1) 40.15.70.00







héritiers

prises

les « classes moyennes »

sculpé aux heures chaudes

« classes moyennes », le

sud, ça compte ! C'est

olontiers utilisées à classer

catégories sociales. On

dit flous, dans lesquelles

petite-bourgeoisie con-

servants, les cadres, la

élite ouvrière des grands

industries. C'est, avec le

travail, le socle de la

économie de ces pays

années. Un sondage ré-

indiquant que 65 % des

prétendent faire partie

« moyennes ». Cette pro-

que, plus qu'une réalité,

cette notion recouvre un

mythe puissant qui

le monde rural (5).

des « classes moyennes »

acquis un certain statut

qui semble correspondre

à la fin des études se-

cons, l'expansion de ces

ales est aussi le fruit des

résultats du système

à mettre au crédit

- il faut le relever -

ne, la population n'est

impregnée de l'idée

de l'avenir. Le le-

ré tout son prestige

seraient sociaux, si ce

celle de ses dispo-

l'élus moyen d'accro-

## DE LA DICTATURE MILITAIRE

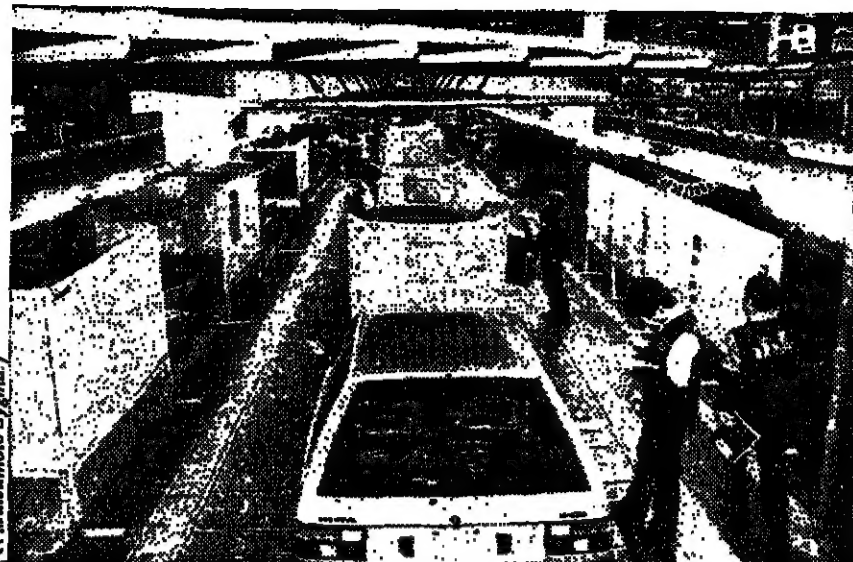
# avec de pressantes exigences sociales

Or, dans l'ensemble, l'Etat a mis en œuvre les moyens de répondre à cette soif d'éducation. Actuellement, plus de 90 % des jeunes poursuivent leurs études jusqu'à la fin du second cycle du secondaire - ou du cycle d'enseignement technique supérieur correspondant - c'est-à-dire jusqu'à dix-sept-dix-huit ans. Proportionnellement à la population totale, la Corée du Sud compte désormais davantage d'étudiants que la France. Le gouvernement du président Chun Doo Hwan a procédé à plusieurs réformes du système éducatif qui ont notamment contribué à démocratiser l'accès à l'université. Contrepartie négative : beaucoup de diplômés ne trouvent plus, lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, d'emploi correspondant à leur qualification. Des spécialistes affirment en outre que les résultats de ce remarquable effort national d'éducation ne sont pas aussi probants sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif.

Quoi qu'il en soit, les jeunes ont un niveau d'éducation largement supérieur à celui de leurs aînés. Ils aspirent à bénéficier des fruits de cette société de consommation à laquelle, de gré ou de force, la génération de leurs parents a été sacrifiée et qu'ils contribuent à développer par leur travail. Ils ne supportent plus l'autoritarisme borné d'un régime qui traite les citoyens comme des sujets (ce thème a été abondamment exploité par l'opposition pendant la récente campagne électorale). Le mot de « dignité » revient fréquemment dans leur bouche lorsqu'ils parlent politique. Or les jeunes sont largement majoritaires dans la population : 55 % ont moins de vingt-cinq ans.

Les deux tiers des habitants n'ont pas connu la guerre de Corée. Ils n'ont pas, comme leurs aînés, le souvenir des atrocités commises en certaines régions par les troupes communistes et sont beaucoup moins sensibles qu'eux aux appels à l'unité et à la discipline face à l'ennemi massé au nord du 38<sup>e</sup> parallèle. Beaucoup d'entre eux se interrogent sur ce qui se passe réellement en Corée du Nord.

« La population n'a vraiment aucune sympathie pour le communisme et prend Kim Il Sung, le leader du Nord, pour un vieux fou mégalomane, remarque un professeur d'université. Mais elle ne dispose d'aucune information sérieuse et crédible sur la vie en Corée du Nord - beaucoup moins que vous ne pouvez en obtenir en Occident. Aussi les gens se demandent de plus en plus si la réalité nord-coréenne correspond vraiment à la caricature simpliste qu'en donnent nos médias. Après tout, si, comme on le



CHAÎNE DE MONTAGE DE LA FIERME HYUNDAI  
Un concurrent sérieux sur les marchés occidentaux.

dit, la propagande communiste du Nord affirme que tout le Sud ne dispose pas encore de l'électricité, il se peut que nos services de propagande fabriquent des mensonges aussi grossiers concernant le Nord.

On est surpris d'entendre des propos analogues non seulement parmi les enseignants et les étudiants, mais aussi dans la bouche d'hommes d'affaires, de jeunes prêtres catholiques - dont beaucoup, il est vrai, sont très engagés dans la lutte pour le respect des droits de l'homme et contre la dictature - et même de paysans.

Ainsi, dans un village du centre du pays, un agriculteur de trente-cinq ans, M. Chang Se Hwan, animateur local du Mouvement des paysans catholiques (6), déclare : « La Corée du Nord représente une menace très abstraite qui sert de prétexte au gouvernement pour justifier sa politique dictatoriale. Sans influence extérieure et avec un président élu au suffrage universel et soutenu par le peuple tout entier, nous pourrions établir avec le Nord un dialogue entre Coréens qui, peu à peu, porterait des fruits, comme cela a été fait entre les deux Allemagnes. Mais pour cela il faudrait que les Etats-Unis ne se mêlent plus de nos affaires. »

La nationalisme est une arme à double tranchant qui tend à se retourner contre les arguments de la propagande du régime militaire. En son nom, la jeunesse sud-coréenne désire ardemment la réunification du pays et souhaite que, dans ce but, on explore sans attendre toutes les voies pouvant mener au dialogue, à des échanges et à un rapprochement entre les deux Etats coréens, malgré leurs systèmes politiques et sociaux différents. Le succès auprès des jeunes de M. Kim Dae Jung, l'un des deux principaux dirigeants de l'opposition démocratique, est dû pour une large part au fait qu'il tiennent ce discours. Les généraux se prononcent aussi pour la réunification, mais les gens ont le sentiment qu'ils la renvoient à un avenir lointain et incertain, quand le Nord ne sera plus communiste. Autant dire aux calendes grecques !

De plus en plus, la présence des forces américaines sur le sol coréen (quarante mille soldats) et l'influence

politique que Washington exerce sur les dirigeants de Séoul sont perçues par l'opinion comme un obstacle à toute évolution. Après la guerre de Corée, les Américains étaient considérés comme des libérateurs et admirés comme des modèles. Au fil des années, l'appui apporté par Washington à la dictature a peu à peu entamé ce capital de confiance. Une grande partie de l'opinion a basculé après le massacre de Kwangju, en 1980, estimant que l'état-major américain était complice puisque le général Wickham, alors responsable des forces combinées

américano-coréennes, avait autorisé des unités coréennes à se rendre sur le lieu des exécutions. Les pressions exercées en 1987 par Washington pour encourager la démocratisation du régime n'ont pas permis de surmonter ce handicap. Le sentiment anti-américain gagne même les cadres et certains milieux d'affaires exaspérés par le protectionnisme des Etats-Unis à l'égard des produits sud-coréens.

Le vieil argument de la propagande selon lequel ceux qui critiquent le gouvernement, l'armée et les Américains font le jeu des communistes se révèle de moins en moins efficace. Certes, la télévision et les autres médias ne se privent pas de diriger les projecteurs sur les agissements extrêmement violents de groupuscules qui prôchent la révolution dans les universités en se réclamant d'un marxisme primaire et plutôt naïf. Mais chacun sait bien, désormais, que ces organisations clandestines sont très minoritaires.

« Ces jeunes gens ne sont que quelques centaines, constate un professeur de l'université Kookmin à Séoul. Ce sont des théoriciens qui se nourrissent de frustrations et de haine envers la société. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés, torturés. Cette extrême gauche - dans laquelle la police infiltre beaucoup de provocateurs ou d'indicateurs, ce qui nous rend méfiants à son égard - n'a vraiment rien de commun avec l'opposition démocratique. Elle condamne ce qu'elle nomme la « démocratie formelle » et appelle à boycotter les élections. Les gens sont désormais trop éduqués pour accepter l'amalgame. »

### « Les gens veulent profiter du progrès »

AINSI, l'aspiration à la démocratie paraît bien être un phénomène irréversible pour ces classes moyennes dans lesquelles presque toute la jeunesse se reconnaît. « Ce qui se passe depuis quelques années ici ressemble à ce que l'Espagne a connu à la fin du règne de Franco », estime M. Chung Heng Hoon, directeur du mensuel politique du grand quotidien indépendant Dong-A Ilbo. Les gens veulent vivre libres, profiter des bienfaits du progrès économique : c'est ce qu'ils expriment avec le mot magique de démocratie. Certes, comme il y a quelques années en Espagne, des chefs militaires peuvent songer à revenir sur les acquis de la nouvelle Constitution, voire tenter et même réussir des coups d'Etat. Mais le sol se dérobera sous leurs pieds. Ils seront isolés dans la société, dévoués par leurs amis, par les membres de leur propre famille. Même les jeunes officiers sont, de plus en plus, acquis à la démocratie.

Le nouveau président Roh Tae Woo paraît avoir compris cela. C'est en tout cas ce que semble indiquer l'engagement qu'il a pris, le 29 juin, de lier sa candidature à la réforme de la Constitution, et aussi la manière dont il a conduit sa campagne électorale en se présentant comme le « restaurateur de la démocratie ». Mais il devra prouver sa sincérité par des actes, car la majorité de ses concitoyens, qui se souviennent de son passé, ne lui font aucun crédit. Entre les ultras de son propre camp qu'embragent les concessions de ces derniers mois et l'opposition, nullement décidée à lui faciliter la tâche, ce ne sera pas aisé.

Les élections législatives qui doivent avoir lieu (7) constitueront un test. Le nouveau chef de l'Etat fera-t-il en sorte que la régularité de ce scrutin ne puisse être légitimement contestée ? Si l'opposition est majoritaire dans le nouveau Parlement, acceptera-t-il de « cohabiter » démocratiquement avec elle ? De leur côté, les formations démocratiques devront faire la preuve qu'elles sont capables de mettre une sourdine à leurs querelles et de dominer leurs rivalités pour sortir effectivement le pays de la dictature.

Il semble que M. Roh Tae Woo et une partie de l'establishment militaire, industriel et financier qui le soutient soient prêts à faire de larges concessions en matière de démocratie politique à condition d'éviter des réformes sociales à leurs yeux périlleuses pour l'économie. C'est ce qu'a bien compris M. Kim Young Sam, le grand rival de M. Kim Dae Jung dans l'opposition, qui s'était employé tout au long de la campagne électorale présidentielle à donner des gages en ce sens aux milieux d'affaires.

Mais, comme le note encore M. Chung Heng Hoon, « pour les milieux ouvriers et paysans sur qui pèse le poids de l'expansion économique, démocratiser signifie d'abord amélioration du niveau de vie ». Les travailleurs, qui, dans l'ensemble,

et surtout depuis l'élection de M. Roh Tae Woo, - le patronat s'emploie à reprendre en main les travailleurs avec la complicité des autorités et de la police. La chasse aux militants recommence de plus belle (8).

Dans le domaine social aussi, l'année 1988 pourrait être décisive. La perspective des Jeux olympiques, qui doivent s'ouvrir à Séoul le 17 septembre 1988, a certainement contribué à retendre le pouvoir de réprimer de manière sanglante, comme par le passé, les manifestations de juin dernier et à amener M. Roh à composer. Elle devrait aussi, maintenant, empêcher une répression trop voyante des revendications ouvrières. L'armée et les milieux dirigeants tiennent absolument à ce que les Jeux olympiques soient une réussite qui contribue au prestige international de l'Etat sud-coréen et fasse ressortir, par contraste, l'isolement de la Corée du Nord. Ils ont évité de donner le moindre prétexte aux pays démocratiques, mais aussi aux grands Etats communistes, pour les boycotter. Déjà, ils soulignent que la Chine, l'URSS et les Etats d'Europe de l'Est ont annoncé leur participation.

L'opposition démocratique, qui - comme l'ensemble de la population - souhaite aussi la réussite des Jeux de Séoul, dispose donc, d'ici au mois de septembre, d'une marge de manœuvre plus grande. Saura-t-elle utiliser ce délai pour accroître les espaces de liberté déjà concédés au peuple ? Si elle y parvient, elle se trouvera en position de force lorsque, la flamme olympique éteinte, la confrontation risquera de se durcir entre tenants de l'ordre militaire et démocrates. Si, en revanche, elle se laisse encore paralyser par les querelles de clans et la rivalité des ambitions, des millions de Sud-Coréens pourraient bien devenir des déçus de la démocratie.

AINÉ SAVARD.

(6) L'Eglise catholique ne comprend guère plus de 6 % des Sud-Coréens mais elle jouit d'un grand prestige à cause de son engagement dans la défense des droits de l'homme. Le Mouvement des paysans catholiques est à la pointe de la contestation rurale provoquée par l'endettement des paysans, qui a poussé la modernisation de l'agriculture.

(7) Des conversations doivent avoir lieu entre le pouvoir et l'opposition pour en arrêter la date et fixer les modalités du scrutin.

(8) Voir à ce sujet l'article de Philippe Pons « La reprise en main du monde ouvrier », Le Monde, 5 janvier 1988.



SUPERFICIE : 98 000 km<sup>2</sup>  
POPULATION : 41,1 millions  
POPULATION URBAINE : 64 %  
ESPÉRANCE DE VIE : 69 ans

STRUCTURE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT :  
Agriculture : 14 %  
Industrie : 41 %  
Services : 45 %

EXPORTATIONS :  
Produits primaires : 9 %  
Produits de l'industrie : 91 %

IMPORTATIONS :  
Produits alimentaires : 6 %  
Combustibles : 24 %  
Autres produits primaires : 13 %  
Produits de l'industrie : 57 %

(Source : Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1987 - chiffres 1985).

### ÉVOLUTION POLITIQUE

1945-1948 : colonisation japonaise.

1948 : division en deux zones (38<sup>e</sup> parallèle). Le Nord devient communiste, le Sud entre dans la sphère américaine.

15 août 1948 : proclamation de la République de Corée (Sud).

9 septembre 1948 : proclamation de la République populaire démocratique de Corée (Nord).

1950-1953 : guerre de Corée.

1948-1960 : dictature de Syngman Rhee.

1960-1961 : échec de la « seconde République ». Les militaires prennent le pouvoir.

16 décembre 1987 : élection présidentielle.

### Points de repère

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987

### Le Monde

Le « Bilan économique et social », véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde, rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse des faits économiques de l'année dans leur environnement socio-politique. Il publie également un dossier complet sur le dollar.



### SOMMAIRE :

- La situation en France
- L'environnement international
- Le dollar
- Cent cinquante pays à la loupe

CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX : 45 F



# Quelque part en territoire occupé

Les journées calmes de Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation.

Par  
FLORENCE  
BEAUGÉ



NE industrie du savon particulièrement active, des pâtisseries réputées dans toute la Cisjordanie, et même au-delà, des clans et des traditions... Naplouse, côté pile, c'est une ville bourgeoise, prospère et plutôt belle, peuplée de grandes familles et de gros commerçants.

Côté face, c'est aussi une impression de tragédie antique qui flottait sur toute la ville, comme si elle s'était un jour figée sur ses malheurs, avec, en prime, un châtimement suprême : l'impossibilité de regarder l'avenir ? Seul compte le passé. « L'avenir, vous répétiez-on le visage fermé, il n'y en a pas. »

Est-ce le 2 mars 1986 que cette ville (la plus ancienne du monde après Jéricho, dit-on) a perdu tout espoir ? Peut-être. Ce jour-là, Zafer El Masri, le maire, était assassiné (1) et, depuis, son souvenir ne cesse de hanter la population. Qu'il ait été de ses partisans ou non, pas un qui ne parle de lui. On évoque sa gentillesse, sa disponibilité permanente. On vous montre l'endroit où il est abattu, à la porte de la mairie, non loin du grand appartement où résident encore son épouse et leurs trois enfants. Et l'on n'en finit pas de pleurer le disparu : « Il avait tout pour lui : le nom, l'intelligence, l'argent. Et surtout, il était accepté par toutes les parties : les Palestiniens, les Israéliens et les Jordaniens. Il avait toutes les clés en main. »

M<sup>me</sup> Raghdah El Masri, la veuve de Zafer, n'est comparable à aucune autre... Mince et belle, âgée d'environ trente-sept ou trente-huit ans, entièrement vêtue de noir, les cheveux longs noués dans le dos, sans aucune trace de maquillage, elle parle, le visage douloureux : ce qu'était Zafer. L'époux, le père, le président élu de la chambre de commerce de la ville, le Palestinien surtout. L'espoir qu'il représentait... Elle raconte tout, d'une voix douce et passionnée. Les hésitations de son mari avant de prendre la mairie. La demande des uns. La farouche hostilité des autres. Son dilemme à lui, et puis le lent cheminement qui l'a conduit, en fin de compte, à prendre cette décision pour tenter de sortir la ville de l'impasse (2) : « Bonne ou mauvaise, explique-t-elle, c'était la seule solution. Ne serait-ce que pour donner aux gens une chance de rester, d'avoir un travail. Ici, le rôle du maire est essentiel : dans tous les domaines, les habitants ont tout le temps affaire à lui. Or vous connaissez notre principal problème : rester. Du côté israélien, sous les moyens sont bons pour nous faire partir. Ces moyens sont illégaux, mais ils sont efficaces, surtout pour décourager les jeunes de revenir au pays... »

Là-bas, dans une villa perchée sur la colline d'en face, le temps s'est également arrêté. Pour cette famille-là, le drame s'est joué en plusieurs actes (3). L'ombre de M. Bassam Chakaa plane sur Naplouse autant que celle de Zafer El Masri, bien que d'une manière différente. Beaucoup continuent en effet de reconnaître en lui, aujourd'hui encore, la légitimité, et, en dépit des efforts des autorités israéliennes pour le briser, il reste l'une des grandes figures de la ville, admiré et respecté. Agé d'une cinquantaine d'années, assis sur son fauteuil roulant dans la chaleur presque étouffante de la véranda où il passe une bonne partie de ses journées, il a des yeux gris et un sourire qui inspire la sympathie.

Il rappelle l'enchaînement des événements qui ont marqué toutes ces dernières années : depuis les pressions et les menaces directes des autorités israéliennes en 1979 jusqu'à sa destitution de la mairie de Naplouse en 1982, en passant par l'attentat de 1980. Et, surtout, le calvaire qui a suivi : « Comme ils m'avaient raté, les Israéliens ont décidé de m'enterrer vivant. » Cinq années de cauchemar, d'isolement quasi absolu dans sa villa.

L'attentat ? Il l'évoque à peine. Pas un mot sur son sort. C'est son épouse qui en parle soudain, alors qu'un avion israélien vient de franchir le mur du son, à très basse altitude, et que les vitres de la véranda se sont mises à trembler. Elle se souvient, avec horreur : « J'ai entendu, venant du jardin, un bruit terrible. Tous les carreaux de la maison se sont cassés et j'ai dit à mes enfants qui étaient très jeunes à ce moment-là : ne bougez pas, c'est encore un avion israélien qui passe. Et, dans un premier temps, nous ne sommes pas sortis, alors que leur père était mourant, dehors, à quelques mètres de nous, au milieu des débris de la voiture... »

Tout n'est pas tragique dans cette société palestinienne, et M. Saeb Arikat en est l'illustration vivante. Enfant chéri de l'université An-Najah, où il enseigne notamment les sciences politiques, éditorialiste au journal *Al Quds*, père de famille comblé, il n'est pas plus épargné que les autres, bien au contraire, et pourtant il y a chez lui quelque chose de formidablement heureux, de presque triomphant. Aucune attitude de provocation de sa part, mais une sorte de défi permanent : la conscience de ce qu'il est, et de ses droits. Les études qu'il a effectuées en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Son talent... De tendance OLP modérée, M. Saeb Arikat ne cache pas ses opinions, y compris à l'égard du roi Hussein, et ses écrits lui ont valu, il y a peu de temps à Jérusalem, un procès retentissant qui s'est conclu par cinq années de prison avec sursis : au moindre écart, il purgera cette peine.

Dans son bureau du premier étage de l'université, une merveille architecturale construite au-dessus de Naplouse, non loin du domicile de M. Bassam Chakaa et du quartier des Samaritains (4), M. Saeb Arikat parle de ses étudiants : « La plupart sont nés après 1967. Ils ont donc grandi et se sont forgé leur caractère, leur identité et leur idée de la liberté à partir de schémas tels que : « qu'as-tu fait pour résister ? Comment as-tu lutté ? Combien de temps as-tu passé en prison ? » Voilà la « recette » qui a fait la nouvelle génération, sans que nous, nous ayons joué un rôle éducatif dans ce domaine. Après vingt ans d'occupation, ils réalisent qu'Israël ne va pas partir, ne veut pas faire la paix, et que la seule solution pour l'y contraindre, c'est de lui rendre l'occupation difficile. Aussi, quand un étudiant jette une pierre, hâte un drapeau palestinien ou participe à une manifestation, c'est un message qu'il lance aux Israéliens : « Nous ne voulons pas de vous. » Et quand les Israéliens tirent et tuent un étudiant, ils répondent par un autre message : « Nous sommes ici pour rester. » Il s'agit donc d'une épreuve de force entre deux volontés, et il me semble que cette génération est déterminée à en sortir victorieuse. »

An-Najah, c'est une institution. Collège à sa création en 1919, sous le mandat britannique, elle a en droit, en 1977, au statut d'université (5). C'est la plus importante des cinq universités des territoires occupés : quatre mille étudiants (cinq mille candidatures par an, 800 entrées seulement), 245 professeurs, tous palestiniens, formés, pour l'essentiel, aux quatre coins du monde, et une majorité d'étudiantes ; 51 % des inscrits sont, en effet, de sexe féminin.

Leurs parents reprochent souvent à An-Najah son médiocre niveau et la facilité avec laquelle, affirment-ils, on se voit décrocher son diplôme. « Faux », s'exclame M. Saeb Arikat, il y a un amalgame malheureux qui se crée : parce que, à l'heure actuelle, en Cisjordanie, quatorze mille jeunes sortis d'universités palestiniennes sont au chômage, on a tendance à accuser le niveau des facultés. C'est, hélas ! vrai qu'il n'y a pas assez de travail ici, et que c'est un problème majeur, mais la solution, ce n'est pas nous qui la détenons. Comment l'administration (6) pourrait créer des emplois ? C'est aux autorités de le faire. La fermeture fréquente d'An-Najah par les Israéliens n'arrange rien. Entre 1983 et 1986, l'université a été close, au total, onze mois « ouvrables ». Pour l'année 1987 : trois mois, ce qui entraîne un retard évident dans les études, les examens, et altère la bonne marche de l'université, ainsi que sa réputation.

En majorité de tendance Fath, les étudiants d'An-Najah forment un bloc assez homogène rassemblé sous une même bannière : « Non à l'occupation ! ». Il n'empêche que la montée des islamistes provoque une certaine inquiétude dans les rangs de l'OLP.

Il n'est pas sûr pourtant que les Israéliens soient aussi surpris et dépassés par cette évolution qu'ils le laissent entendre ces derniers temps. Ils ont longtemps favorisé les islamistes, avant d'être relayés, dit-on, par les Jordaniens.

« Nous n'avons aucun lien avec ces mouvements et nous condamnons toutes les prises d'otages », déclarent en chœur, dans une petite salle du rez-de-chaussée de l'université An-Najah, six représentants de la tendance islamiste. Conversation longue et difficile, obtenue après un interrogatoire en règle. Chaque question est soumise avec minutie et nécessite quasiment un concubine. Ensuite seulement le porte-parole, le plus ouvert en apparence mais non le moins ferme dans ses convictions, résume dans un anglais parfait, avec un fort accent américain, la pensée des cinq autres. « Nous sommes avant tout des Palestiniens. D'ailleurs vous n'avez pas le droit de faire une différence entre « nationalistes » et « islamistes ». Nous aussi, nous sommes des nationalistes : nous demandons la libération de toute la Palestine. » Cela signifie-t-il qu'ils réclament les frontières d'avant 1948 et qu'ils excluent par avance toute concession territoriale ? Là, les positions

Les étudiants d'An-Najah savent que les occupants ne partiront pas. Eux-mêmes sont décidés à rester. Et l'épreuve de force se poursuivra.

sont déjà moins ambiguës : « En effet, nous voulons toute la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée, et c'est ce qui nous sépare le plus des arabistes. » S'ensuit une longue tirade contre le refus du Fath de prendre les préceptes de l'islam comme base idéologique, et contre M. Yasser Arafat dont on rappelle qu'il était Frère musulman à ses débuts, « et voyez ce qu'il est devenu quand ça l'a arrangé... »

Ont-ils conscience que leurs désaccords avec l'OLP ne favoriseraient pas la lutte contre l'occupation israélienne et qu'ils risquent de retarder une solution ? La réponse est claire : « Nous préférons attendre plutôt que de changer notre idéologie. »

Comment ne pas comprendre, quand on parcourt la terre des Bazzari à la sortie de Naplouse, les convoitises qu'elle suscite ? Son emplacement, sa beauté, la richesse de son sol, sa réserve d'eau presque inépuisable (7), en font un lieu unique. Malheur au colon potentiel qui passerait par là : le coup de foudre est garanti ! Malheur, surtout, au propriétaire, car il n'a pratiquement aucune chance de sortir vainqueur de l'épreuve. On lui dépêche son bien morceau par morceau, sans jamais lâcher prise... C'est le drame de Faouzi et Leila Bazzari depuis 1982. Un parmi tant d'autres.

Du jour au lendemain, un lot de 400 dunums (8) sur les 1 500 qu'ils possédaient (certificats de l'époque turque l'attestant), a été décrété « terrain militaire ». Ils ont donc été expropriés, sans avoir droit à la moindre indemnité. L'année suivante, ce sont 800 autres dunums qui leur ont été confisqués, alors que sur le cadastre de la ville disparaissait une page, comme par magie : l'acte de propriété des Bazzari... « Propriété de l'Etat », affirmaient les autorités israéliennes, qui ont été finalement déboutées, au terme d'un procès long et coûteux pour les plaignants. Restait encore un dernier lopin de terre, 350 dunums, entré dans la ligne de mire en mai dernier : en une nuit, 2 350 arbres, oliviers et sapins jeunes de deux ans, ont été arrachés. Renseignements pris auprès du siège de l'administration civile et militaire de Naplouse, il s'est révélé que c'était la troupe qui avait effectué la tâche car ce terrain était, lui aussi, en l'espace de vingt-quatre heures, devenu « zone militaire », donc interdit de plantation...



HISTOIRE des Bazzari est classique. Ils ont, quant à eux, la force de se battre et d'intenter un nouveau procès. Beaucoup d'autres ne l'ont pas et abandonnent d'autant plus vite que les moyens pour fatiguer l'adversaire sont raffinés. Toujours indirects et, de ce fait, encore plus déstabilisants. « Je me bats contre des ombres », résume Leila. Un jour, elle apprend par l'intermédiaire d'un fermier, supposé ami, « qu'elle ferait mieux de céder, qu'elle s'expose à de graves ennuis, ou encore que sa vie est en danger ». Vrai ? Faux ? Comment peut-elle le savoir ? Comme par hasard, commencent à son domicile des coups de téléphone incessants, toujours anonymes, ainsi qu'une série d'incidents malheureux tel que le vol de la jeep qui transportait toute la famille sur le terrain.

Sur qui compter ? Où se situe la limite du tolérable ? Où est la norme ? Cela, les Palestiniens ne le savent plus. On ne dira jamais assez ce que signifie, pour cette population, les innombrables et absurdes tracasseries de tous les jours. L'impératif de sécurité ne peut tout expliquer. Il paraît évident que l'objectif est de rendre, par des détails dérisoires, la vie insupportable aux habitants des territoires occupés.

Sait-on, par exemple, que l'obtention ou la conservation de la carte d'identité (sans laquelle un Palestinien perd sa qualité de résident, le droit de travailler et même de se déplacer à l'intérieur

Pour passer son permis de conduire, planter un arbre ou agrandir sa maison, il faut une autorisation. Si « on paie un collabo », on a tout de suite le feu vert.

des territoires) est une véritable hantise ? Qu'elle peut être confisquée ou déchirée à tout moment lors d'un contrôle ? Qu'on peut convoquer au poste, jour après jour, son détenteur en lui disant : « Reviens demain... »

Pour avoir le droit de passer son permis de conduire, il faut une autorisation. Et pour obtenir cette autorisation, il faut d'abord s'être « confessé ». Pour planter un arbre dans son propre jardin, a fortiori pour creuser un puits, il faut une autorisation. Même chose pour aller à Amman ou pour passer un nuit en Israël. Les formulaires à remplir pour obtenir ces autorisations peuvent manquer pendant des jours, des semaines, voire des mois. Le bureau où l'on doit déposer sa demande de permis de construire, par exemple, peut être fermé pendant de longs mois... Et si l'on se risque quand même, de guerre lasse, à agrandir sa maison entre-temps, elle peut être rasée par la suite sous prétexte que « vous n'aviez pas reçu d'autorisation ! »

Les conclusions d'un procès, gagné à Jérusalem, seront ensuite bafouées, en tête à tête, à Naplouse. Il faut payer pour tout, du côté israélien comme du côté jordanien, non seulement les tarifs officiels mais des dessous-de-main astronomiques. Les dérogations sont toujours possibles en échange de « menus services ». Car le moindre geste de la vie courante est susceptible de chantage : pas d'autorisation sans argent... ou renseignement.

Occupation rime, bien entendu, avec collaboration. On met du temps, à Naplouse, avant d'oser aborder cette question qui ronge les uns et les autres et rend l'atmosphère oppressante. On commence et on finit la collaboration ? Cela fait des années que certains faux problèmes ont été évacués : aller travailler chaque jour en Israël (9) parce qu'il n'y a pas d'emploi en Cisjordanie, c'est une nécessité et un moindre mal — cela, au moins, érite d'avoir à faire le jeu des Israéliens et à quitter le pays. D'autres cas de figure sont, en revanche, beaucoup plus complexes : « Imaginez, raconte Ghassan, vingt ans, qu'on ait besoin d'une autorisa-

## Journées calmes à

« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »



« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »

« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »

« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »

« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »

« Les jours calmes à Naplouse ne sont jamais des journées de paix. Ses habitants ont raconté à Florence Beaugé la guerre quotidienne que leur livrent les occupants israéliens, et leur tenace refus de céder. Une ville palestinienne, à l'image du peuple palestinien... Quelques jours plus tard, c'était le soulèvement général et le déclenchement de la répression, qui obligeront les Israéliens eux-mêmes à s'interroger sur le sens de cette occupation. »



# Journées

## calmes à Naplouse

« En effet, nous voulons toute la Palestine, et c'est ce qui nous sépare de l'Arabie saoudite, et c'est ce qui nous sépare de l'Irak... » une longue tirade contre le régime de Bagdad dont on rappelle qu'il était l'ennemi de l'Arabie saoudite et qu'il est devenu quand même son allié.

Leurs désaccords avec l'OLP ne favorisent pas la coopération israélienne et qu'il y a des risques de « nous préoccuper notre idéologie ».

Après avoir parcouru la terre des Palestiniens, la richesse de son sol, sa situation géographique, en font un lieu unique. Malheureusement, par là : le coup de foudre est garanti ! car il n'a pratiquement aucune chance de l'éprouver. On lui dépêchera son bien, sans jamais lâcher prise... C'est le drame de la Palestine. Un parmi tant d'autres.

En 1982, un lot de 400 dunums (8) sur les 1 500 dunums de l'époque turque l'attestant, a été attribué à M. Balata. Il est donc été exproprié, sans avoir eu le droit de le vendre. L'année suivante, ce sont 800 autres dunums, alors que sur le cadastre de la Palestine, comme par magie : l'acte de propriété a été annulé, affirmant les autorités israéliennes. Restait encore un peu de terrain, entré dans la ligne de mire de M. Balata, oliviers et sapins jeunes de deux ans, plantés par ses soins, il s'est résigné à abandonner la tâche car ce terrain était, lui-même, devenu « zone militaire ».

tion qui n'arrive pas depuis plusieurs années, ou qu'on doit aller à Amman de façon urgente parce qu'on a un membre de sa famille qui est mourant : on paye un collabo, et on a tout de suite le feu vert. Alors, quand chacun de nous affirme qu'il n'a rien à voir avec les « dealers » et qu'il ne leur parle même pas, c'est faux : tôt ou tard, on est obligé, d'une façon ou d'une autre, de passer par là ».

A Naplouse, les collaborateurs ont presque pignon sur rue. Ce sont, pour la plupart, des marginaux : drogués ou homosexuels qui se sont fait piéger par des procédés classiques et que les Israéliens « tiennent » ensuite sans grand mal. Parfois, des jeunes garçons, qui n'avaient aucune raison de se laisser avoir, tombent eux aussi dans l'engrenage. Dans la ville, la casbah surtout, chaque quartier a son « chef collabo », hat et craint, tandis que les portes de certaines maisons sont parfois frappées d'une immense croix gammée, tracée à la peinture rouge, signe distinctif du « traître ». Il arrive que celui-ci, un beau matin, soit retrouvé mort dans une ruelle.



OMME toutes les casbahs, celle de Naplouse a sa vie propre. 40 % des habitants y sont concentrés. Dans l'ensemble, la vie y est plus dure qu'ailleurs, car la vieille ville est une souricière. A l'aide de vieux barils remplis de ciment, les Israéliens ont fermé toutes les issues sauf deux, devant lesquelles patrouillent en permanence, juchés sur les immeubles d'en face, des militaires qui scrutent à la jumelle les va-et-vient. A la moindre alerte, ils bouclent les voies de passage et ratissent le quartier sans ménagement.

Pas une maison, pas une famille, dans la casbah, dont l'un des enfants, au moins, ne soit en prison... Toutes les mères palestiniennes se ressemblent. Elles ont la même façon calme et précise de faire leurs « comptes » : « Il est en prison depuis trois ans, trois mois et dix-huit jours. Il lui reste encore à faire dix mois et trois jours... » Ce garçon de seize ans, en prison pour huit mois, a-t-il bel et bien lancé un cocktail Molotov sur une patrouille, geste pour lequel il purge une peine de huit années, dont quatre avec sursis ? Impossible de le savoir. Même entre frères, c'est une question qui ne se pose pas : « Ça ne regarde que lui. S'il l'a fait, il ne s'en ventera pas. Et s'il ne l'a pas fait, c'est donc qu'il avait raison de nier, lors du procès... »

Entre deux descentes de l'armée, la casbah redouble d'activité. Partout, dans toutes les ruelles, des ateliers de toutes sortes : fabriques de savon, de bonbons, de gâteaux, de vêtements, de chaussures, de fenêtres, de tabourets... Une véritable fourmilière. Surpopulation et main-d'œuvre à bas prix, comme en certains pays d'Asie.

Ici, ce sont six hommes, entassés dans une petite pièce éclairée à la lumière électrique, qui tiennent un atelier de couture. Chacun est installé devant une vieille machine à coudre à pédale et confectionne des chemises. Deux enfants d'environ sept ou huit ans, une paire de ciseaux à la main, sont chargés de vérifier les cols et les poignets et de découper, à l'aide d'un crochet, toutes les erreurs de fabrication. Ils viennent chaque jour après l'école. L'équipe travaille sur commandes pour un grand commerçant de Tel-Aviv, qui leur fournit le tissu et leur achète ensuite, à la pièce, le produit fini. Le chef d'atelier se confie peu. Il indique, sans commentaire, qu'il travaille quatorze heures par jour, six jours sur sept, et gagne, en moyenne, l'équivalent de 2 000 à 2 500 francs, ce qui est considéré comme un bon salaire. Beaucoup de ses collègues ne gagnent pas plus de 1 200 francs.

Là, c'est un atelier de confection de chaussures pour femmes. Deux hommes et un adolescent, aidés de deux enfants. Le matériel vient de Tel-Aviv, mais le produit, quand il est achevé, ne repart pas directement là-bas : il transite d'abord par les marchés arabes de Naplouse ou des villages environnants d'où il sera peut-être, ensuite, expédié en Israël. Tout en confectionnant une chaussure de plastique verni noir, l'un des deux adultes raconte sa vie, dans une explosion de révolte et de désespoir. Lui aussi travaille quatorze heures par

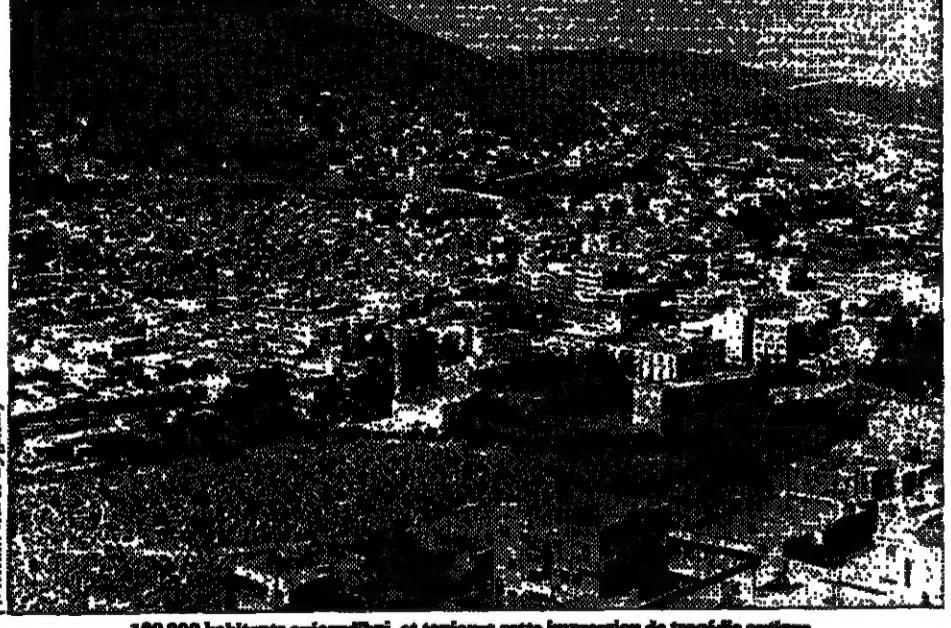
les camps par exemple, et qu'on ignore complètement ». Les punitions collectives, dont la moindre est de faire descendre dans la rue, en pleine nuit, tous les hommes de treize ans à quatre-vingts ans, en pyjama, et de les garder debout, mains derrière le dos et tête levée vers le ciel, de 10 heures du soir à 6 heures du matin. Et gare à celui qui flanche... Les mots d'ordre de l'armée : « Nettoie les graffitis sur le mur d'en face. » Et lui qui se défend : « Ce n'est pas moi qui les ai écrits. » « On s'en fiche, on repasse dans une heure pour vérifier que tu l'as fait, sinon tu seras battu. » La tension permanente à laquelle ils sont soumis : « On s'attend toujours à être emmenés, interrogés. » Mais, surtout, l'imposition du couvre-feu (que les autorités israéliennes annoncent en utilisant les haut-parleurs des mosquées...). « C'est ce qu'il y a de pire parce qu'on ne peut plus travailler, et que ça peut durer des jours entiers. Alors on hésite toujours à utiliser notre seul moyen de lutte : faire grève, parce que, à tous les coups, les militaires viennent ouvrir nos boutiques de force, et que, après, ils décrètent le couvre-feu pour nous punir. »

Balata se situe au plus bas de Naplouse, dans tous les sens du terme. Ce camp de réfugiés, le plus important de Cisjordanie, est en quelque sorte le stigmate des habitants de la ville et des autorités israéliennes, car on ne peut pas le cacher : on le longe, obligatoirement, en arrivant par la route de Jérusalem, au contraire des trois autres camps mieux dissimulés : En-Natf, Askar-1 et Askar-2, qui rassemblent quelque dix mille habitants. Balata, à lui seul, en compte douze mille, répartis sur 5 hectares. Installé à moins de

Quarante ans après, dans le camp de Balata, elle pleure encore son village rasé, près de Jaffa. Le général Freddy Sachs, lui, rêve de territoires pacifiés et heureux...

100 mètres du pont de Jacob où s'engouffrent, mal à l'aise, quelques touristes-pèlerins prévenus par les guides que « Naplouse est une ville peu sûre », ce camp est un monde à part : avec des problèmes classiques, et d'autres, spécifiques, plus proches de ceux de la casbah que ceux des collines de Naplouse, mais différents encore. Un monde sans concession où le harcèlement des Israéliens atteint des sommets.

Construit de baraques en dur, mais en chantier permanent, bloqué de tous côtés par des étages de barils empoussiérés, le camp a tout du ghetto, avec ses petits commerces, son école, sa mosquée et son cimetière. A chaque fois qu'un habitant tombe sous les balles



100 000 habitants aujourd'hui, et toujours cette impression de tragédie antique...

d'un soldat ou d'un colon, une rue est rebaptisée de son nom. Beaucoup de ruelles portent donc le nom d'un « martyr », en dépit des interdictions de l'armée qui fait effacer, à intervalles réguliers et de façon expéditive, les graffitis à la gloire de l'OLP et les drapeaux palestiniens. Le camp lui-même a d'ailleurs été rebaptisé « Tell El Zaatar » par la population, en 1976, en souvenir de celui du Liban.

L'ensemble fait misérable, mais, en partie sans doute grâce à l'aide de l'UNRWA (10), ce n'est pas le pire dans l'échelle de la misère mondiale. Mais le drame de Balata ne se limite pas à ses aspects spectaculaires : l'extrême pauvreté, les enfants négligés qui courent pieds nus au milieu des tessons de bouteilles et des morceaux de ferraille, l'atmosphère de violence, les provocations et les brutalités de l'armée, les habitations rasées au bulldozer ou dynamitées par la troupe en guise de représailles aux actes hostiles, les expéditions des colons, les tirs au 22 long rifle et les nombreuses victimes. Chaque famille survit là depuis plus de quarante ans, avec, pour seul horizon, des barils rouillés et, pour unique motivation, un espoir insensé.

« Je viens du village de Der-Tarif, près de Yafa (11). Je suis arrivé en 1948, raconte cette femme d'une soixantaine d'années. Même si on me coupait en morceaux, je ne partirais pas d'ici. J'attends de retourner dans ma maison. » Elle explique que, à ses yeux, la résistance contre les Israéliens « c'est de rester. Surtout, ne pas partir. Tenir bon, malgré toutes les difficultés ».

Pourtant, treize de ses quatorze enfants ont dû quitter Balata au fil des ans, avant même d'avoir terminé leurs études, parce que l'armée rendait la vie insupportable à toute la famille. Quatre de ses fils avaient fait de la prison pour des motifs politiques, et les descendants de la troupe, une nuit sur deux dans la maison, étaient devenus un enfer. Montrant des photos et citant des dates, elle donne des nouvelles de chacun des siens : « Ces trois-là travaillent en Arabie saoudite. Celui-ci au Koweït. Cet autre au Canada. Ces

deux-là en Jordanie. Ces quatre-là au Caire. Je n'ai pas revu celui-ci depuis sept ans... » A l'exception de l'un d'eux qui s'est marié avec une étrangère, tous ont épousé des compatriotes. Comme la plupart de ceux qui ont dû s'exiler, les fils envoient régulièrement un part de leur salaire pour soutenir les trois membres de la famille demeurés à Balata. Outre la mère, il reste en effet le père, qui revend dans les camps des légumes achetés chaque matin au marché de Naplouse, et une fille âgée de vingt-trois ans, au chômage depuis deux ans pour avoir conseillé un jour à ses élèves, lors d'un cours de géographie, de remplacer le nom d'Israël par celui de Palestine.

Depuis 1948, la mère est retournée plusieurs fois à Der-Tarif, faisant l'aller-retour dans la journée, malgré la crainte que lui inspirent ces déplacements. Mais un certain jour de 1970, en arrivant sur place, elle a constaté qu'il ne restait plus rien de son village, sauf l'école qui avait été transformée en caserne. Tout le reste avait été rasé. Elle pleure, en racontant cela, et se cache le visage pour dire la suite d'une voix étouffée : « J'ai tout de même retrouvé l'emplacement de ma maison, à cause d'un arbre que je connaissais bien, et d'un vieux puits. » A-t-elle cessé d'aller là-bas, puis-que Der-Tarif n'existait plus ? Non, elle a continué, à trois reprises, rapportant de la terre à chaque fois, et même, l'année dernière, une plante qu'elle a installée dans sa petite cour de Balata : « Voyez, dit-elle en la montrant, elle pousse sans eau, sans rien, même au milieu des rochers, c'est sûrement un signe. »

Son retour, là-bas, sur sa terre natale, y croit-elle comme un espoir ou comme une certitude ? Elle répond, catégorique : « Une certitude. Je sens que ça va arriver. Regardez les Anglais : on croyait qu'ils ne s'en iraient jamais, et pourtant ils sont partis ! Alors, même sous des tentes, nous, en attendant, on restera. »



L y a quelques années, la population palestinienne nous rejetait dans une proportion d'environ 99 %. Maintenant, je dirais qu'ils sont à peu près 90 %. Alors, j'ai bon espoir que l'hostilité continue de décroître ainsi, au fil des années. » Dans son bureau de Tel-Aviv (où il passe peu de temps), le général Freddy Zach rêve de territoires occupés pacifiés et heureux. Sa recette ? Une révolte de vie éternelle. « C'est en améliorant la qualité de la vie, dit-il avec conviction, qu'on arrivera à réduire le terrorisme et à assurer la sécurité. »

M. Freddy Zach a assumé diverses fonctions en Cisjordanie depuis 1976, notamment celle de gouverneur militaire de Naplouse, avant de devenir l'adjoint de M. Shmuel Goren, l'actuel coordinateur des activités israéliennes dans les territoires. Il parcourt le terrain chaque jour et le connaît mieux que personne. C'est pourquoi il parle au nom de l'administrateur civil et militaire de Naplouse et de ses adjoints qui, eux, n'y ont pas été autorisés.

S'il ne nie pas que « des problèmes existent encore », le général Zach estime que, dans l'ensemble, les choses ne cessent de s'améliorer. Et de citer pêle-mêle, chiffres à l'appui, le produit national brut « qui a davantage augmenté sur la rive occidentale qu'en Israël » ; le taux de mortalité infantile « qui a considérablement baissé par rapport à l'époque jordanienne » ; la réouverture récente, à Naplouse et à Ramallah, de la banque Le Caire-Amman, ce qui constitue « une aide énorme » pour la population palestinienne.

A l'écouter énumérer, l'un après l'autre, tous les progrès réels mais relatifs - enregistrés en Cisjordanie depuis vingt ans, on se sent soudain perplexes. N'est-ce pas lui, l'homme de terrain, qui informe les responsables politiques de la situation ? Il ne peut pas ne pas savoir que les Palestiniens des territoires occupés placent la liberté bien avant leur niveau de vie.

Il n'ignore pas non plus que répression ne va pas de pair avec soumission et que l'objectif - même en partant du principe que la fin justifie les moyens - n'est pas toujours atteint : cet enfant ou cet adolescent, entré dans le centre d'interrogatoires d'El-Faraa situé dans la montagne, à quelques kilomètres de Naplouse, en ressort plus farouchement déterminé à aller « jusqu'au bout ».

Cet autre, pour être passé par là sans motif, puisqu'on l'accusait d'un fait qu'il n'avait pas commis, a assassiné, quelques années plus tard, un civil israélien, pour se venger. Et sa mère, le visage épuisé, là-haut dans son village de Burqa, a encore moins d'emprise sur ses autres enfants depuis que l'armée, pour la punir du geste de son fils, a rasé sa maison et qu'elle survit dans un décor de fin du monde...

FLORENCE BEAUGÉ.

(Lettres de Jean Mérouard.)

- (1) Le Front populaire de libération de la Palestine et le groupe Abou Nidal ont revendiqué cet assassinat.
- (2) M. Bassam Chakka a été le dernier maire élu de Naplouse. Destitué par les autorités israéliennes en 1982, il a été remplacé par un officier israélien jusqu'en 1986, date à laquelle Zafed El Masri fut désigné pour prendre ces fonctions, avec l'assentiment, explicite ou implicite, de toutes les parties.
- (3) Le 2 juin 1980, M. Bassam Chakka était victime d'un attentat à la voiture piégée. Il devait y perdre les jambes. Au même moment, à la même heure, et selon la même procédure, son collègue Karim Khalaf était grièvement blessé à Ramallah, tandis que M. Ibrahim Tawil, le maire d'El-Bireh, s'échappait par hasard à un attentat identique. Un réseau terroriste israélien a par la suite été démantelé. Il serait responsable de cette triple action.
- (4) Il reste à Naplouse une communauté d'environ cinq cents samaritains, conduits par le grand prêtre Abdel Muin.
- (5) Les universités des territoires occupés sont financées par des capitaux palestiniens et arabes.
- (6) La plupart des postes administratifs de Cisjordanie sont occupés par des personnes locales, palestiniennes ou jordanaises, mais toujours sous contrôle des autorités israéliennes. C'est le cas, par exemple, de la police.
- (7) Naplouse est l'un des rares endroits de Cisjordanie où l'eau ne pose pas encore de problème crucial. Les cinq puits de la ville sont entre les mains de la municipalité, ce qui n'empêche pas qu'une bonne partie de leur contenu soit détournée vers les colonies juives environnantes.
- (8) Un dunum = 0,1 hectare.
- (9) A Naplouse, ils sont environ quatre mille dans ce cas, régulièrement enrégimentés.
- (10) Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés arabes de Palestine.
- (11) Jaffa.







## DE SURVIE DU POUVOIR BLANC

## contre les Etats de la « ligne de front »

**L'ANC et des réfugiés sud-africains ont aussi été assassinés au Botswana, en Zambie et au Zimbabwe.**

Le Zimbabwe, la Zambie et la Tanzanie accueillent des centaines de milliers de réfugiés du Mozambique parmi lesquels ont été détectés des agents du Mouvement national de résistance du Mozambique (MNR, aussi connu sous le nom de Renamo) soutenu par Pretoria, ainsi que des agents recruteurs et des trésoriers déguisés en distributeurs de l'aide occidentale. Pour la première fois, le risque existe pour ces trois pays de subir le sort du Mozambique. D'où l'importance, pour Maputo, de la coopération militaire avec la Tanzanie et le Zimbabwe, ainsi que de la mobilisation de l'Union soviétique, tanzanienne et du parti Chama Cha Mapinduzi (CCM). La décision de l'ancien président Julius Nyerere de demeurer à la tête du CCM lors du congrès d'octobre 1987 apparaît comme un des signes de son engagement personnel en faveur de cette politique (6).

Nulle statistique ne rendra jamais compte des souffrances humaines résultant de cette entreprise de déstabilisation. Mais, pour les Etats, son coût économique a été évalué à 25 milliards de dollars de 1980 à 1986, ce qui représente le double de l'aide étrangère reçue pendant la même période par les neuf membres de la Conférence de coordination et de développement de l'Afrique australe (SADCC) et la moitié de la valeur des exportations des mêmes pays. Elle équivaut à cinq fois le coût des projets de développement de la SADC et est, de ce fait, égale au budget national de la République d'Angola en 1984. C'est ainsi que l'Angola et le Mozambique consacrent environ la moitié de leur budget à la défense, afin de se protéger de l'Afrique du Sud. Le Zimbabwe dépense 300 000 dollars par semaine pour la protection du corridor de Beira (7).

Il n'est, dans ces conditions, pas surprenant que six des neuf membres de la SADCC figurent sur la liste des vingt-cinq pays les plus pauvres du monde.



**CAMP DE RÉFUGIÉS DANS LA PROVINCE DE TÊTE, AU MOZAMBIQUE**  
Victimes de la répression encouragée par l'Afrique du Sud

La baisse catastrophique de leurs revenus et de leur productivité et l'augmentation de leur endettement ont contraint la Tanzanie, le Mozambique et l'Angola à accepter, à la demande des créanciers et du Fonds monétaire international (FMI), d'importantes modifications de leurs options politiques originelles. La popularité des gouvernements a beaucoup souffert d'une coercition accrue et d'une chute sensible du niveau de vie. La Zambie, dans l'incapacité de faire face au mécontentement populaire, avait dû, en mai 1987, revenir sur son accord avec le FMI, une décision à court terme qui n'aura en rien permis de résoudre la crise de l'emploi, la crise financière, la crise alimentaire, (8).

La Conférence de coordination fut créée en 1980, et son histoire montre combien la situation a changé en peu de temps dans la région. Outre les cinq Etats de la « ligne de front », elle comprend le Botswana, le Malawi, le Les-

tho et le Swaziland. Voilà sept ans, le président botswanaïse, M. Quett Mafire, déclarait : « Nous sommes décidés à édifier une région pacifique, non raciale et prospère dans laquelle notre peuple pourra envisager son avenir avec espoir. » L'objectif premier de l'organisation était alors la réduction de l'état de dépendance, en particulier — mais pas seulement — à l'égard de l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, selon son secrétaire exécutif, M. Simba Makoni, le programme de la SADCC recouvre treize secteurs, incluant notamment l'agriculture, l'alimentation, l'industrie, l'énergie, les mines. Il concerne cinq cents projets d'un coût de 6,4 milliards de dollars, dont 3,5 milliards en devises; moins de 50 % de cette somme ont été réunies. Le soutien occidental, en particulier celui de la CEE et des Scandinaves, manque d'enthousiasme, ce qui n'est guère surprenant quant on sait que ces projets constituent des cibles favorites pour les saboteurs sud-africains.

En raison de ce manque de devises, la plus grande partie des travaux d'infrastructure que la SADC a néanmoins pu mener à bien l'a été grâce des fournisseurs sud-africains. Contrairement aux intentions des fondateurs de la Conférence, l'amélioration de l'infrastructure chez ses voisins pourrait, pense-t-on à Maputo, bénéficier à l'ensemble de l'Afrique. Un tel financement européen — dans le cadre de la SADC — du projet hydraulique géant au Lesotho (2 milliards de dollars) va en fait combler les besoins — en électricité notamment — de la zone industrielle du Vaal, en Afrique du Sud. Pretoria avait grand besoin d'énergie supplémentaire dans cette région, le pays disposant ainsi, en outre, d'un réseau financier et politique, pour obtenir les investissements étrangers nécessaires.

Le lancement de ce projet a signé la mise sous tutelle du Lesotho, un but plus facile à atteindre que dans le cas du Mozambique et de l'Angola, en raison de la situation géographique du pays (voir la carte page 8) et de sa faible économie. Le Lesotho dépend beaucoup des envois de fonds extérieurs : 52 % de son produit national brut provient des salaires de mineurs travaillant en Afrique du Sud. La moitié de sa population est au chômage. En janvier 1986, un blocus économique décidé par Pretoria provoqua un coup d'Etat qui chassa du pouvoir le chef Joseph Leabana Jonathan. Immédiatement après, soixante-sept membres de

L'ANC furent expulsés : dans l'année qui suivit, deux anciens ministres du chef Jonathan furent assassinés, et le secrétaire général du Conseil des Eglises fut expulsé pour avoir dévoilé publiquement les activités des « escadrons de la mort » sud-africains dans le pays.

Le fait que les pays de la « ligne de front » n'aient pu, en raison de leur faiblesse économique, imposer des sanctions à l'Afrique du Sud a été utilisé avec cynisme par les milieux officiels et la presse d'Occident. C'est ainsi que M<sup>me</sup> Lynda Chalker, ministre déléguée chargée des questions africaines dans le gouvernement britannique, de retour du Mozambique à la fin de 1987, affirma que Maputo s'opposait comme Londres aux sanctions. Confusion inexcusable.

Le ministre de l'information du Mozambique, M. Teodato Hungwana, réitéra la position de son gouvernement en décembre 1987 lors de la conférence de l'ANC à Arusha : « Poser le problème des sanctions par les pays de la « ligne de front », c'est faire diversion. Nous sommes en voie de destruction. Nous avons besoin de l'élimination totale et immédiate de l'apartheid. Il faut appliquer les sanctions. Nous savons qu'elles sont efficaces et nous devons faire disparaître l'apartheid. Mes

*compatriotes meurent, sont tués par milliers comme des moutons. Nous ne pouvons attendre plus longtemps. »*

Lors de la conférence du Commonwealth, réunie à Vancouver, en octobre 1987, la Grande-Bretagne, plus que jamais isolée, a maintenu ses positions. Un fait qui souligne la force de l'engagement de Londres aux côtés de Pretoria et sa certitude que l'Afrique du Sud est proche de la victoire et réussira à imposer partout dans la région des négociations.

Les gouvernements américains, britanniques, oest-allemand, avec l'appui massif des milieux économiques de leurs pays, se sont élevés contre les sanctions, allant ainsi à l'encontre d'une large fraction de leur opinion publique. Ils croient en effet que le régime de Pretoria est désormais à même d'imposer ses conditions à une région affaiblie et de maîtriser la situation à l'intérieur de l'Afrique du Sud. A Vancouver, les Britanniques se sont abstenus dans le vote du texte ayant trait aux sanctions. Il ne concernait que l'Afrique du Sud, mais ils ont aussi l'évaluation de leurs intérêts, commandée d'une étude indépendante sur les relations de l'Afrique du Sud avec le système financier international. La stratégie de M<sup>me</sup> Thatcher ne pouvait être plus clairement dévoilée.

### Tentatives de médiation

**D**ANS les semaines qui suivirent le sacrement de Varsovie et la décision d'intensifier les pressions en faveur de sanctions, et alors que les forces de l'UNITA de M. Jonas Savimbi, ainsi que les troupes sud-africaines, étaient pour la première fois depuis deux ans mises à mal par l'armée angolaise, le recours à des négociations bilatérales et la nécessité pour l'Angola et le Mozambique de se rapprocher conciliaient furent pour eux deux arguments décisifs. Causés très près de l'Occident. Le ministre nigérian des affaires étrangères (9), le professeur Bolaji Akinyemi (il avait provoqué la colère des étudiants en invitant à Lagos le chef Buthelezi), annonça que son pays et le Kenya étaient prêts à jouer les médiateurs entre le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et l'UNITA pour parvenir à Luanda. L'UNITA au sujet du retrait des forces étrangères d'Angola (10).

Simultanément, et après une visite au Mozambique et au Kenya, le chancelier Helmut Kohl a offert les services de son pays. Le rôle joué soudain par l'Allemagne fédérale dans les affaires sud-africaines avait notamment été préparé par la visite, deux semaines plus tôt, de M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, au Sénégal et en Angola. M. Hans Klein, ministre du développement, avait auparavant montré l'intérêt de Bonn pour la région en annonçant qu'une aide serait accordée au gouvernement tswanaise mis en place par l'Afrique du Sud en Namibie avant l'accession du territoire à l'indépendance sous l'égide de l'ONU.

Début novembre 1987, un autre pays africain très lié à l'Occident, la Côte d'Ivoire, a ouvert une liaison aérienne avec l'Afrique du Sud, défiant de la sorte les résolutions de l'OUA. Au même moment, un groupe de responsables sud-africains, parmi lesquels des spécialistes de la sécurité, se rendaient en Guinée équatoriale. Ces officiels avaient pour mission de mettre en place une station d'écoutes très moderne et d'agrandir la piste du principal aérodrome du pays afin que puis-

sont s'y poser les plus gros appareils sud-africains. « Nous savons, et chacun sait, que les Sud-Africains sont présents ici », déclarait l'ambassadeur du Nigeria. En fait, l'Afrique du Sud est très présente en Guinée équatoriale depuis 1985 (11).

Au Mozambique aussi, l'Afrique du Sud a resserré un peu plus les étreintes économiques. Dès 1984, l'accord de Nkomati entre les deux pays avait amorcé un retour à des relations plus conformes aux souhaits de Pretoria. Un nouveau contrat a été signé entre les deux capitales, associant le gouvernement de Lisbonne, pour remettre en état la ligne transportant l'électricité du barrage de Cahora-Bassa (12). Pretoria a aussi proposé d'affirmer « que cette coopération contredit les *« allegations »* selon lesquelles l'Afrique du Sud déstabilisait le Mozambique ». Les succès de cette « diplomatie économique », soutenus par un usage de la force militaire de plus en plus brutal, témoignent de l'extrême faiblesse des pays de la « ligne de front » face à un puissant voisin qui, de surcroît, bénéficie de la complicité des Etats-Unis. Les régimes directement visés par la stratégie de guerre de Pretoria ont, à vrai dire, guère d'autre choix que de se liguer avec les forces luttaut à l'intérieur de la « forteresse apartheid » pour l'instauration d'une démocratie capable de ramener la paix dans la région.

**VICTORIA BRITTAIN**

(6) Radio de Dar-Es-Salaam, *Summary of World Broadcasts* (SWB), BBC, Londres 2 novembre 1987.

(7) Document de la SADCC, cité par D. O'Meara, « Destabilization » in *Southern Africa Report*, vol. 3, n° 2, octobre 1987, Toronto.

(9) *SWB*, 25 novembre 1987.

(10) *The Analyst*, Nigeria, vol. 2, n° 5, 1987. Depuis, le Nigéria a publiquement annoncé l'abandon de sa médiation, et le professeur Bolaji Abinajewi a été démis de ses fonctions.

(11) *West Africa*, 30 novembre 1987.  
(12) *SWB*, 25 novembre 1987.

## TERREUR ET MASSACRES

## Le Mozambique déstabilisé par la guérilla

**A**u mépris des accords de Nonketa conclus avec le gouvernement du Mozambique le 16 mars 1984 (1), l'Afrique du Sud a soutenu, avec ses forces antigouvernementales du Mouvement national de résistance (MNR) dont les attaques contre des objectifs civils ces derniers mois ont soulevé une grande émotion dans l'opinion publique internationale. Le MNR peut aussi se prévaloir du soutien, aux Etats-Unis, du lobby d'extrême droite : M. Jesse Helms et d'autres sénateurs conservateurs ont longtemps encouragé le président Reagan à exprimer sa sympathie à l'égard de l'opposition au régime de Maputo. Leur campagne de dénigrement a été menée par le ministre des Affaires étrangères, Mr. Welfo, comme ambassadeur au Mozambique témoignent de leur hostilité au gouvernement de M. Chissano, accusé de marxisme.

Le MNR a été créé par la minorité blanche, au pouvoir en Rhodésie, en représailles contre l'aide apportée par le FRELIMO à la guérilla de M. Robert Mugabe durant la guerre de libération. L'accusation d'assassinat est une pure invention, le sortique du Sud est elle-même inquiète de l'aide de Maputo à l'ANC.

Ces dernières années, le MNR s'est surtout rendu célèbre par ses attaques contre la population civile, et par ses nombreuses exactions. En août 1987, les guérilleros massacraient trois cents quatre-vingt personnes à Homboine, dans la province méridionale d'Inyanga. Le 29 octobre, deux cents quatre-vingts personnes étaient tuées lors de l'attaque d'un convoi à 80 kilomètres au nord de la capitale. Le 31 décembre, un train transportant mille cinq cents ouvriers sautait sur une mine : plus de vingt personnes trouvaient la mort.

« *éprouver l'engagement* » de la part de Prestoria, le FRELIMO accuse l'Afrique du Sud d'exploiter les sentiments de la population mozambicaine en vue de susciter des réactions positives de ce type d'actions. M. Anthony Lewis, éditorialiste américain connu pour son indépendance d'esprit, conclut récemment que « le soutien sud-africain au MNR rend le Mozambique plus dépendant de Moscou, son seul fournisseur important d'armement (2) ». A l'époque du massacre de Homoine, M. Chissano avait rencontré M. Gorbatchev à Moscou ; le communiqué commun publié alors soulignait la volonté de l'URSS de participer « au renforcement des capacités défensives » du Mozambique. Certes, les dirigeants de ce pays s'efforcent de ne pas se laisser influencer par les pressions extérieures. M. Chissano a déclaré à Washington au mois d'octobre 1987, Mais, face à la guerrille du MNR, l'aide militaire soviétique lui paraît encore indispensable.

**BOKWE MAFUNA.**

- (1) Cf. Colette Braeckman, « Le prix de la sécurité », *le Monde diplomatique*, mai 1984.

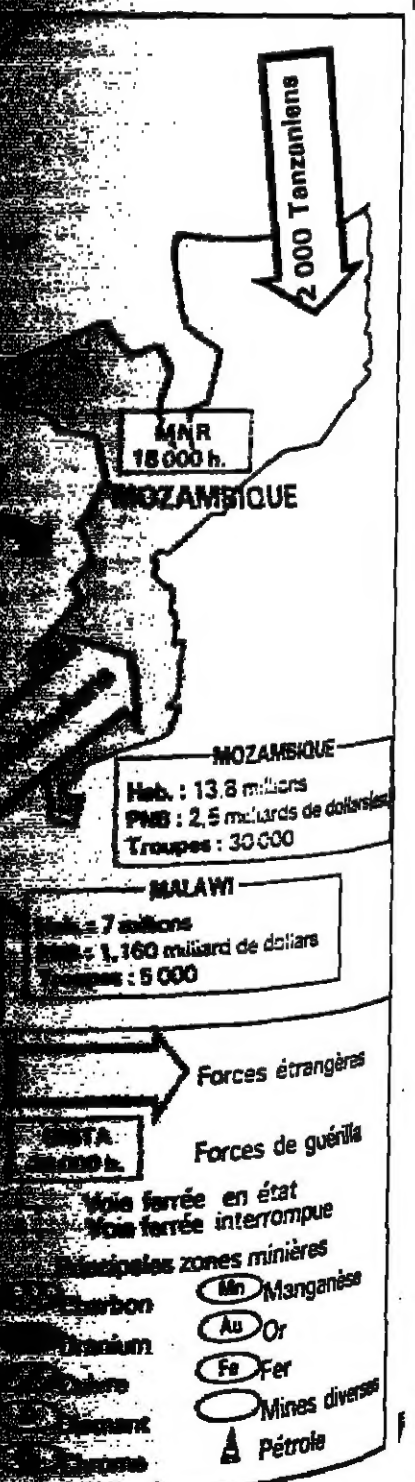
« Vous pouvez reconnaître ceux qui ont déjà tué »

Envoyée spéciale du *Washington Post* au Mozambique, Margaret L. Knox a publié le 5 janvier 1988 un bouleversant reportage où elle raconte comment des enfants sont kidnappés par les rebelles pour être enrôlés dans leurs rangs :

(...) Moins de deux semaines après qu'Alfredo Carlos Mbulo, un garçon de onze ans, ait assisté au massacre à coups de machette de sa famille par des guérilleros antigouvernementaux [du MNR], il fut envoyé dans un camp d'entraînement pour devenir lui-même guérillero (...). Alfredo affirme qu'il est resté avec les rebelles antigouvernementaux pendant plus de trois mois, apprenant à charger et à pointer un fusil automatique, à avancer silencieusement avec un lourd sac à dos, à voler du manioc dans des fermes (...).

Certains garçons kidnappés ont été délibérément conditionnés pour tuer, dit Pelucio Silva, le porte-parole de l'UNICEF qui recueille les témoignages d'enfants. « D'abord, ils tiennent en groupe un cochon ou une chèvre. Puis ils tuent individuellement. Enfin ils reçoivent leur « confirmation » en liquidant un prisonnier. Vous pouvez reconnaître ceux qui ont tué : quand vous leur parlez, ils n'écoutent pas ; ils sont hébétés... »

Quand le guérilla [le MNR] occupe une zone, elle utilise les civils enlevés comme « cordon sanitaire », affirme M<sup>me</sup> Wells [ambassadeur des Etats-Unis à Maputo]. Les enfants sont séparés des adultes. Les filles subissent souvent des violences sexuelles. Les garçons servent à transporter le bois, l'eau, la nourriture, et le butin. Certains deviendront scouts ou espions, d'autres participent à des missions de combats (...).



*Editions du Seuil*











## LES « ARMÉES PRIVÉES » ET LEUR « GUERRE SALE »

## Pouvoirs occultes en Colombie

L'ASSASSINAT du procureur général Carlos Mauro Hoyos, le 25 janvier dernier, par des trafiquants de drogue confirme qu'aujourd'hui, en Colombie, la violence prend un tour nouveau : on ne tue plus seulement pour des raisons politiques, mais aussi pour de l'argent. Sinistre figure, le « sicaire » (tueur à gages) agit sur tout le territoire national pour le compte de ses patrons : mafiosi, ultras (civils ou militaires) de l'anticommunisme et grands propriétaires terriens qui s'estiment menacés par les guérilleros.

A l'heure où le dialogue politique lancé par l'ancien président Belisario Betancur cède le pas aux conflits sanglants, une crise sans précédent menace l'ensemble des institutions et met en péril la démocratie.

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Pour la première fois dans l'histoire de la Colombie, en mars 1988, les maires ne seront plus désignés par le pouvoir central mais élus directement au suffrage universel. Ils établiront leur propre budget, notamment par la perception d'impôts, et devront tenir leurs promesses électorales, sous peine d'être sanctionnés par la population. Cette perspective nous donne une énergie plus grande pour continuer notre combat par des voies légales, et disputer aux libéraux et aux conservateurs un espace politique qu'ils se sont jusqu'ici jalousement réparti. Nous montrerons aux Colombiens que la gauche est capable de gouverner. M. Brailio Herrera, trente-neuf ans, s'exprime avec ferveur. Contraint pour l'instant de vivre dans la clandestinité, il a échappé à plusieurs attentats organisés par les « Escadrons de la mort », depuis le jour où il a décidé d'abandonner son fusil et sa charge de commandant des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), guérillas anciennes et aguerries, proches du Parti communiste.

Aujourd'hui, il est député de l'Union patriotique (UP) mouvement de gauche à vocation pluraliste né en 1985 après la signature des accords de paix entre les FARC et l'ancien président Belisario Betancur. Très influente au sein de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) de constitution récente, qui regroupe la majorité des syndicats des mondes ouvrier, paysan et enseignant, l'UP se montre active non seule-

ment dans les zones rurales, où les conflits pour la terre se posent de façon aiguë, mais dans les grands centres urbains, vers lesquels affluent en masse les laissés-pour-compte de l'intérieur.

Voilà qui explique pourquoi, lors des prochaines élections municipales et législatives, elle a des chances de s'implanter dans de nombreuses maires, naguère chasses gardées de notables pratiquant l'art du clientélisme. Plus s'approche l'échéance de mars, plus les menaces politiques se multiplient, alors que cinq cents membres de l'UP ont été assassinés depuis sa création, parmi lesquels deux sénateurs, trois députés à la Chambre, vingt et un députés départementaux, de nombreux maires et plusieurs dizaines de conseillers municipaux. Fait incroyable : tous ces crimes sont restés impunis à ce jour, de même que ceux qui ont touché d'autres partis.

Le 21 octobre dernier, M. Jaime Pardo Leal était abattu sur la route, au volant de sa voiture, non loin de Bogotá. Avocat de son métier, lié à toutes les batailles populaires, cet ancien candidat à la présidence de la République jouissait de larges sympathies, à cause de sa personnalité chaleureuse et combative. A peine connue la nouvelle de sa mort, des milliers de personnes se sont lancées dans les rues de la capitale. Des affrontements avec la police ont éclaté, si rudes que la presse les a comparés aux explosions de colère qui suivirent l'annonce, le 9 avril 1948, de l'assassinat du leader populiste, Jorge Eliecer Gaitán.

## Services secrets et listes noires

EST-CE parce que l'émotion a été aussi grande, et que l'ensemble de la classe politique a crié au « complot déstabilisateur » contre les institutions démocratiques ? Cette fois-ci, contrairement à la coutume, le gouvernement du président libéral Virgilio Barco a rapidement désigné des coupables par la bouche de M. Enrique Low Mustra, ministre de la justice : il s'agirait d'une vengeance menée par le « mafioso » Gonzalo Rodríguez Gacha, furieux d'avoir été dénoncé par M. Pardo Leal comme membre du groupe paramilitaire MAS (Mort aux ravisseurs). Certes, la puissance des trafiquants de drogue est immense - on l'a vu récemment avec l'affaire « Jorge Luis Ochoa (1) » - à la fois parce qu'ils ont pénétré grâce à la corruption tous les rouages de la société et parce qu'ils possèdent un vaste empire économique (haciendas pour l'élevage du bétail, biens immobiliers, industries, etc.).

La mafia voit d'un mauvais œil la lutte que mène la gauche en faveur de

la réforme agraire - le timide projet gouvernemental a fait l'objet d'une vive discussion au Congrès - ainsi que la réforme urbaine - de multiples débats sur les conditions d'accès au logement s'enlèvent au milieu de stériles réunions parlementaires - cela n'est pas douteux. Mais cette réalité ne doit pas masquer le fait essentiel : c'est du haut commandement des forces armées que partent les ordres donnés aux obscurs exécutants de la « chasse aux subversifs », dans le cadre d'une véritable campagne d'extermination physique (2).

« Jaime Pardo Leal est mort parce qu'il avait révélé les noms d'officiers des forces armées liés à des cas d'assassinats et de disparitions forcées », soutient M. Alfredo Vasquez Carrizosa, président du Comité pour la défense des droits de l'homme en Colombie, professeur universitaire, ancien ministre des affaires étrangères et membre du Parti conservateur. Courageuse affirmation de la part d'un homme lui-même menacé de mort.

Le filet s'est en effet resserré autour de certaines autorités militaires, à propos desquelles le procureur général de la nation, Carlos Mauro Hoyos, avait demandé, avant d'être lui-même assassiné le 25 janvier 1988, qu'une enquête soit ouverte. Cette décision a irrité le commandant des forces armées, le général Manuel Guerrero Paz, lequel a sa propre interprétation de la « guerre sale » qui ensangante le pays : les « fanatiques d'extrême gauche », aux opinions divergentes, régiment mutuellement leurs comptes (3).

S'il est vrai que quelques exemples de « cannibalisme » entre fractions guérillères se sont produits ici et là, cette thèse simpliste ne résiste pas à l'analyse. Les victimes - loin d'appartenir toutes à l'UP, elles représentent un large éventail d'opinions politiques, philosophiques et religieuses - n'ont, pour la plupart, aucun lien avec les mouvements insurrectionnels. Au contraire, elles réclament la paix à cor et à cri. Mais qu'il s'agisse de professeurs, de prêtres, d'avocats, d'intellectuels, d'artistes, de paysans, de dirigeants des mouvements indigénistes, de juges, tous dérangeant par leur critique d'un système de démocratie rouillée, fondé sur le maintien d'insupportables inégalités sociales.

Et l'on revient à la question : qui les élimine ? Qui les intimide par lettres, coups de téléphone, cerceaux déposés devant la porte ? Qui les oblige, eux et

leurs familles, à quitter en hâte leur patrie ? S'agit-il d'initiatives sporadiques ou d'une tâche minutieusement élaborée par les soins d'un organisme professionnel, responsable de la coordination de ces actes de violence ?

La publication par la presse, en novembre 1987, d'une brochure au ton maccarthyste intitulée *Violations de la souveraineté, l'Union soviétique en Colombie*, vient renforcer la seconde hypothèse (4). On commence d'ailleurs à mieux savoir quels sont ces « pouvoirs dans l'ombre ». Le rapport du procureur délégué aux forces armées - fonction maintenant assurée par un civil, M. Omar Henry Velasco, - contient des données accablantes pour un certain nombre d'officiers. Et puis, pour la première fois, un tueur à gages, Gonzalo Ortega, a parlé (5). Terrifiante confession... Travaillant sous les ordres du capitaine Luis Orlando Ardila - chef du service de renseignements du bataillon Ricaurte à Bucaramanga, - il avait pour mission de tuer, après plusieurs tentatives de l'UP, M. Alvaro García, le maire de Sabana-de-Torres, dans le département de Santander.

M. García lui ayant semblé être un brave homme, aimé de ses concitoyens, et pas du tout conforme au portrait de « dangereux terroriste » que ses chefs lui avaient brossé, il a refusé de le tuer. D'autres l'ont fait pour lui, le 16 août 1987, et maintenant il se terre en animal traqué. Des Gonzalo Ortega, on peut en recruter des centaines en Colombie pour un salaire dérisoire : quelques dollars. Ces hommes de main agissent sous le couvert d'organisations

saît l'existence de quelque cent quarante groupes paramilitaires, à ses yeux le « facteur le plus grave d'altération de l'ordre public (6) ».

Actuellement, diverses listes noires circulent à l'échelle nationale et régionale, depuis qu'a paru, le 26 août dernier, dans le quotidien *el Espectador*, une première liste de vingt-deux noms (voir encadré), représentative de cette technique de l'amalgame assomant,

## Dernières chances pour la paix ?

« UNE corporation particulièrement visée est celle des journalistes », nous dit Eduardo Mackenzie, ancien reporter à *Semana*, qui s'occupe de l'Association des journalistes colombiens en France (7). Il est exact, pour s'en tenir à ce cas, qu'Antonio Caballero, chroniqueur et caricaturiste, n'a pas hésité à écrire : « Voici près de deux ans, à propos des événements restés inexplicables du Palais de justice, M. Barco, alors candidat à l'élection présidentielle, disait qu'en Colombie on cherche à adopter la pire des formes de gouvernement possibles, celle qui refuse de rendre des comptes. Mais il existe une forme de gouvernement encore plus exécrable, et qu'il veut adopter lui-même : celle des gouvernements qui n'osent même pas demander des comptes à leurs subordonnés (8) ».

La personnalité du président Barco, reste énigmatique. Il s'est engagé à éradiquer la « pauvreté absolue » et à mettre en œuvre dans les régions les plus touchées par la lutte armée un

par exemple, M. Hector Abad Gomez, le très populaire candidat libéral à la mairie de Medellín, et ancien conseiller de M. Betancur pour les négociations de paix avec les insurgés, à un « médecin auxiliaire des guérilleros, faux démocrate, idiot sotte du Parti communiste de Colombie ». Le 25 août 1987, M. Abad Gomez tombait sous les balles des « sicaires », comme on les appelle en Colombie.

la défense, le général Rafael Semudio, et l'ancien ministre de la justice, M. José Manuel Arias, - « démissionné » précisément pour cette raison, en septembre 1987, - ont justifié l'existence de ces « juntas civiles d'autodéfense », admettant que l'Etat est incapable de garantir la sécurité des citoyens.

Vives réactions au sein du gouvernement et en dehors : l'ancien président conservateur, M. Micael Pastrana Borrero, parle d'une « situation dangereuse et incontrôlable ». Le président du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) et évêque de la ville de Pereira, Mgr Darío Castellón, estime que « des groupes de civils armés à la guerre civile, il n'y a qu'un pas ».

Antoine commandant de l'armée, le général à la retraite José Joaquín Matallana, affirme que « des expériences historiques similaires vécues il y a trente ans ont engendré les funestes conséquences de la « violencia » généralisée ». Embarras de M. Virgilio Barco, qui s'est contenté de créer une commission pour les droits de l'homme qui, présidée, sans grandes illusions, M. Alvaro Tirado Mejía, avocat et historien.

Face à ce qui ressemble à un aveu d'impuissance, les six principaux mouvements de guérilla se sont unis, fin septembre 1987, en une « Coordination guérillera Simon-Bolívar », laquelle a émis de nouvelles offres en vue de relancer le dialogue pour la paix - l'épiscopat colombien s'est offert comme médiateur - tout en se disant prêt à relever, le cas échéant, le « défi » d'une confrontation avec le régime (9).

Au lieu de saisir hardiment ce qui représente peut-être une dernière chance, le régime a joué la carte de la division éventuelle des insurgés en dépeçant M. Carlos Ossa Escobar, messager présidentiel, auprès du seul état-major des FARC, à La Uribe, le 28 octobre 1987. Certes une concession est faite : le gouvernement admet pour la première fois que la démolition et le désarmement des organisations de guérilleros ne peuvent être les conditions impératives à la relance de pourparlers. N'est-ce pas enfin céder au bon sens, puisqu'il n'existe à l'heure actuelle aucune garantie pour sauvegarder la vie des personnes agissant dans la légalité, et encore moins pour celle des guérilleros désireux de se réinsérer dans la société civile ?

« De son côté, la guérilla active ne devrait pas céder à une « tentation guerrière », « dangereuse », estimait lors d'un récent passage à Paris le sénateur Alberto Rojas Puyo (UP).

En attendant, le Congrès vient d'approuver une impressionnante augmentation du budget militaire. La raison officielle en est que la Colombie court le risque d'un conflit avec le Venezuela, du fait d'un vieux litige frontalier (10).

Pour les observateurs pessimistes, l'explication de fond, c'est que les « ultras » civils et militaires, ennemis acharnés de la réconciliation nationale, préparent un assaut non encore déclaré contre la « subversion ».

L'ironie de l'histoire voudrait-elle que la Colombie, membre actif du groupe de Contadora dont les efforts ont contribué à l'élaboration du « plan Arias » pour la paix en Amérique centrale, se retrouve elle-même plongée dans un bain de sang ?



Un appel du Comité permanent pour la défense des droits de l'homme de Bogotá.

aux noms suggestifs : « Rambo », « Les exterminateurs », « Alliance américaine anticommuniste » (AAA), « Amour pour Medellín ».

Ces « amoureux » très spéciaux se sont rendus célèbres par leurs opérations « nettoyage » visant des homosexuels, des prostituées, des clochards, des dirigeants syndicaux et politiques, des paysans contestataires. Interrogé à la Chambre des députés, le 30 septembre, le ministre de l'Intérieur, M. César Gaviria Trujillo, reconnaît

## Personnes menacées de mort

Première liste publiée par la presse (1) :

Eduardo Umaña Luna, avocat.  
Ivan Marulanda Vélez, dirigeant du Parti libéral.  
José Joaquín Matallana, général à la retraite.  
Gonzalo Bermudez Roal, commandant à la retraite.  
Marlu Poso, artiste.  
Carlos Vives, acteur de télévision.  
Enrique Franco, journaliste.  
Ligia Riveros, journaliste.  
Vicki Hernandez, actrice de télévision.  
Hernando Corral, journaliste.  
Alfredo Vasquez Carrizosa, président du Comité des droits de l'homme.  
Hector Abad Gomez, médecin (assassiné le 25 août 1987).  
Jaime Pardo Leal, dirigeant de l'Union patriotique (assassiné le 21 octobre 1987).  
Eduardo Diaz, prêtre.  
Jorge Carrillo, président de la Centrale unitaire des travailleurs.  
Apolinar Diaz Callejas, avocat, juriste, journaliste.  
Cecilia Muñoz, dirigeante de l'Alliance nationale populaire.  
Carlos Valencia, conseiller d'art.  
Jorge Chid Vélez, journaliste.  
Pascual Lara, journaliste.  
Alberto Aguirre, journaliste.  
Carlos Jimenez Gomez, ancien procureur général de la nation.

(1) Dans le quotidien *el Espectador*, le 26 août 1987.

« Plan de réhabilitation » - ouvrages d'infrastructure, aides à la santé, à l'alimentation, à l'éducation des plus démunis, - dont le but ultime est d'ôter leurs bases de soutien aux guérilleros.

Comment compte-t-il financer ses projets ? En recourant à des prêts externes (8,15 milliards de dollars d'ici à 1990), ce qui alourdira le poids du service de la dette (montant total de celle-ci : 14,5 milliards de dollars), au paiement d'un tiers du budget fédéral sera assigné en 1988. Le produit intérieur brut a connu au cours des six premiers mois de l'année dernière une croissance de 5 %, due fondamentalement à la réforme fiscale, qui a permis le rapatriement sans risques pour les spéculateurs des capitaux exportés ; aux effets à long terme de la bonanza du café (aujourd'hui terminée) et aux apports de l'économie « souterraine », à savoir la drogue et autres trafics.

Le président ne montre point de zèle particulier pour accélérer, par exemple, la mise en place d'une authentique réforme agraire et urbaine, seule garantie d'une équitable distribution du revenu. Or, dans les zones paysannes toujours agitées, de véritables « armées privées » font actuellement régner la terreur. Le ministre de

(1) Le 5 janvier 1988, des mandats d'arrêt aux fins d'extradition ont été lancés par le gouvernement colombien à l'encontre des cinq principaux dirigeants du « cartel de Medellín » (7 milliards de dollars de chiffre d'affaires entre 1981 et 1986, selon la revue américaine *Forbes*). C'est même concerné notamment Jorge Luis Ochoa, arrêté le 21 novembre 1987 et relâché le 30 décembre 1987 - un des Escadrons de la mort - a menacé de « liquider » les dirigeants de partis traditionnels et les autorités extrajudiciaires Ochoa vers les Etats-Unis.

(2) Voir Alfredo Gomez Muller, « Vers la liquidation pure et simple de l'opposition ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 1986.

(3) Dossier sur « la guerre sale », *Semana*, Bogotá, 1<sup>er</sup> septembre 1987.

(4) En première page de cette brochure, on lit : « Publication sous le patronage d'un groupe d'industriels, de professionnels et d'institutions démocratiques réunies sous le nom d'IDEAS. Intégration pour le développement et l'action sociale ». Voir *Dial*, Paris n° 1253, 10 décembre 1987.

(5) *Cromos*, Bogotá, 22 septembre 1987.

(6) *El Espectador*, Bogotá, 2 octobre 1987.

(7) AJCF, 9, rue de Lantier, 75017 Paris.

(8) Voir aussi « La paix désirée et violente en Colombie », *Le Monde diplomatique*, décembre 1985.

(9) Cette « Coordination » rassemble l'Union camilliste ou Armée de libération nationale, le commando Quintin-Lame, l'Armée populaire de libération, le Parti révolutionnaire des travailleurs, le Mouvement pour la libération nationale, le Parti communiste de Colombie. Au total soixante organisations réunissant plus de 30 000 hommes, aux positions idéologiques les plus diverses.

(10) La dispute sur ce que la Colombie appelle le « golfe de la Guajira » et ce que le Venezuela appelle le « golfe de Maracaibo » - aires sous-marines riches en pétrole - s'est ravivée au mois d'août 1987, quand une frégate colombienne a violé, selon le Venezuela, les eaux territoriales de ce pays.

Sur la page 11, on voit une photo d'un homme en tenue militaire, avec un casque et une arme. C'est une photo d'un soldat de l'Armée de libération nationale (ALN).

ACHETER... On trouve des livres et des documents sur la situation en Colombie. Dans la section « Services secrets et listes noires », on trouve des noms de personnes menacées de mort.

« Châtié... C'est prévu... » On voit une photo d'un homme en tenue militaire, avec un casque et une arme. C'est une photo d'un soldat de l'Armée de libération nationale (ALN).

« Châtié... C'est prévu... » On voit une photo d'un homme en tenue militaire, avec un casque et une arme. C'est une photo d'un soldat de l'Armée de libération nationale (ALN).

« Châtié... C'est prévu... » On voit une photo d'un homme en tenue militaire, avec un casque et une arme. C'est une photo d'un soldat de l'Armée de libération nationale (ALN).

EN MILLIERS		
	1986	1987
Colombie	2 232	2 232
Venezuela	2 506	2 506
Brésil	3 281	3 281

Édité par la SARL le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie  
de « le Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, adressez vos lettres  
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

**PRODUITS  
DU  
TERROIR**

VINS FINS D'ALSACE médallés :  
Ch. SCHLERET,  
propriétaire-viticulteur à  
F 68230 TURCKHEIM



## QUAND L'ÉCONOMIE OUBLIE SA FINALITÉ HUMAINE

# La faute gestionnaire

(Suite de la première page.)

Le même texte cachalote aussitôt sur cette phrase d'un exemplaire réalisme gestionnaire : « Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que les travailleurs les plus âgés soient surreprésentés parmi les chômeurs de longue durée (5). » Imparable raisonnement scientifique ; le constat suggère le remède : cessez donc de les indemniser et, vous verrez, ils disparaîtront en tant que chômeurs. Sans doute auront-ils créé leur propre entreprise...

Le document précise en note que, en France, 500 000 personnes sont au chômage depuis plus de deux ans, soit environ un chômeur sur cinq, à peine 2 % de la population active. Quantité négligeable, chiffre dérisoire. Tel est le réconfort qu'apportent les statistiques. Pour un gestionnaire qui garde son sang-froid, d'aussi faibles pourcentages ne peuvent avoir vraiment rien d'alarmant... Il lui suffit de ne pas trop penser à la réalité humaine qui devrait éclater à travers les chiffres, à l'existence quotidienne de ces travailleurs âgés, sans emploi depuis plus de deux ans, à ces femmes dans la force de l'âge dont la moitié ne perçoivent aucune allocation, à ces jeunes dont on reconstruit calmement qu'ils sont abandonnés à leur triste sort. Que de vaines considérations idéologiques ne viennent pas troubler la sérénité des responsables : la solidarité est, certes, un beau thème pour les tribunaux, mais une nuisance pour les gestionnaires.

**F**ACHEUSE situation, déplorable conséquence des forces obscures qui régissent l'économie ? Il faut être réaliste. Dans la nature, le rapace enlève le lapereau, les plus faibles succombent les premiers. Telle est l'immuable loi. Seuls les plus aptes ont une chance de survie. Pour primitif qu'il soit, ce darwinisme social tient lieu de pensée dans la culture des décideurs. On prévoit que « le taux de croissance réel de l'activité, qui avait été de 2,5 % en termes réels au cours de la période 1985-1986, reviendra à 1,5 % en 1989 », et que la demande intérieure tombera de 4 % en 1986 à 2 % en 1989 (6), sans parler de la demande extérieure qui, du fait de l'endettement du tiers-monde, continuera de chuter. Accident de parcours ? Jeu aveugle d'incontrôlables forces telluriques ? Non, précise malencontreusement l'OCDE : ces chiffres, il faut « les considérer dans le contexte de la stratégie à moyen terme adoptée par la majorité des pays européens au début de la présente décennie ». Ah ! qu'en termes galants...

Ces choses-là pourraient en effet être dites en termes plus crus. Car la formulation officielle signifie qu'a été mise en place, délibérément, une stratégie économique conduisant à une irrésistible aggravation du chômage. Un tel aveu, sans tard, troublerait-il la sérénité des gestionnaires ? Pas le moins du monde. Tout est dans la manière. Claire pour les experts, obscure pour le commun des mortels. Le rapport de l'OCDE peut donc noter : « Il était prévisible qu'au départ l'application de (cette) stratégie à moyen terme se traduirait par un freinage de la croissance de l'emploi et par une augmentation du chômage (7). »

« Prévisible » ? C'est « prévu » qu'il convient de lire pour ne mettre en doute ni la clairvoyante compétence des experts ni leur maîtrise du vocabulaire. Ils recitent d'ailleurs des la phrase suivante : « Ces évolutions ont été plus importantes et plus durables qu'on ne l'avait prévu. » Aven d'une touchante modestie : si le chômage a pris plus d'ampleur qu'ils ne le croyaient, sa progression n'en avait pas moins été programmée. Fidèles à leur fonction, ils peuvent même chiffrer les dégâts : « Entre 1980 et 1987, il n'y aura globalement aucune création nette d'emplois en Europe, alors que la population active s'est accrue de plus de 6 % ».

**I**NSPIRÉS d'une autre culture, d'une culture qui jugerait plutôt naturel presque banal, de mettre l'économie « au service de l'homme », tout responsable pour le moins bon sens préconiserait aussitôt un changement de cap. Ce serait sous-estimer sa fermeté de caractère, sa détermination. En France, précise l'OCDE, l'ajustement

structurel et la libéralisation de l'économie progressent, mais, pour mener le processus à son terme, il faut persévérer dans l'orientation actuelle de la politique macro-économique (8).

Admirable littérature... Au pays de Boileau, Proust et Valéry, la langue est encore capable de pareille proesse. Faut-il traduire, à l'usage par exemple des 500 000 chômeurs de longue durée et de ceux qui ne tarderont pas à les rejoindre ? En langage vernaculaire, cette prose si mal balancée signifie que, pour « mener à son terme » une politique qui donne de si bon résultats, il faut, eh bien ! comment dire ? mais vous l'avez deviné, il faut « persévérer », aller jusqu'au bout...

En toute inconscience ? Mais non : « Les prévisions actuelles donnent à penser [que le chômage] va recommencer ».

en France, le taux de 11,75 % est valable pour l'ensemble des douze mois et qu'il « pourrait (...) atteindre 12 % à la fin de 1989 (10) ».

**E**ST-CE bien là la seule épreuve saisonnière ? Ce serait trop beau. La stratégie d'ajustement réserve d'autres surprises. Ainsi neutre qu'un bistouri, n'ayant donc aucune raison de s'en réjouir ou de s'en indigner, l'OCDE observe que, en France, « les conditions du marché devraient continuer de peser sur les revendications syndicales ». Rien de tel, en effet, qu'un chômage croissant pour désamorcer la grogne des organisations représentant les salariés. Du fait de cette heureuse conjonction, « la hausse nominale des salaires pourrait être parmi les plus faibles des pays de

plus en plus coûteux des techniques médicales » mettent en péril « les pensions de vieillesse, les pensions d'invalidité et les soins médicaux ». Ce qui conduit l'OCDE à s'interroger gravement : « Les systèmes actuels de sécurité sociale sont-ils viables à long terme (12) ? » Question purement technique bien que, ainsi posée, elle porte en elle-même la réponse. Tout bon gestionnaire en conclut qu'il faut favoriser les contrats d'assurance privés.

Compétents, les experts calculent le déficit de la Sécurité sociale : selon les années, de 10 à 40 milliards de francs. Jamais, en ce domaine, leurs prévisions ne se sont réalisées. Ils s'en attribuent le mérite : ils ont su, en temps voulu, comprimer les dépenses...

Habiles, ils expriment leurs chiffres en milliards de francs. Pour mieux frapper l'opinion. Jamais en pourcentage. Le budget de la Sécurité sociale dépassant 1 000 milliards de francs par an, un déficit de 10 à 40 milliards représente de 1 % à 4 % du total. Ce taux leur est intolérable. Par contre, un taux de chômage de 10 % ne parvient pas à les émouvoir.

Inventifs, ils ne tardent pas à trouver une solution : ils limitent la couverture sociale. Aucun autre choix ne s'offre-il donc à eux ? Certes, ils auraient pu accroître les ressources, par exemple en relevant encore le « plafond » au-delà duquel les salaires ne sont plus soumis à cotisation. Mais une telle mesure serait de nature politique. Un expert ne fait pas de politique. Neutre, il cautionne un système en vertu duquel tout travailleur dont le salaire se situe plusieurs fois au-dessus du « plafond », et qui, de ce fait, a moins de besoins, est remboursé au même taux. Admirable arithmétique de l'inégalité. Inégalité ? Ce terme n'appartient pas au vocabulaire du gestionnaire. L'équité ne relève aucunement de sa compétence.

Tout paraît donc uniformément sombre dans le panorama des deux années à venir ? Mais non, ne cédez pas au pessimisme. « Le développement des privatisations a permis de dégager 50 milliards de francs de recettes additionnelles pour l'Etat en 1987, dont un tiers a été consacré aux dotations en capital aux entreprises publiques (13). » Comme, de surcroît, la même stratégie a permis aux entreprises de « reconstruire leurs marges », tout va pour le mieux.

Le pouvoir d'achat stagne, le chômage s'accroît, la Sécurité sociale devient un luxe anti-économique ? Fâcheuses brouilles, mais pas de progrès sans sacrifices, et le libéralisme triomphant conduit avec maestria sa stratégie d'ajustement. C'est, en effet, une manière de voir les choses. En existe-t-il une autre ? Reprochera-t-on aux gestionnaires de moins se soucier des citoyens que des entreprises ? Ce serait l'accuser de mener une politique de classe. Telle n'est pas leur intention. S'ils souhaitent du bien aux entreprises, c'est pour mieux servir l'ensemble de la société. Voilà ce que leur dicte leur culture, leur vision de l'homme et du monde, leur « science » qui n'est pas une, leur idéologie qu'ils préfèrent ignorer.

Ils passent sous silence un vaste secteur de leur champ d'investigation : l'agriculture. Si importante que soit sa place dans la production totale et surtout dans les recettes d'exportation, elle n'emploie qu'un pourcentage décroissant de la population active. Tout candidat à une élection suit adresser aux paysans d'encouragements

propos, mais il se garde bien de les traumatiser en esquissant devant eux les perspectives que leur ouvrent les statistiques. Comment solliciter les suffrages de tous ces exploitants agricoles alors que la « stratégie d'ajustement » condamne nombre d'entre eux à disparaître ?

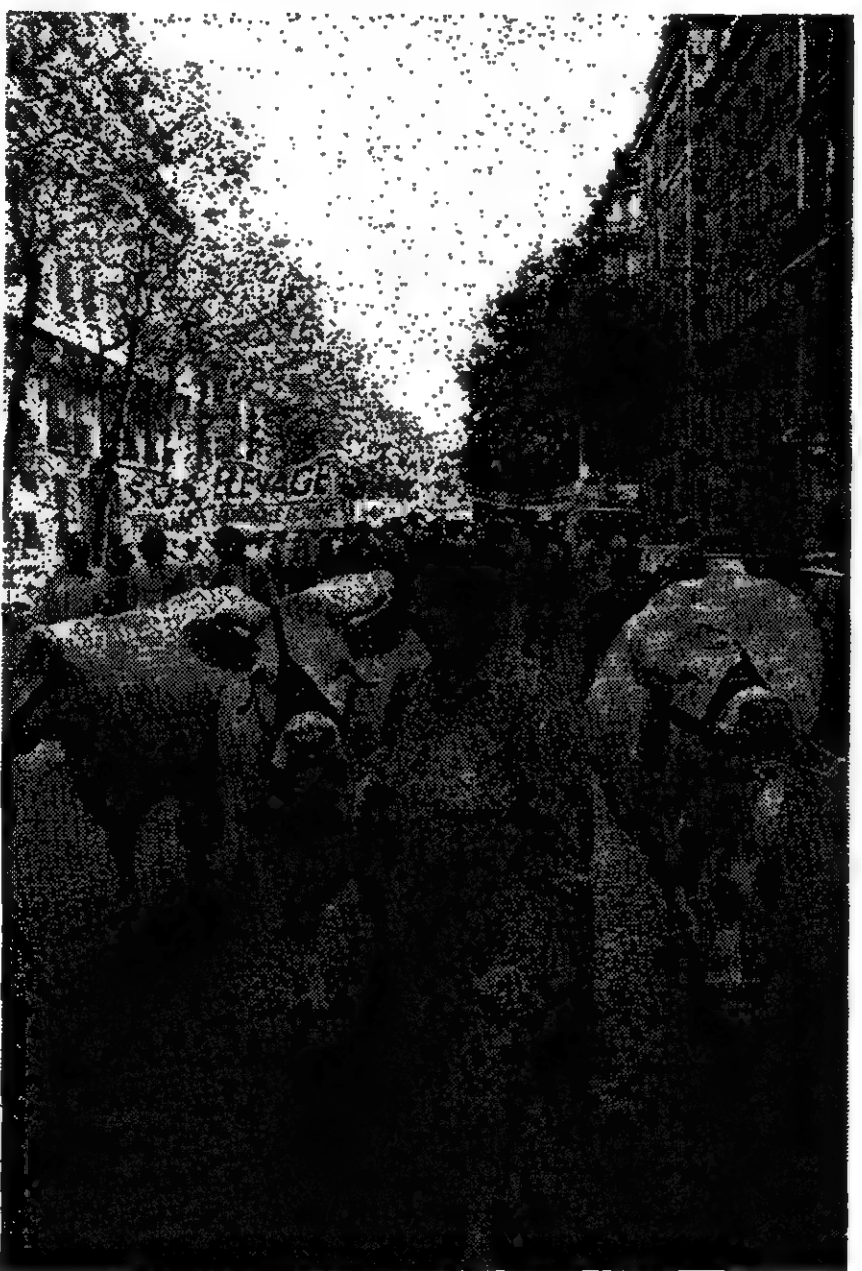
**L**ES innovations scientifiques et techniques ne cessent d'accroître les rendements par travailleur et par hectare, pendant que les politiques mondiales destructurent les marchés et, dans ce monde de pénurie, créent de coûteux excédents (voir pages 14 et 15 les articles de Henri Nallet et de Claude Servolin). Ne voulant connaître que certains chiffres, la logique du gestionnaire le conduit donc à restreindre encore la population agricole.

Une logique différente, qui considérerait d'abord l'homme et les équilibres sociaux, suggérerait une autre stratégie économique de progrès : reconstruire le tissu rural sur des bases nouvelles ; favoriser à la campagne la naissance d'activités économiques adaptées, petites par leur taille mais plus créatrices d'emplois que les entreprises géantes ; libérer les artisans de toutes les contraintes bureaucratiques qui les font hésiter à embaucher un compagnon ; développer les activités non directement liées à la production, mais dont on connaît mieux, depuis Galbraith, le rôle stimulant dans l'économie ; allouer des ressources à ce foisonnement d'associations (culturelles, sportives, sociales, parascolaires, d'entraide, etc.) qui sont indispensables à l'équilibre général. Culture ? Connaissances, répondent les gestionnaires.

S'ils ne modifient pas d'eux-mêmes leur étroite manière de voir, ils aggraveront les tensions et frustrations qui, tôt ou tard, ne manqueront pas d'exploser. Sans doute seraient-ils horrifiés si l'on disait à ces gestionnaires que leur conservatisme les a fait succomber à la fatale tentation de l'économisme, habituellement attribué au marxisme sous sa forme la plus simpliste.

« Le règne de l'économisme comme idéologie (avouée ou non) est critère suprême des orientations du développement économique aujourd'hui sur la question des finalités du système productif et des valeurs que ce dernier devrait servir », écrit René Passet (14). Finalités de la production, mais aussi de la répartition, et, précisément, de l'existence humaine elle-même, car l'appareil productif ne peut « traverser ses finalités en lui-même ». Et maintenant, vérité qu'ignorent tous les gestionnaires, également sociaux, à l'Est d'efficher, et à l'Ouest de dissimuler, une idéologie qui gèrardonne l'être humain à des constructions théoriques peut-être séduisantes mais dépourvues de réalisme.

CLAUDE JULIEN.



MANIFESTATION D'ÉLÉVEURS À PARIS EN JUILLET 1987. Remettre une logique qui accorde tensions et frustrations.

ser à s'accroître pour atteindre un nouveau sommet, encore plus élevé, en 1989 (9). » Parvenus sur cette cime, les salariés pourront-ils enfin souffler un instant ? Ou bien leur demandera-t-on de « persévérer » encore dans la mise en œuvre de cette mirabolante stratégie d'ajustement ? Allons, camarades, encore un effort pour pleinement jouir des bienfaits du libéralisme...

Sans doute est-il inconcevable, et à coup sûr tout à fait inhabituel, de moquer ainsi le style et les conceptions d'une institution compétente et, de surcroît, purement technicienne, dépourvue de toute idéologie. Il n'est pourtant pire partisan que celui qui se proclame apolitique. Sous le manteau d'une science qui n'en est pas une, il prétend donner à son constat, si discutable soit-il, une valeur normative : les faits sont ainsi, et c'est bien ainsi qu'ils doivent être puisque les faits ont toujours raison. Économisme et libéralisme sont les formes apparemment modernes, mais ô combien archaïques ! d'un scientisme qui a connu bien d'autres avatars. L'OCDE enregistre donc les données, elle les analyse et, prudemment, glisse ses projections, qu'elle présente dans un tableau (voir le tableau ci-dessous).

Encore ne s'agit-il là que de moyennes annuelles. C'est-à-dire que,

l'OCDE. Nul ne pourrait s'en plaindre puisque « la modération des coûts unitaires de main-d'œuvre devrait compenser la reprise de la hausse des prix à l'importation, permettant, à la fois, une poursuite du processus de reconquête des marges [des entreprises] et un recul de l'inflation ».

**D**ANS une telle manière de voir, tout est donc pour le mieux. Les entreprises se trouveront en meilleure posture. Et « le pouvoir d'achat des salariés devrait à nouveau stagner en 1988 et 1989 (11) ». Les salariés se réjouiraient mauvais citoyens s'ils refusaient leurs suffrages aux représentants politiques de cette stratégie d'ajustement. Ils manifesteront du même coup leur inaptitude à comprendre la « science » économique. Car, accroissant leurs bénéfices, les entreprises n'auront d'autre tâche que d'investir afin de créer des emplois. Elles freineront la robotisation de la production, qui supprime les postes de travail. Et, pour trois raisons au moins, elles ne feront pas sortir de capitaux : a) elles ne s'intéressent pas aux pays qui offrent des taux d'intérêt élevés ; b) elles ignorent tout des paradis fiscaux ; c) elles sont patriotes.

Salariés au pouvoir d'achat stagnant ou chômeurs plus ou moins mal indemnisés, de quoi se plaindraient-ils ? Ils bénéficient en effet d'un système très élaboré de protection sociale qui les préserve des pires catastrophes. Hélas ! ils ne font pas assez d'enfants pour assurer le renouvellement des générations, et la science avance trop vite. De telle sorte que « l'accroissement de l'espérance de vie » et « les progrès de

### L'ACCROISSEMENT DU CHOMAGE POUR LES DEUX ANNÉES À VENIR

	EN MILLIERS pour 1986	EN POURCENTAGE				
		1985	1986	1987	1988	1989
Allemagne .....	2 228	8,3	8	8	8,25	8,50
France .....	2 500	10,2	10,5	10,75	10,75	11,75
Royaume-Uni .....	3 281	11,6	11,8	10,75	10,25	10,50

## POLITIQUE AFRICAINE

Directeur de la publication : Pierre Le Roy

Revue trimestrielle d'analyse et d'informations politiques sur l'Afrique contemporaine (création janvier 1988).

Année 1988

- N° 29 Mozambique : guerre et nationalismes
- N° 30 Elites noires et pouvoirs arabes
- N° 31 Le Congo, marxiste ?
- N° 32 Nigeria : le fédéralisme dans tous ses états



ABONNEMENT 1988	
FRANCE	230 FF
Europe, Maghreb, Afrique francophone (avion)	290 FF
Amérique, Asie, Autres pays d'Afrique (avion)	400 FF

Vous pouvez, bien sûr, acheter Politique Africaine au numéro (70 FF l'exemplaire)

Boite de commande à retourner à : Editions Karthala - 22-24 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je souhaite pour 1988 à la revue Politique Africaine.

Je joint mon règlement : ☐ par chèque payable en France à l'ordre de Karthala ☐ par mandat postal international







# LE MONDIALE nce d'une

## EN QUÊTE DE RÉGULATION solution globale

Les pays en voie de développement ont besoin de développer la production agricole et de faire passer les produits agricoles à l'exportation. Ils ont besoin de faire passer les produits agricoles à l'exportation. Ils ont besoin de faire passer les produits agricoles à l'exportation.

mes collègues du Conseil mondial de l'alimentation et que je considère à l'expérience comme des voies possibles de progrès.

la population urbaine et à fixer les populations rurales dans les campagnes supposent un niveau de prix garanti permettant à la fois aux urbains de se nourrir à un prix acceptable et aux paysans de tirer une rémunération suffisante de leur travail.

Une telle orientation ne peut se satisfaire d'un libéralisme généralisé. En effet, si les pays les plus performants peuvent concurrencer sans entraves et à des prix plus bas les productions locales, celles-ci disparaîtront, ce qui s'est déjà passé dans de nombreux pays.

Lutter contre la faim et contre la destruction des paysannes locales exige enfin un minimum de régulation du marché international, c'est-à-dire, en clair, une limitation du volume des surplus exportés à bas prix vers les pays du tiers-monde.

dans un cadre multilatéral, ni au GATT, ni au Nations unies, ni dans l'une ou l'autre des instances où se retrouvent les représentants de la communauté internationale. Ce qui ne signifie pas que les institutions dont elle s'est dotée n'aient rien à dire sur la question.

**La Guinée**  
Ces prix élevés des céréales ont conduit à l'augmentation des dépenses des pays en voie de développement pour l'importation de céréales. Ils ont conduit à l'augmentation des dépenses des pays en voie de développement pour l'importation de céréales.

Les pays africains devraient pouvoir se doter des moyens de stockage et de conditionnement qui leur font gravement défaut. De même, les relations techniques et commerciales entre pays du Sud peuvent contribuer plus étroitement que les relations Nord-Sud au développement de la production agricole.



PLANTATION DE PALMIERS À HUILE EN CÔTE D'IVOIRE. Les pays du Nord n'ont rien à gagner à étouffer le tiers-monde.

Cet effort de régulation ne se fera pas sans la coopération des pays producteurs. Les Européens doivent être prêts à la mener rapidement, faute de quoi la guerre commerciale, avec toutes ses conséquences pour le Nord comme pour le Sud, redoublera de violence.

Aux grands pays producteurs donc de comprendre qu'ils ont intérêt à une régulation intelligente, c'est-à-dire diversifiée, de ce marché. Et aux pays du tiers-monde à les y aider en intensifiant la coopération régionale et en optant délibérément pour un développement de la production locale grâce à un système de prix rémunérateur. Chacun y trouverait sa part.

## face aux marchés « finis »

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

La crise de la PAC résulte d'un phénomène sans précédent : la tendance à la saturation absolue de la demande alimentaire dans les pays capitalistes. La consommation alimentaire moyenne y a atteint des niveaux tels qu'elle se heurte à des limites physiologiques : aujourd'hui, à la différence de ce qui se passait dans les années 60 et 70, la hausse des revenus ne détermine plus d'augmentation des quantités consommées mais plutôt un déplacement de la demande vers des produits de meilleure qualité.

### Un problème crucial : les céréales

La production laitière pose le problème d'excédents les plus importants : la demande mondiale était à ce point saturée qu'il était devenu presque impossible de se débarrasser des stocks, même à coups de subventions à l'exportation.

La production laitière pose le problème d'excédents les plus importants : la demande mondiale était à ce point saturée qu'il était devenu presque impossible de se débarrasser des stocks, même à coups de subventions à l'exportation.

La production laitière pose le problème d'excédents les plus importants : la demande mondiale était à ce point saturée qu'il était devenu presque impossible de se débarrasser des stocks, même à coups de subventions à l'exportation.

TRENTE-CINQ ANS DE BOND EN AVANT POUR L'AGRICULTURE FRANÇAISE

	1958	1975	1985
Céréales (millions de tonnes)	13,8	41,2	58,6
Boissons (tonnes/ha)	15,9	48,2	57,5
Lait (millions de litres)	15	27,8	32,4
Rendement par vache (kg/an)	2 000 (en 1959)	3 697	4 159
Tractions	136 400	1 363 054	1 527 929
Engrais (millions de tonnes)	1,1	4,6	5,6
Exportations agricoles	2 367 000	1 346 000	1 184 000



LE GAVAGE DES OIES. Les consommateurs européens, hélas, n'en ont plus.







SONT-ELLES EXPORTABLES ?

dans l'attente du vrai changement



CONSTRUCTION D'UNE ROUTE EN ROUMANIE, EN 1987  
Une population excédée par une insupportable médiocrité

de l'Est. Elles sont brièvement mais clairement énoncées dans son récent livre (5). « Le socialisme, écrit-il, doit montrer dans sa pleine mesure le dynamisme de son système économique et politique » ; pour ce faire, plusieurs principes sont à affirmer dans la « communauté socialiste ». « Avant tout, le cadre entier des relations politiques entre pays socialistes doit être strictement fondé sur l'indépendance absolue ».

Cette affirmation constitue une démarcation nette de la doctrine brejnevienne de la « souveraineté limitée ». Puis M. Gorbatchev précise : « La collaboration entre les partis communistes au pouvoir est le pivot de la coopération entre pays socialistes ». Au sein du pacte de Varsovie, les participants doivent « synchroniser leurs montres », et dans le COMECON, qui devrait « fonctionner de manière plus

efficace [...], nous espérons accélérer le processus d'intégration au cours des années qui viennent ». Aucune allusion, dans ce court chapitre, aux mouvements sociaux indépendants (ne serait-ce qu'au syndicat polonais Solidarité).

Efficacité, resserrement des liens et changement dans la continuité, telles sont les idées maîtresses de la « perestroïka » appliquée à la communauté socialiste. On est loin des espoirs exprimés par sa population et ses oppositions démocratiques. On peut aussi interpréter ces objectifs comme une condition indispensable à la survie du COMECON, et donc à la puissance économique du bloc soviétique. Sur ce terrain, l'unité de vues entre les « partis frères » ne va pas de soi (6) : les résistances sont multiples et ne se limitent pas aux conservatismes des appareils en place.

Or, jusqu'à présent, malgré quelques ouvertures verbales, ni la direction du parti polonais ni M. Mikhaïl Gorbatchev n'ont fait de gestes significatifs dans le sens d'une reconnaissance du pluralisme syndical.

En Tchécoslovaquie, alors que la situation économique se détériore dans un climat de passivité sociale, la direction du parti s'est publiquement divisée sur les réformes économiques à entreprendre entre les « dogmatiques » (autour de M. Vasil Bilak) et les « pragmatiques » (autour de M. Lubomír Strougal). Lors de sa visite en avril 1987, M. Mikhaïl Gorbatchev s'est refusé à prendre position. Il s'est plutôt employé à sauvegarder l'unité de la direction tchécoslovaque. Les querelles se sont tuées et, trois mois plus tard, le 18 juillet 1987, était publié un « projet de loi sur l'entreprise d'Etat » très proche du projet soviétique. Finalement, en décembre dernier,

M. Husak était remplacé par M. Miloš Jakes, un « centriste » mais également un des grands ordonnateurs des purges au sein du Parti communiste après 1968. Aussi, comme pour prévenir toute illusion parmi les anciens animateurs du « printemps de Prague », le nouveau secrétaire général s'est-il

empressé de réfuter tout parallèle entre la « perestroïka » et le programme de M. Alexandre Dubcek en 1968. Dans ce contexte, le soutien explicite de ce dernier à M. Mikhaïl Gorbatchev, exprimé au cours d'un entretien exceptionnel publié par l'Unita en janvier 1988, apparaît pour le moins ambigu.

L'espoir viendra-t-il d'en bas ?

CES trois cas brièvement évoqués laissent-ils prévoir les grandes lignes, à moyen terme, de la Realpolitik soviétique en Europe centrale ? Moscou cherche à éviter toute déstabilisation dans une région régulièrement secouée, depuis quarante ans, par des mouvements sociaux. L'objectif serait donc de réformer à petite dose, en composant avec les directions en place, qui disposent de très faibles marges de manœuvre aussi bien sur le plan économique que dans les domaines social et politique (8).

Ces premières expériences nourrissent les débats au sein des oppositions démocratiques. Ils tournent autour de deux questions.

En premier lieu : que veut M. Gorbatchev ? Dans leur majorité, les courants oppositionnels, à quelques nuances près, estiment qu'il souhaite restructurer et rationaliser le système « de l'intérieur ». M. Adam Michnik, en Pologne, qualifie cette tentative de « contre-réforme » : « C'est une tentative qui vise à intégrer, par le recours à l'autocritique, les valeurs qui ont pris naissance à l'extérieur et contre les institutions, pour que ces valeurs cessent d'être révolutionnaires et menaçantes. Si l'on accepte l'idée que Solidarité était un grand mouvement réformateur du système communiste, alors M. Gorbatchev doit recevoir le titre de grand contre-réformateur. » Ce que ne contredit pas M. Petr Uhl, en Tchécoslovaquie. « M. Gorbatchev, dit-il, n'a pas d'autre ambition que de renforcer le système existant. [...] Les réformes d'en haut ne peuvent déboucher que sur une simple libéralisation du système politique et sur la possibilité d'une modernisation de l'économie mais strictement pas sur une démocratisation, c'est-à-dire sur le dépassement du système, sur la formation d'un système qualitativement différent. » Comme le confirme également M. János Kis, en Hongrie.

n'implique pas de la part des oppositions un rejet, au contraire. Tout simplement, ils estiment que le véritable changement ne pourra venir que d'en bas, exigé par un mouvement social. Et que les réformes en URSS contribuent à l'émergence de celui-ci, cela semble incontestable. Dans un document commun, publié en août 1987, les représentants tchèques de la Charte 77 et des Polonais de Solidarité (dont M.M. Petr Uhl et Adam Michnik) déclarent : « ne se fier qu'à leurs propres forces ». « Mais, ajoutent-ils, dans le même temps, ils se rendent compte que la politique du gouvernement de M. Gorbatchev engendre des conditions plus favorables aux tentatives d'autolibération des pays du bloc soviétique. »

Les signataires de ce document, de même que les jeunes générations qui les soutiennent, ont connu, ces vingt dernières années, deux expériences politiques décisives : le « printemps de Prague » en 1968 et Solidarité en 1980-1981 ; M. Gorbatchev ravive leurs souvenirs, et les promesses contenues dans la « perestroïka » et la « glasnost » leur permettent d'espérer. Mais tous se demandent, en Europe centrale comme en URSS, au sein du parti comme dans la société, quel serait le comportement de Moscou face à l'apparition d'une critique radicale mettant en cause cette politique de réformes.

JEAN-YVES POTEL

(5) M. Gorbatchev, *La Perestroïka*, Flammarion, Paris, 1987, pp. 231-244.  
(6) Cf. Maria Lavigne : « La difficile adaptation de la « perestroïka » aux économies de l'Europe de l'Est », et Marcel Drach : « Une économie du pénurie dans la course à la croissance » (*Le Monde diplomatique*, janvier 1988).  
(7) *Kultura*, n° 12-483, Paris, décembre 1987.  
(8) Cf. « L'effaite Gorbatchev en Europe de l'Est », *Problèmes politiques et sociaux*, 25 décembre 1987, la Documentation Française, Paris.

Contestation et Realpolitik

TROIS situations contrastées (les autres en seraient des variantes ou des combinaisons) peuvent être évoquées pour saisir les difficultés de la « perestroïka » en Europe centrale.

En Roumanie, l'opposition de M. Nicolas Ceausescu à la « perestroïka » est aussi radicale que celle de la population à l'égard du « grand conducteur ». Le journal *Scinteia*, organe du parti, réaffirmait récemment la nécessité d'un « accroissement du rôle du parti et de l'Etat », tandis que les émeutes ouvrières du 15 novembre 1987 à Brasso rencontraient une sympathie ouverte dans la population. Sur qui M. Mikhaïl Gorbatchev peut-il s'appuyer dans une telle situation ?

Sur le mouvement social ? Il ne semble pas en être question. Ce mouvement connaît pourtant un développement sans précédent, rappelant à bien des égards la Pologne de 1976.

Depuis l'accord global de 1983, qui lie les salaires ouvriers aux performances de l'entreprise et supprime la garantie d'un revenu minimal, il n'y a jamais eu autant de grèves dans ce pays de vingt-trois millions d'habitants ; grèves d'ailleurs souvent victorieuses. Des mouvements organisés — et clandestins — sont actuellement capables de distribuer simultanément des tracts dans plusieurs dizaines de villes, d'autres semblent à l'origine des grèves. Mais surtout, pour la première fois, on assiste à des mouvements de solidarité immédiats des étudiants à l'égard des ouvriers ; des manifestations de rue répétitives sont soutenues par la population et visent les sièges du parti. La résistance, longtemps passive, se transforme de plus en plus en actions organisées.

M. Gorbatchev peut-il trouver des alliés dans une fraction de l'équipe roumaine au pouvoir ? C'est probablement son objectif à moyen terme. En s'adressant, en mai dernier, à Bucarest, prioritairement aux cadres du parti, il visait sans doute à en sensibiliser quelques-uns. Ses efforts n'ont pas donné de résultats dans l'immédiat, même si l'exclusion pour « graves déviations » (fait extrêmement grave), début décembre 1987, de quatre hauts fonctionnaires régionaux donne à penser qu'un certain courant est passé.

En réalité, la direction soviétique n'a guère le choix. Ne disposant d'aucune

solution de rechange, elle est contrainte de cautionner M. Ceausescu. Ce qui ne comporte pas que des avantages : le « conducteur » dispose d'un appareil solide, peut-être le plus homogène d'Europe de l'Est ; il continue à jouer un rôle non négligeable d'intermédiaire dans la diplomatie du bloc de l'Est (en particulier avec le Proche-Orient). Les liens économiques entre l'URSS et la Roumanie se sont resserrés ces dernières années : une bonne partie des industries lourdes reste sous le contrôle d'experts et de techniciens soviétiques, sans parler de la place essentielle de l'industrie d'armement roumaine dans les exportations du COMECON.

Ces quelques éléments suffisent à saisir la contradiction entre les promesses démocratiques de la « perestroïka » et la Realpolitik soviétique. Alors que l'aspiration démocratique de la population roumaine est très forte, M. Mikhaïl Gorbatchev est contraint de respecter le *status quo*. Il déçoit ainsi les aspirations d'un mouvement social et démocratique largement composé d'ouvriers.

En Pologne, la situation est inverse. L'équipe du général Jaruzelski, ou du moins une partie d'entre elle, essaie vainement d'appliquer une réforme économique très proche du schéma soviétique. Elle se heurte à des obstacles extérieurs (crise, endettement) et surtout intérieurs : la classe ouvrière ne suit pas. Les réformes tournent donc à vide. L'échec du référendum du 29 novembre 1987 l'a révélé avec éclat. Les questions posées à cette occasion avaient au moins l'avantage d'être claires sur les conséquences des réformes à venir. Par-delà le désaveu du général Jaruzelski, les citoyens ont refusé de voter pour la hausse des prix et pour l'insécurité de l'emploi.

En réaffirmant qu'« aucune réforme économique ne sera réalisable et soutenue en Pologne sans l'introduction du pluralisme syndical », M. Lech Wałęsa mettait une fois de plus le doigt sur une réalité majeure. Bien qu'affaibli et divisé, le mouvement Solidarité demeure puissant. Il adopte d'autres formes, de nouvelles associations se constituent, y compris dans un cadre légal. Un recentement récent cite en particulier la formation de nouveaux comités d'organisation pour un nouveau syndicat : dans plusieurs cas, ils ont recueilli, en quelques jours, le soutien ouvert d'un millier d'ouvriers (7).

A la demande de ses lecteurs  
**LE MONDE DIPLOMATIQUE**  
lance une collection « MANIÈRE DE VOIR »  
rassemblant par thèmes ses principaux articles

**LE MONDE DIPLOMATIQUE DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE**

Manière de voir 1

REÉDITION  
A NOUVEAU DISPONIBLE

**BON DE COMMANDE**  
**DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR CULTURE**  
Tarif France : 42 F — Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM : ..... PRÉNOM : .....  
ADRESSE : ..... CODE POSTAL : .....  
LOCALITÉ : ..... PAYS : .....

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
**LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09**

**CRISE ÉCONOMIQUE OU CRISE DE LA CULTURE ?**

La crise est souvent présentée comme un dérèglement strictement économique. Les experts rivalisent d'explications savantes sur le mal et ses remèdes. Les citoyens ne les suivent pas.

Le Monde diplomatique s'interroge sur la société elle-même et sur les valeurs d'une classe politique fascinée par les progrès technologiques sans penser à leurs finalités. Il reste à inventer un projet de civilisation.

Au regard trop étroit des spécialistes, le Monde diplomatique oppose sa propre « manière de voir ».

**EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**  
96 p. - 38 F



## UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE

## M. Robert McNamara devant

Peu d'hommes ont autant que M. Robert McNamara pris l'exacte mesure du danger nucléaire et poussé la réflexion avec une aussi exemplaire rigueur. Depuis qu'il quitta le Pentagone, où John F. Kennedy l'avait nommé, il a su intervenir en temps opportun pour lancer d'utiles mises en garde. Bien qu'il n'ait guère été entendu, il revient à la charge pour pousser le président Reagan vers un véritable désarmement. Alors que trop d'interventions improvisées obscurcissent le débat, il convient de lire son livre, *Plaidoyer, prévenir la catastrophe nucléaire*, qui sort ce mois-ci en traduction française (1) et dont le *Monde diplomatique* a rendu compte, à partir de l'édition originale, dans son numéro de janvier. Voici les principaux passages de la préface que le général Georges Suis a consacré à cet ouvrage.

(1) Hachette, Paris, 1987, 200 pages, 50 F.

Par  
le général  
GEORGES SUIS

LORSQUE Robert S. McNamara accéda à la tête du ministère de la défense à Washington, l'URSS s'était à son tour, à une vitesse stupéfiante, dotée de l'outil nucléaire. Une arme, à l'époque, moins puissante que l'armement américain, certes, mais de même nature. L'Angleterre, la France, s'étaient elles aussi, dès 1944, lancées dans la réalisation de la bombe atomique. Dans le même temps que Mao s'installait au pouvoir, la Chine renaissante fléchissait ses armées l'objectif prioritaire de s'assurer la maîtrise du phénomène. Le problème n'était plus celui, moral, de faire ou non exploser une bombe dont on a l'accusé, mais de créer une stratégie combinatoire du nucléaire.

Les sept années que Robert S. McNamara va passer au poste de commandant du Pentagone vont le marquer pour la vie. Là sera son honneur (...). Les longues années qui l'ont vu, par la suite, à la tête de la Banque mondiale, non plus que son brillant retour aux affaires privées, n'ont pu éteindre le flamme qui s'était allumé en lui (...). Il manifesta dès lors, par la parole et la plume, quelles qu'aient été ses activités, combien la « bombe » s'imposait à son esprit (...). Penseur distancé de la responsabilité de l'emploi de l'outil, il pouvait, mieux qu'un autre, démontrer que l'explosion nucléaire n'avait été que par accident, à Hiroshima, une arme militaire et que sa fin était irrémédiablement politique.

Cela est si vrai que même l'ennemi potentiel à l'Est, le pacte de Varsovie, a fini, sur ce point, par mettre publiquement les pouces. Longtemps en effet, à l'opposé de l'alliance atlantique qui avait adopté le credo de la destruction mutuelle assurée (par l'atome, MAD), les maîtres à penser de l'armée rouge affirmèrent, dans leurs écrits comme dans leurs directives, qu'une guerre nucléaire pouvait se gagner comme une autre (...). Mais Leonid Brejnev avait reconnu, en fin de règne, que la guerre nucléaire était impensable. Youri Andropov avait confirmé cette prise de conscience, et aussi Konstantin Tchemenko, autre étoile filante du Kramlin.

Les généraux soviétiques se préparaient donc à contre-cœur, à partir de 1981-1982, aussi bien d'ailleurs, mais pour d'autres raisons que leurs homologues américains, à en revenir à une stratégie nouvelle ou renouvelée (aussi longtemps que la bombe sera là, elle sera incontournable), du moins à ce mode d'affrontement en armes que le comte de Guibert dénomme au dix-huitième siècle « la grande tactique ». Plus précisément, chaque camp s'attachait à une restructuration de ses forces armées conventionnelles et à leur équipement en armes nées des technologies émergentes. Leur combinaison devait permettre, à nouveau et à la fois, l'écrasement du mufti de la bête menaçante et la brisure de ses reins, tout en faisant l'économie de l'emploi de la fusion-tout de l'atome.

De fait, et dans un premier temps, ce que veut personnellement McNamara, c'est éviter l'insupportable

échange atomique. Il lui faut donc arrêter la folle course aux armements en faisant comprendre que, en matière de projectiles nucléaires, la supériorité n'existe pas, ne se « compte » pas, ne peut être évaluée exactement — même si les armements peuvent être inventés en qualité et en quantité. Il se met donc à parler non pas de supériorité ou d'infériorité mais d'équilibre nucléaire, et d'équilibre au plus bas niveau possible.

## Le discours de la détermination

SANS le reconnaître, il rejoint les théoriciens français de la dissuasion qui, peut-être par la force des choses, c'est-à-dire par la manque de moyens qui leur évite de s'abandonner à la fascination du gigantisme, ont élaboré la stratégie de « suffisance » : une dissuasion nationale et nucléaire qui s'en tient à fonder la nation en « sanctuaire » par un rapport « coût-avantage » toujours négatif dans le calcul de l'agresseur potentiel. Car c'est bien l'estimation de l'autre qui compte. Les gouvernements successifs ont, sur la lancée généralement prospective du général de Gaulle, construit patiemment — et continuent de construire, c'est-à-dire d'améliorer — les outils de ce choix décisif : ces « systèmes d'armes », ils les affinent. Attitude capitale, car la dissuasion nucléaire ne va pas, au-delà de la seule existence de l'outil qui en est la condition sine qua non, sans le discours de la détermination. Détermination de mettre en œuvre l'armement dont on s'est doté si le seul critère vital de la nation, tel que l'État l'évalue sans avoir à le préciser, est menacé. En matière de dissuasion nucléaire, outil et discours ne vont pas l'un sans l'autre. Robert S. McNamara ne cesse de le répéter.

En termes plus généraux, il est permis d'avancer que tout autour se rattache à la logique française du probable. Si l'agresseur potentiel sait de source sûre — puisque affichée — ce que lui coûterait de faire peser une menace qui pourrait être tenue pour vitale par tel autre « nucléaire », il est beaucoup plus que possible, il est probable qu'il ne courra pas le risque d'entreprendre. L'autre peut en effet, et ceci quel que soit le cas de figure, faire tomber en retour sur l'agresseur une foudre intolérable.

L'important est donc d'établir un équilibre nucléaire au bas niveau, c'est-à-dire au niveau de la suffisance. Certes, il pourrait être souhaitable que, ce faisant, les deux super-grands se donnent en point de mire le désarmement nucléaire intégral. Mais sur ce sujet, prudence ! (...) Le verrou de sûreté à toujours un rôle à jouer dans nos sociétés, et les têtes nucléaires — quelques centaines et non cinquante mille comme à présent — devront mieux, mieux, longtemps encore, momier leur garde dissuasive.

Alors, que faire pour en arriver à cet équilibre raisonnable de la puissance nucléaire ? C'est la question que pose Robert McNamara, à laquelle il s'efforce de répondre par des analyses profondes et des propositions constructives.

Ici, un regret et un reproche : avant d'entrer dans le vif du sujet, McNamara ne répugne pas, au lieu de le balayer d'un revers de main, à prendre en considération la substitution à la dissuasion nucléaire d'une défense conventionnelle revitalisée. Un tel *Kriegspiel* n'est peut-être pas à dédaigner d'emblée dans le cas où l'on se proposerait de jouer en vraie grandeur dans des immensités quasi désertiques (...). Il n'a, par contre, aucun sens en Europe occidentale, dont il importe de noter que l'auteur pose en principe qu'elle « sans toujours la clé de voûte de la stratégie des États-Unis ». Tant il est vrai, en effet, que lorsque le maître de la mer dispose d'un pareil atout, il ne le lâche pas.

Pourquoi ce cas particulier de l'Europe ? Parce que, sur cette petite péninsule occidentale du continent asiatique, la démographie comme la fragilité du mode de vie interdisent la guerre conventionnelle aussi bien que la guerre nucléaire. Seul, bien entendu, à admettre de capituler après quelques heures de gesticulation ou de se suicider. Les « points sensibles » du proche passé — production d'énergie, eau, alimentation, communications, industrie chimique et, au premier rang, centrales et sites nucléaires — sont devenus, en trente ans, des points vitaux. Ils sont quelques milliers sur le théâtre « Centre-Europe », à se révéler justiciables assurés d'une frappe préemptive conventionnelle. L'urbanisation, la conurbation d'Amsterdam à Karlsruhe — sans oublier les bassins parisiens et milanais — font

## Comment réarticuler sécurité européenne et puissance américaine

APRÈS le sommet Reagan-Gorbatchev, assistons-nous à la mort d'une certaine conception de l'alliance atlantique ? Washington semble prêt à un retrait graduel de ses forces stationnées en Europe ; et beaucoup d'esprits mettent en avant l'« option triple zéro », que M. Chevardnadze a encore défendue, à Bonn, le 19 janvier dernier. L'Europe s'achemine-t-elle vers ce que l'on appelle une « finlandisation », formule bien injuste si l'on tient compte de l'indépendance dont font preuve les autorités d'Helsinki ? Le refus de la soumission passe par une défense européenne bâtie sur un modèle différent de celui des années 50.

Par le général C.-GEORGES FRICAUD-CHAGNAUD \*

Le roi était nu et il ne le savait pas.  
L'Europe n'est pas nue et elle n'a pas le savoir.

Au-delà du tintamarre médiatique qui a accompagné la rencontre Reagan-Gorbatchev et la signature de l'accord sur les missiles intermédiaires, une seule question devrait nous préoccuper ici : La sécurité de l'Europe est-elle remise en cause ?

Certes, l'on peut discuter sur les mérites immédiats ou les désavantages d'un tel accord, compter les têtes nucléaires qui vont être détruites ou s'inquiéter du fait que les missiles américains stationnés en Europe ne seront plus à même d'atteindre Moscou. Il faut, je crois, porter nos regards plus loin et nous demander si la nature et les fondements de l'alliance ne sont pas remis en cause et quelle attitude nous devons adopter pour maintenir notre sécurité.

Il est tout à fait évident que nous allons payer, en termes de confiance de l'opinion, les excès de zèle de toute la propagande qui a prétendu faire du déploiement des Pershing et des Cruise la garantie des liens entre les États-Unis et l'Europe. Un tel lien, avouons-le, n'existe que dans la tête du président des États-Unis.

Ce qui est tout aussi clair maintenant, c'est que les positions prises par le président Reagan à Reykjavik (1) ne lui avaient pas été arrachées mais correspondaient bien à un parti pris constant des États-Unis : élever le seul nucléaire en Europe de telle façon qu'un conflit dans cette région, voire une guerre nucléaire limitée, ne risque pas de mettre en danger le continent américain.

Toutes les obligations européennes, de l'admonestation de Mme Thatcher aux réticences du chancelier Kohl, sont restées sans effet.

Après l'« option zéro », puis l'« option double zéro », force est

aujourd'hui de constater que beaucoup d'esprits en Allemagne et ailleurs mettent en avant une « option triple zéro » : le retrait de toutes les armes nucléaires à courte portée. En conséquence, deux barreaux étant supprimés, le troisième déjà douteux, c'est toute la stratégie de la riposte graduée (*flexible response*), imposée à l'alliance après le retrait de la France du commandement militaire intégré, qui se trouve mise en cause.

Et tandis que le Pentagone nous assure maintenant (2) que les forces conventionnelles de l'alliance sont à même de dissuader une attaque par le pacte de Varsovie, M. Carlucci, nouveau secrétaire à la défense, lance un premier ballon d'essai pour préparer l'opinion européenne à un retrait graduel des forces américaines. Retrait prévisible dès novembre 1986, mais que les nouvelles données économiques et financières vont à la fois justifier et rendre inévitable.

Nous assistons donc à la fin d'une stratégie et à la mort d'une certaine

conception de l'alliance, même si l'enterrement risque de durer longtemps — encore que nous n'ayons aucun intérêt à presser le pas.

Une fois retombé l'enthousiasme suscité par le « premier accord historique de désarmement », le danger est donc grand de voir se développer en Europe un sentiment croissant d'insécurité face à une Union soviétique dont la masse ne peut manquer de boucher l'horizon. C'est même pour nous le plus grand danger car la crainte puis la peur révérencieuse pourraient conduire l'Europe de l'Ouest vers une sorte de « finlandisation » progressive.

Pour conjurer ce risque, les Américains insistent à nouveau sur un renforcement substantiel des forces conventionnelles en Europe. Dans les conditions économiques actuelles, cette revendication, déjà ancienne, n'a guère de chances d'être mieux entendue aujourd'hui qu'hier. Aucun des engagements pris de Lisbonne (1952) à Bruxelles (1979) n'a été tenu. MM. Henry Kissinger (3) et Les Aspin (4) ont d'ailleurs bien perçu les limites d'une telle démarche quasi rituelle.

Conscients eux aussi de la quasi-impossibilité d'un nouvel effort d'armement, certains préfèrent donc insister sur la nécessité d'un désarmement conventionnel. Désarmement que, bien sûr, ils souhaitent déséquilibré, pour obtenir *in fine* un équilibre des forces au niveau le plus bas possible. Mais il demeure difficile de voir pourquoi les Soviétiques abandonneraient soudain l'avantage considérable que l'habileté de M. Gorbatchev vient de leur procurer. En tout état de cause, un tel processus, pour souhaitable qu'il puisse paraître, ne saurait être qu'extrêmement long et difficile alors que perdurerait le déséquilibre, générateur de crainte et donc de respect.

## Les chances du second pilier

UNE autre voie existe heureusement, rendue praticable en particulier par l'acharnement avec lequel la France, grâce au général de Gaulle, s'est dotée d'un armement nucléaire indépendant qu'elle n'a cessé, depuis, de moderniser. Voie qui doit permettre à l'Europe d'assumer une plus grande responsabilité dans sa défense. Il est clair que, poussés par la nécessité, les responsables politiques européens s'y engagent plus ou moins timidement. En particulier, une charte de sécurité a été récemment adoptée par l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il convient de noter, en passant, que les réactions américaines à l'adoption de cette charte donnent une nouvelle indication sur l'attitude de Washington à l'égard de l'Europe : alors que, voilà deux ans, l'ambassadeur Burt refusait aux Européens le droit de se concerter sur une position commune, dès le

4 novembre 1987 le président Reagan se félicitait de l'adoption de ce texte.

Mais tous ces efforts pour construire un deuxième pilier, européen, de la défense, accompagnés ou non des changements proposés par M. Henry Kissinger (le secrétaire général de l'OTAN serait américain et le commandant en chef européen), risquent de demeurer purement formels, aussi longtemps que n'aura pas été redéfinie la façon dont les États-Unis contribuent à la sécurité de l'Europe, et non plus l'assurance.

Mais toute tentative de ramener le débat à celui de 1960 entre atlantistes et partisans d'une dissuasion nationale française est totalement inféconde. Tout aussi dénuées de fondement les tentatives d'interpréter les récentes actions françaises comme un retour prudent dans les structures intégrées de l'OTAN. Les temps ont changé, nous n'évoluons plus dans le même plan,

même si la France est maintenant en mesure de faire bénéficier l'Europe et l'alliance de ses acquis.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une percée conceptuelle (5) qui prenne en compte les bouleversements économiques, politiques et militaires survenus depuis trente ans (rapport des produits nationaux bruts, émergence de l'Europe, modernisation des forces nucléaires française et britannique, Force d'action rapide, etc.). Pour cela, il convient d'abord de reconnaître l'existence en Europe d'une sorte de « dissuasion par constat » (6). En effet, dans un théâtre d'opérations où quatre puissances nucléaires seraient inévitablement impliquées, l'importance des enjeux est telle (en fait, la suprématie mondiale) que toute possibilité d'y limiter, par quelque moyen que ce soit, l'extension géographique et l'escalade de la violence est proprement chimérique. Les conséquences d'une telle escalade sont suffisamment

redoutables et bien connues pour retener un agresseur de déclencher l'incontenable.

En pratique, on se trouve donc en présence d'une dissuasion par constat, ne faisant appel à aucun des mécanismes des dissuasions par représailles ou par interdiction, mais fondée sur le calcul des probabilités. Cette dissuasion par constat exige bien évidemment, d'une part, une ferme volonté de défense, matérialisée par des moyens conventionnels adéquats, et, d'autre part, des moyens nucléaires indépendants, limités mais capables d'infliger à l'agresseur des dommages inacceptables.

Inacceptables, c'est-à-dire suffisants pour empêcher de poursuivre, blessé, face à une Amérique intacte, le rêve de suprématie mondiale qui seul aurait pu motiver son agression. Notons, au passage, que ce simple constat écarte toute notion de menace de notre part, que d'aucuns ont jugé moralement inacceptable.

## Matérialiser le front du refus de la soumission

LES conséquences du passage à l'ére nucléaire sont maintenant suffisamment claires pour permettre de bâtir une défense européenne qui ne soit pas une réduction hypothétique du modèle bâti dans les années 50.

D'une part, les forces conventionnelles, au prix de réorganisations qu'il serait trop long de discuter ici, ont la capacité de matérialiser le front du refus de la soumission ; il s'agit en fait de « ne pas induire en tentation » tout agresseur éventuel en lui laissant croire qu'un empiètement quelconque pourrait être réalisé sans déclencher la guerre.

D'autre part, les forces nucléaires stratégiques du Royaume-Uni et de la France sont à même, désormais, de détruire plus de 50 % des capacités industrielles de l'URSS. Dans un monde bipolaire, Europe-URSS, cela ne serait peut-être pas suffisant. Par chance pour nous, Christophe Colomb a découvert l'Amérique et, en aucun cas, l'URSS, dont l'économie est chancelante, ne peut risquer de se trouver amoindrie par les coups que les Européens sont à même de lui porter.

Cela a deux conséquences essentielles :

— la clé de la sécurité de l'Europe, c'est l'existence d'États-Unis forts et déterminés à maintenir leur rôle mondial. L'existence d'une alliance solide, équilibrée est un « plus » notoire, tandis que sa consécration par la présence de troupes américaines sur le Vieux Continent sera longtemps nécessaire pour permettre à l'opinion publique de s'adapter à cette nouvelle donne stratégique ;

— l'autre conséquence est que la Russie ne pourrait courir le risque de s'en prendre seulement à l'Europe, et que, pour ne pas se trouver dans la

situation décrite ci-dessus, il lui faudrait attaquer simultanément l'Europe et l'Amérique. Nouvel atout pour la sécurité de l'Europe.

Dans ces conditions, le problème des garanties, de leur étendue, de leur crédibilité cessera d'empoisonner le climat de l'alliance. Plus besoin de garantie nucléaire fournie par les États-Unis, puisque c'est leur existence même qui conditionne la sécurité d'une Europe enfin décidée à s'assumer. Nul besoin non plus d'une garantie que la France et le Royaume-Uni donneraient au reste de l'Europe, puisque c'est ensemble que les pays européens fabriqueront leur propre sécurité, par la combinaison de volonté politique, de forces conventionnelles et de forces nucléaires.

Aux illusions trompeuses de garanties fallacieuses, préférons une sécurité basée sur les faits. C'est à partir de cette nouvelle approche des problèmes de sécurité, tenant compte des changements survenus depuis trente ans, qu'il sera possible de réorganiser les structures de l'alliance. Sinon, toute réforme risque fort de ressembler à du bricolage.

(1) Le sommet de Reykjavik s'est tenu les 11 et 12 octobre 1986 (NDLR).

(2) *Newweek*, n° 49, 7 décembre 1987.

(3) *Newweek*, 12 octobre 1987.

(4) Président, à la Chambre des représentants, de la commission du contrôle armé, dans sa déclaration du 29 septembre 1987.

(5) Et pas seulement d'une « diplomatie créative », selon l'expression de M. Kissinger, dans l'article cité.

(6) Voir à ce sujet : « L'Europe de la dissuasion et des solidarités actives », *Stratégique*, n° 29, 1<sup>er</sup> trimestre 1986, et « La règle du jeu », *Science et Vie*, décembre 1986.

LE GRAND DÉBAT

la « catastrophe »

Un outil « suffisant » : une volonté inébranlable

Le texte que nous venons de lire est l'œuvre d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans.

Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans.

PAIEN

Le renverse

LONGTEMPS méfiance à l'égard des thèses de M. Gorbatchev dans le monde contemporain ont été considérées de plus en plus comme une erreur. Les thèses de M. Gorbatchev dans le monde contemporain ont été considérées de plus en plus comme une erreur.

À la fin de 1987, l'Union soviétique a été considérée de plus en plus comme une erreur. À la fin de 1987, l'Union soviétique a été considérée de plus en plus comme une erreur.

Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans.

Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans. Il est donc normal que son point de vue soit celui d'un homme qui a été à la tête du Pentagone pendant sept ans.

السلامة العامة



الشرق الأوسط

## AU GRAND DÉBAT STRATÉGIQUE

# la « catastrophe nucléaire »

qu'en temps de guerre classique mais moderne ces villes et ces zones ne pourront qu'être déclarées ouvertes. C'est dire que la guerre conventionnelle est, en Europe de l'Ouest, perdue d'avance.

### Un outil « suffisant », une volonté inébranlable

En résulte que si l'on est fermement décidé à ne pas céder à la volonté de l'adversaire — car c'est cela et rien que cela, une politique de défense dont la stratégie militaire générale est la composante principale mais non unique — il faut impérativement décourager l'ennemi potentiel de se montrer offensif, sous quelque forme que ce soit. Puisque l'Europe n'est plus en état d'accepter la bonne vieille guerre estampillée par une pratique millénaire, il lui reste donc à dissuader l'agresseur potentiel d'un venir à son endroit à la menace vitale. Pour ce faire, il n'est rien d'autre que d'afficher la possession d'un outil nucléaire « suffisant » et l'inébranlable détermination d'en user.

Cela implique la mutation, et sans doute la diminution en nombre, des forces classiques, mais ne menace en rien de disparition les armées « conventionnelles ». L'évolution ne présage pas davantage la défaite et la défense sur une guerre « pressentie ». Les armées demeurent un indispensable vivier pour le service permanent, hautement contraignant, de l'outil de défense. Si, depuis l'affaire de Cuba, l'affrontement portant risque d'escalade nucléaire ne dégénère pas en guerre, c'est qu'il a connu une transposition en manœuvre de crise, en vaccination, au terme d'une gesticulation essentiellement militaire. Une telle gestion de la querelle, à l'ombre calmante et omniprésente des mégatonnes, n'a pu être assurée que par l'outil conventionnel adéquat. Il importe donc d'en disposer à cette fin, mais à cette fin seulement.

Brièvement encore, l'auteur se demande ce qu'il adviendrait si le terrorisme individuel ou groupusculaire, ou d'un petit État, utilisait l'arme nucléaire. La réponse est simple : les « grands nucléaires » ne le toléreraient pas et écraseraient le coupable. C'est le raisonnement pour lequel, à titre d'exemple, Israël, dont la France moins que quiconque ne peut raisonnable-

ment douter qu'il s'est doté de l'arme atomique, n'est pas en mesure d'afficher une stratégie de dissuasion nucléaire. Les Israéliens constituent en effet, et de loin, le peuple le plus crédible sur l'échiquier mondial, à court et à moyen terme, dans sa détermination à mourir plutôt qu'à disparaître en tant que citoyens d'un État national. Or si Israël, acculé, n'utilise pas son arme nucléaire, la dissuasion n'existera plus entre les Grands. S'il la met en œuvre, il ouvrira la boîte de Pandore, ce qui serait également intolérable pour les deux superpuissances. La démonstration vaut pour d'autres pays, mais de manière moins évidente : qui imagine qu'un voisin soit en mesure de jeter à l'océan les Brésiliens et les Indiens ?

Comment Robert McNamara en vient-il en conclusion à l'impérative nécessité d'un équilibre, puisque la partie nucléaire est un non-sens ?

Cet ancien ministre de la défense, qui a été assis sur le plus gros tas de mégatonnes jamais amassé, part, à juste titre, du postulat selon lequel l'arme nucléaire est à fin politique. La démarche le conduit à dénoncer, un à un, les principaux mythes nucléaires : celui de la supériorité de l'armement soviétique, ou encore l'affirmation consistant à disqualifier les Russes au motif qu'ils « ne jouent pas le jeu » — ce qui est vrai dans quelques cas mineurs, mais faux pour l'essentiel.

Il est donc conduit à fermer la « fenêtre de la vulnérabilité » ouverte par les « faucons ». Il démontre que l'équilibre de la puissance n'est rien d'autre que la capacité de dissuader la frappe stratégique de l'adversaire. Il n'hésite pas à affirmer qu'il faut être fou pour imaginer le scénario d'une première frappe, notant d'expérience que toute avancée technologique est rapidement perdue, qu'il ne faut pas accroître et perfectionner les systèmes d'armes, mais les maîtriser et les limiter (...).

Si Robert S. McNamara vole haut, il n'en contorne pas moins sa vision panoramique par des exemples précis.

Ainsi fait-il toucher du doigt que la dissuasion nucléaire est discutable, et surtout discutable inversée : seule compte l'interprétation par l'autre du verbe déclaratoire de l'un. Lorsque la Maison Blanche lance l'initiative de défense stratégique (IDS) et

qu'elle en appelle à la reconnaissance de sa bonne volonté, voire de son innocence, en mettant l'accent sur le rôle strictement défensif de cette entreprise, McNamara note que les Soviétiques comprennent tout autre chose — à savoir que les Américains n'étaient pas un mur défensif mais se dotant d'une nouvelle capacité offensive. Ils interprètent la conception même de l'entreprise comme une trahison de l'esprit du traité de 1972 sur les missiles antibalistiques (ABM), lequel stipule que ne seront pas mis en service des systèmes d'armes permettant l'interception des missiles offensifs ennemis. La trahison ABM demeure l'événement sur lequel se fonde la foi en la dissuasion — c'est-à-dire en la non-guerre nucléaire. En vertu des clauses de ce qui n'est pas un simple accord mais un traité en bonne et due forme, chacun des deux signataires s'est engagé à s'offrir sans défense aux coups mortels de l'autre. La frappe en retour étant impossible à prévenir, s'avérant en sus imparable et mortelle, une première frappe devient impensable (...).

### L'interprétation de Moscou

De la nécessité de se faire l'autre dans le raisonnement de la dissuasion nucléaire, un exemple récent apporte un éclairant témoignage. Les Américains, au terme de quinze ans de recherches d'un abri invulnérable, ont décidé d'installer tout bonnement dans des sites de leur fusée opérationnelle depuis vingt ans (le Minuteman) vingt-cinq de leur nouveau et remarquable missile offensif : le MX — appelé au Pentagone « Peacekeeper ». Choix, plaide la Maison Blanche, qui témoigne de ce qu'elle ne procède pas à la mise en service d'une arme à toute épreuve et qu'elle entend donc bien ne pas avoir à en user. Mensonge, répliquent les Soviétiques ligotés par la logique nucléaire : édifier un système de défense qui réduit les dommages d'une frappe éventuelle et place dans le même temps les MX dans des sites vulnérables, c'est, en réalité, projeter d'en user en première frappe. Qu'importerait, dans ce cas, la vulnérabilité plus ou moins grande de sites vides ?

Abandonnons McNamara et précisons sur ce point capital l'interprétation soviétique, en donnant la parole à leurs grands responsables. Soulignant

l'incompatibilité de la réduction bilatérale des têtes nucléaires offensives à 6 000 exemplaires pour chaque partie (dans le moment, 12 000 têtes stratégiques sont en service dans chaque camp et 50 000 autres de tout type équipent les armées ou attendent dans les arsenaux) et de la poursuite de l'initiative de défense stratégique américaine — ou « guerre des étoiles », le maréchal Sergei F. Akhromeyev écrit en novembre 1987 : « Nous sommes profondément convaincus que la réalisation d'une défense du territoire des États-Unis serait une radicalisation d'une menace militaire ayant l'URSS pour objectif. » Voilà qui est clair !

Et Robert S. McNamara de commenter : « Il nous faut comprendre que, aujourd'hui, plus que nos actions, ce sont nos déclarations qui guident les Soviétiques (...). Or ils ne peuvent interpréter les mesures qu'ils nous voient prendre que comme le fruit d'une décision, non avouée officiellement, d'abroger le traité ABM quand nous le jugerons opportun et sur un mode qui les mettrait en situation d'infériorité stratégique. Tant qu'ils en seront convaincus, aucun nouvel accord sur la limitation des armes offensives stratégiques ne pourra être signé. »

Voilà pourquoi McNamara, qui n'a plus rien à prouver en matière de patriotisme, prend le risque de pousser R. Reagan au désarmement et veut voir dans l'accord sur les missiles à portée intermédiaire (3 % de la puissance nucléaire actuellement en service) une démarche constructive vers la parité nucléaire générale et basse.

Pour que nous nous acheminions bien vers un tel résultat, il faut que l'opinion publique, informée, pèse de tout son poids. Ce Pléiodyr voudra à jouer ce rôle capital. N'oublions pas que l'homme qui a écrit ce livre, à la fois vade-mecum du grand public et documentaire du stratège contemporain, est celui qui a connu les sursauts froids des échanges de télégrammes entre Khrushchev et Kennedy ; la ministre qui, au plus fort de la crise de Cuba, n'aurait un soir chez lui en traversant les jardins de la Maison Blanche par une belle nuit d'automne 1961 et se demandait s'il lui serait donné d'en goûter une autre...

Gérard GEORGES BUIS.

## PAIEMENT DES ARRIÈRES, OUVERTURE EN DIRECTION DU FMI

# Le renversement des positions soviétiques aux Nations unies

**L**ONGTEMPS méfiante à l'égard de l'Organisation des Nations unies, l'URSS semble avoir changé d'attitude depuis la fin 1987. Les thèses de M. Gorbatchev sur l'« interrelation » des États dans le monde contemporain ont conduit les autorités soviétiques à considérer de plus en plus l'ONU comme un « mécanisme » dont le rôle serait précisément de garantir un certain « équilibre entre des intérêts différents contradictoires ». Le cadre de l'ONU pourrait de surcroît, selon Moscou, permettre la mise sur pied d'« un système complet de sécurité internationale (...) tendant à la complète élimination des armements nucléaires ».

Par MAURICE BERTRAND \*

A la fin de 1987, l'Union soviétique a à peu près complètement renversé ses positions aux Nations unies. Pourtant très occupée par la « perestroïka », le désarmement nucléaire et les périphéries des sommets, la presse n'a pas accordé beaucoup de place à l'événement : il mérite cependant d'être examiné.

Pratiquement, depuis la naissance de l'ONU, l'URSS s'est toujours efforcée d'une organisation où les pays socialistes ne représentent qu'une minorité. Elle n'a jamais cherché à développer ses activités, à toujours critiqué ses dépenses exagérées et les traitements trop élevés de ses fonctionnaires. Elle ne s'est pas intéressée à ses programmes économiques, n'a pas participé à ses programmes d'aide multilatérale à un niveau comparable à celui des Occidentaux, en prétendant que le sous-développement était le résultat de l'exploitation coloniale. Elle n'a pas contribué financièrement à la plupart des opérations de « maintien de la paix », soutenant que certaines d'entre elles étaient illégales (opérations du Congo en 1962-1964, en particulier) ; elle a déduit régulièrement de ses contributions obligatoires les montants correspondant aux activités qu'elle n'approuvait pas ; elle s'est toujours refusée à utiliser la Cour internationale de justice (bien qu'elle en soit membre), s'est opposée au concept occidental de « fonction publique internationale », et s'est efforcée, de façon générale, d'utiliser l'organisation seulement comme forum de propagande auprès des pays du tiers-monde.

Depuis le mois de septembre dernier, cette politique a été renversée sur un grand nombre de points.

Sur le plan des principes, un article de M. Mikhaïl Gorbatchev publié par la Pravda et le Izvestia le 27 septembre dernier (1) a indiqué que l'URSS entendait désormais soutenir l'ONU et contribuer au développement de son

rôle. « Notre monde complexe et divers, lit-on en début de l'article, est en train de devenir, par une évolution inévitable, de plus en plus interdépendant. Et ce monde a de plus en plus besoin d'un mécanisme capable de permettre la discussion des problèmes communs d'une manière responsable et à un niveau convenable de représentation. Ce mécanisme doit permettre la recherche mutuelle pour l'établissement d'un équilibre entre les intérêts différents, contradictoires et pourtant réels de l'actuelle communauté des États et des nations. L'ONU est appelée à être ce mécanisme par les idées sur lesquelles elle a été construite et par son origine, et nous sommes convaincus qu'elle est capable de remplir un tel rôle... »

Cette déclaration de principe est assortie de propositions développées dans l'article lui-même et dans les déclarations ultérieures faites à l'ONU, en particulier par M. V. F. Petrovsky, ministre adjoint des affaires étrangères (2), qui tendent :

— soit à l'ouverture de négociations multilatérales, comme la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la

Cour internationale de justice (les membres permanents du Conseil de sécurité devant faire les premiers pas dans cette direction) ; le développement de l'utilisation des observateurs militaires des Nations unies et de celle des forces de maintien de la paix pour faciliter le désengagement des troupes opposées dans des conflits et garantir les accords de cessez-le-feu et d'armistice ; le développement du soutien accordé au secrétaire général de l'ONU ; la tenue de sessions du Conseil de sécurité au niveau ministériel ; l'extension de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales pour faciliter le règlement politique des situations de crise ; la création d'une agence mondiale de l'espace ; la création d'un réseau de coopération médicale dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

— soit à des études en commun en vue de l'établissement d'un « système complet de sécurité internationale » (création d'une commission indépendante d'experts et de spécialistes qui soumettrait ses conclusions à l'ONU) ; la comparaison des montants de dépenses militaires des divers pays ; la définition des mesures à prendre en cas de violation des accords sur la non-utilisation des armes nucléaires et au sujet des possibilités de piraterie nucléaire ; l'examen collectif des propositions existantes concernant la réforme de l'ONU et de son système ; l'ouverture d'un dialogue sur la reconstruction du système monétaire international ; la création d'un conseil consultatif rassemblant les élites intellectuelles mondiales ; l'établissement au sein de l'ONU d'un système permettant d'identifier à l'avance les nouveaux problèmes qui se manifestent dans l'économie mondiale ; le renforcement de la contribution de l'URSS au développement en fonction des progrès des mesures de désarmement ; l'établissement d'un système mondial d'information capable de faire disparaître les stéréotypes d'« images de l'ennemi », etc.

### Le versement des contributions

**C**ETTE abondance de propositions interrelées avec d'autres suggestions faites en d'autres occasions — comme celle qui concerne la suppression de l'inégalité possible entre les forces conventionnelles du pacte de Varsovie et celles de l'OTAN — est présentée dans le cadre d'ensemble de l'établissement d'« un système complet de sécurité internationale » tendant à la complète élimination des armements nucléaires » et permettant de se mettre d'accord sur « des mécanismes de maintien de la paix à des niveaux réduits d'armement non nucléaires » « fonctionnant sur la base de la Charte et dans le cadre de l'ONU ».

Ces articles et discours ont été accompagnés d'une série de mesures

conciliante et pro-européenne à l'occasion de l'élection du nouveau directeur général de l'UNESCO, facilitant les opérations de mise en œuvre de la convention sur le droit de la mer et, d'une manière générale, adoptant dans la plupart des instances onusiennes une attitude coopérative.

Enfin, les représentants soviétiques laissent entendre volontiers que, après avoir demandé, en vain jusqu'ici en raison de l'opposition des États-Unis, leur admission à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et à l'Accord multilatéral, ils envisageraient volontiers d'adhérer au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale à des conditions à définir, ajoutant que la mise en œuvre de mesures tendant à rendre le rouble convertible était étudiée.

En présence d'une « offensive » de cette ampleur les chancelleries occidentales ont en général adopté une attitude de wait and see. Une admiration certaine pour l'art avec lequel cette offensive est menée (au moment où l'administration américaine perd tout moyen d'influence à l'ONU parce qu'elle ne peut obtenir du Congrès l'autorisation du paiement de sa contri-

bution) se combine avec un sentiment d'inquiétude au sujet de ce que pourraient cacher les formules utilisées. La délégation française n'est pas loin de penser que le concept de « système complet de sécurité internationale » pourrait être une méthode enveloppante pour contraindre moralement la France à l'abandon de sa force de frappe. Toutes les délégations européennes ne sont pas aussi méfiantes, mais leur solidarité avec les États-Unis les empêche de proposer aux Soviétiques d'examiner même les projets relativement précis. Les pays en voie de développement attendent de leur côté...

Tel n'est pas le cas, en revanche, d'une grande partie de l'intelligentsia occidentale, où apparaissent même quelquefois des mouvements d'enthousiasme un peu naïfs. Il reste que nombre d'experts sont intéressés : il ne manque pas de professeurs de droit qui souhaiteraient être consultés sur le renforcement du rôle de la Cour internationale de justice. Les milieux libéraux américains pensent qu'il faut aider l'équipe Gorbatchev à préciser plusieurs points, et de nombreux esprits en Europe, en Allemagne fédérale en particulier, sont du même avis.

### Clarifier le sens des mots et des concepts

**L** reste que, en dépit de sa richesse, le dossier soviétique comporte encore beaucoup de lacunes. Rien de précis n'a encore été dit sur les conditions, la nature et le montant d'une participation éventuelle de l'URSS à l'aide multilatérale au développement, ni sur sa conception d'une réforme de l'ONU et de son système. Le problème d'une participation de l'URSS aux organisations de Bretton-Woods et de sa contribution à une réforme du système monétaire international exige des études approfondies, notamment sur le développement des courants commerciaux entre pays à systèmes économiques et sociaux différents.

Le nouveau type de collaboration envisagé, au sein d'organisations mondiales révisées, entre le monde capitaliste et le monde socialiste exige aussi que les concepts utilisés de part et d'autre soient clarifiés et comparés, pour que des négociations éventuelles donnent le même sens aux mots utilisés. Ce n'est pas uniquement en matière militaire que ces problèmes sémantiques ont une importance essentielle : tel est aussi le cas en matière de « sécurité économique et sociale » ou de « fonction publique internationale ».

L'Ouest et le Sud devraient enfin, de leur côté, se préparer à examiner et à préciser les changements qu'ils seraient prêts à accepter dans la conception et la structure de l'ONU et des autres organisations mondiales pour les rendre

plus aptes à faciliter la collaboration entre régimes différents.

C'est dire qu'un travail considérable devra être accompli. Reste à trouver une méthode — de préférence au sein des organisations mondiales existantes — pour que les nombreux éléments de ce dossier soient, pour l'instant au moins, au niveau des experts, pris en considération et précisés.

(1) Mikhaïl Gorbatchev : « Réalités et perspectives pour un monde plus sûr », publication de l'agence de presse Novosti, Moscou, 1987.

(2) Discours prononcé le 7 octobre 1987 par M. V. F. Petrovsky, ministre adjoint des affaires étrangères de l'URSS, dans le débat général de la dixième commission de l'Assemblée générale de l'ONU.

(3) L'accord sur le Fonds commun des matières premières a été conclu à Genève le 27 juin 1980 sous l'égide de la CNUCED (document des Nations unies TD/IPC/CONF/24 du 28 juillet 1980). Le Fonds doit permettre d'atteindre les objectifs du programme intégré des matières premières de la CNUCED et aider à la conclusion d'accords internationaux sur chacune des matières premières, pour contribuer à la stabilisation des prix. L'accord ne pourra commencer à fonctionner qu'après sa ratification par quatre-vingt-dix États et quand certaines conditions financières seront remplies. Au mois de mai 1987, l'accord avait été ratifié par quatre-vingt-deux États, mais les conditions financières n'étaient pas remplies. Les États-Unis n'ont pas signé l'accord. L'entrée de l'URSS ne suffit pas à permettre le démarrage des opérations, mais à cet égard il est vraisemblable qu'il deviendra possible prochainement.

\* Ancien membre du Corps commun d'inspection des Nations unies.





Les démocraties occidentales sont loin de réaliser les idéaux proclamés. L'affaiblissement des relais traditionnels de la vie politique — partis et syndicats — limite la participation des citoyens aux décisions qui les concernent. Mais le modèle hiérarchique du pouvoir est de plus en plus inadaptable à l'évolution des sociétés qui imposent le partage de l'information et des responsabilités.

Par  
PATRICK  
VIVERET \*

LES biologistes considèrent que le cerveau humain est utilisé à quelque dix pour cent de ses possibilités. On pourrait en dire autant de la ressource potentielle énorme que recèle un système démocratique, qui se trouve très largement gaspillée faute d'outils adaptés à la mutation de nos sociétés.

Les symptômes de cette crise sont multiples. Ils expriment à la fois la fragilisation interne de ses relais sociaux et politiques et son incapacité à fonder une stratégie internationale adaptée aux nouveaux défis que lancent aux démocraties les États du tiers-monde et l'URSS de M. Gorbatchev.

Deux séries de faits apparemment contradictoires se dégagent de la décennie qui s'achève : d'un côté, les valeurs démocratiques organisées autour du principe de l'État de droit font désormais l'objet d'un accord public très large de la part des forces sociales et politiques. Ce fait se constate également en France et dans les pays de l'Europe du Sud, où la critique du caractère « formel » ou « bourgeois » de la démocratie représentative était encore forte il y a vingt ans. Même les courants qui se réclament d'une alternative radicale au capitalisme inscrivent désormais leur action — on le voit bien en Allemagne de l'Ouest — dans le cadre d'une reconnaissance du fait démocratique et affirment la nécessité de sa pleine réalisation plutôt que l'exigence de son dépassement. En France, l'alternance réussie de 1981 et l'organisation beaucoup plus pacifique qu'on ne pouvait l'imaginer de la cohabitation après mars 1986 témoignent d'une maturité démocratique nouvelle dans ce pays qui a passé l'essentiel de son histoire à osciller de révolutions en restaurations. D'un autre côté, cependant, cet accord inédit sur les règles du jeu s'accompagne d'une usure, d'une fragilisation et d'une inadéquation croissante des instruments politiques et sociaux permettant à une démocratie d'assurer en son sein l'équilibre et le contrôle de ses pouvoirs respectifs.

L'affaiblissement du syndicalisme français, une nouvelle fois manifesté par le fort taux d'abstentions (54 %) lors des récentes élections prud'homales, constitue l'un des signes les plus préoccupants de cette crise des relais sociaux. L'Italie a connu un phénomène comparable après l'échec de la grande grève de Fiat, et les *trade unions* britanniques n'ont pas encore

\* Directeur de l'Observatoire de la décision politique, Paris.

surmonté les coups sévères que la politique thatchérienne et l'échec de la longue grève des mineurs lui ont infligés (1).

Cet affaiblissement est à la fois quantitatif (baisse du nombre des militants, des adhérents et des électeurs) et qualitatif : les organisations syndicales qui, à l'instar de la CFDT française ou de la CGIL italienne, avaient tenté de développer une nouvelle stratégie ouvrière en prenant en compte la réalité de l'entreprise se sont trouvées prises entre deux feux, ceux du patronat et ceux de leur propre base. Il y eut en effet très peu d'entrepreneurs pour jouer véritablement le jeu de la négociation conflictuelle et du partage du pouvoir au sein de l'entreprise. Pour l'essentiel, ils ont cherché à exploiter l'affaiblissement du syndicalisme à leur seul profit et à l'avantage de leur seul pouvoir.

Quant aux nouvelles marges de manœuvre financières que l'acceptation par une fraction du syndicalisme ouvrier d'une certaine rigueur salariale a permis de dégager, elles ont été employées davantage à gonfler l'économie financière qu'à favoriser l'investissement productif. Dès lors, la nouvelle stratégie syndicale a été incomprise de la majorité des adhérents. Ce sont ainsi les syndicats les plus classiques dans leurs revendications et leurs formes d'organisation, à l'instar de la CGT et de FO en France, qui sont parvenus le mieux à enrayer leur propre affaiblissement. En jouant aveuglément la carte

de ses intérêts à court terme, le patronat fabrique ainsi un syndicalisme myope. Il va le payer cher lorsque la crise boursière et monétaire commencera à faire sentir ses effets sur l'économie productive.

Autre fait préoccupant : l'incapacité du syndicalisme de salariés à prendre en charge sérieusement la lutte des nouveaux exclus du travail et de la richesse : chômeurs de longue durée, nouveaux pauvres, jeunes en voie de marginalisation sociale accablée (2). Les tentatives courageuses d'associations ou de syndicats de chômeurs pour se donner des outils de lutte et d'intervention sont dès lors loin d'être à la hauteur de l'enjeu dramatique que constitue la stérilisation impressionnante de ressources humaines représentée par les 11 millions de chômeurs de la Communauté européenne.

Ce diagnostic pessimiste doit certes être atténué par le maintien d'une grande vitalité dans le secteur associatif, en particulier en France (voir page 21 l'article de Bernard Cassen). Mais le fait associatif commence à souffrir gravement d'une hétérogénéité qui le conduit à accueillir de plus en plus des associations « bidon » que créent entreprises et administrations pour déroger aux contraintes de la comptabilité publique ou de la fiscalité d'entreprise. Faute d'une clarification et d'un apurement du monde associatif, celui-ci risque de voir son image et son fonctionnement gravement détériorés.

### Inadéquation des relais

SUR le plan des relais politiques de la démocratie, la fragilisation est plus préoccupante encore. La multiplication des « affaires » dans les démocraties occidentales peut certes être versée à leur crédit, dans la mesure où la corruption et l'illégalité ont au moins la possibilité d'être connues et condamnées, ce qui n'est évidemment pas le cas dans les régimes dictatoriaux. Mais ces dévergondages, loin d'être de simples « bavures », constituent au contraire la manifestation d'un dysfonctionnement structurel du système démocratique dans quatre domaines fondamentaux : celui des rapports entre pouvoir et argent, pouvoir et justice, d'une part, pouvoir et expertise, pouvoir et communication, d'autre part.

Les deux premiers problèmes ne sont certes pas nouveaux, mais ils acquièrent une importance considérable dès lors que les masses financières en cause (1 milliard pour la campagne législative de 1986) et la demande de droit croissant dans nos sociétés rendent intolérables l'archaïsme des modes de financement de la démocratie et la confusion de l'exécutif et du judiciaire. La France est, dans ces deux domaines, singulièrement en retard. Seule de toutes les nations démocratiques à ne pas prévoir de règles de financement de son débat public, elle a été contrainte par l'accumulation des scandales à traiter à chaud ce problème en pleine campagne présidentielle. Il serait grave cependant que cette question soit abordée sous le seul angle des partis politiques. Ceux-ci ne sont pas les seuls organes du travail démocratique dans notre pays. C'est l'ensemble de l'outil démocratique qu'il s'agit à la fois de repenser et de financer, ce qui exige une mise à plat des fonctions remplies ou non remplies par les instruments qui concourent à la formation des choix publics : partis, syndicats, associations

d'utilité publique, centres d'expertise et d'évaluation indépendants, lieux de formation des élus et des décideurs politiques et administratifs.

Le statut de la justice est, lui, au cœur de la crise que traversent toutes les démocraties occidentales. Les gouvernements rappellent volontiers la nécessaire indépendance lorsqu'elle leur arrange, mais passent l'essentiel de leur temps à la bafouer (voir page 22 l'article de Christian de Brie). Même ce berceau de l'État de droit que constitue la Grande-Bretagne voit le gouvernement Thatcher attenter gravement à l'indépendance de la justice pour essayer d'en faire un instrument de l'exécutif, comme on le voit dans les épisodes tragico-comiques de l'interdiction de publication des livres d'anciens membres des services secrets britanniques.

En France, la bâtarde de la justice, du fait du rôle exorbitant du parquet, est particulièrement frappante. Contrairement à l'image pieuse dont se réclament les politiques, l'État français, comme l'a montré Blandine Barret-Kriegel (3), n'a jamais été à proprement parler un État de droit. C'est un État « de police et de finance » qui s'est construit dans l'opposition à la noblesse pour unifier le pays. Il a forgé à cet effet une administration de grande qualité et résistante à la corruption, mais qui dispose elle-même d'un formidable pouvoir discrétionnaire. Le système judiciaire, en revanche, a toujours été fragile, et les récentes affaires en matière de communication (dessalement du juge Grélier face à la plainte de M. Michel Droit, partialité du parquet dans l'affaire de Radio-Notre-Dame) ou de terrorisme (expulsion de M. Walid Gerdj, réquisition du procès Abdallah) ont aggravé encore cette confusion de l'exécutif et du judiciaire. Il est aujourd'hui communément admis que

## DÉBATS ÉLECTORAUX

# Les gisements en friche

l'existence d'un ministère de l'information représentait dans ce pays un archaïsme dangereux. N'est-il pas temps de poser la même question à propos d'un ministère de la justice, qui constitue par nature une atteinte à la règle de la séparation des pouvoirs ?

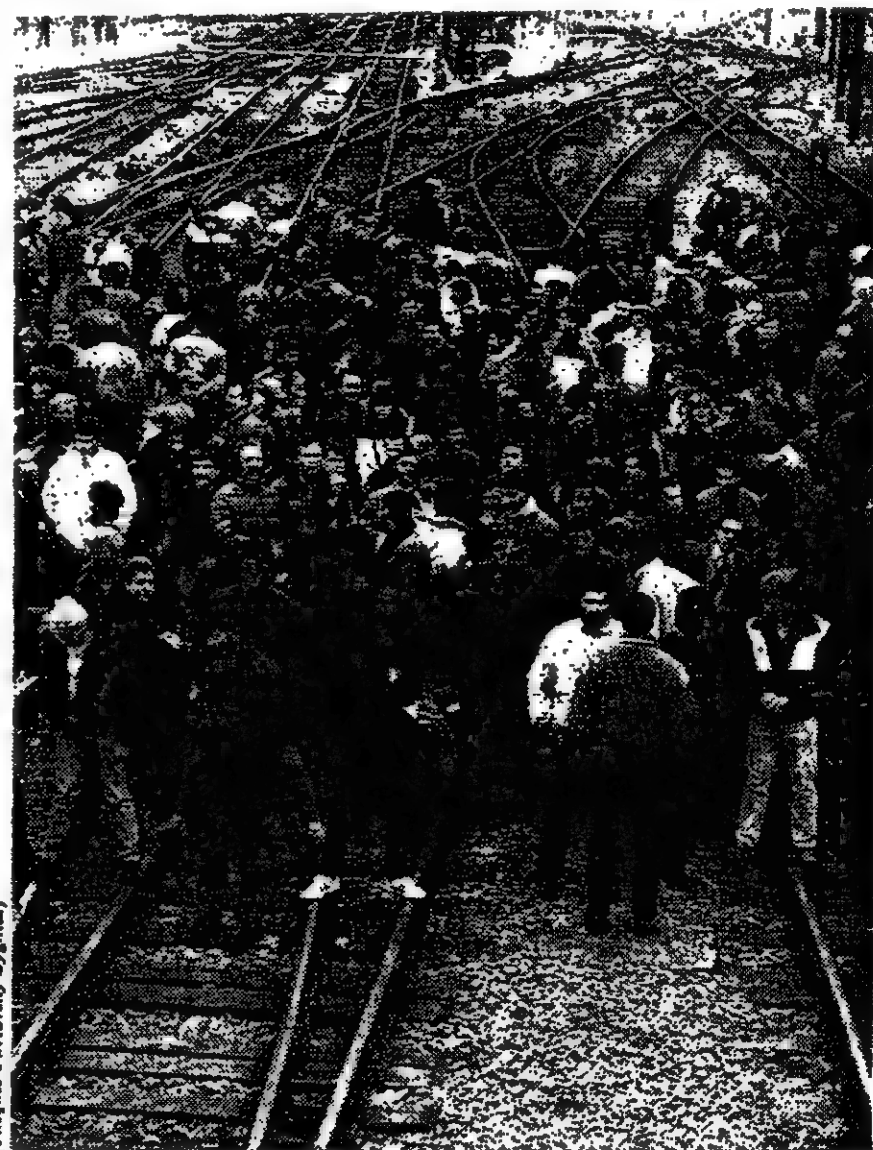
Le problème posé par les rapports du pouvoir avec l'expertise et la communication est, lui, plus récent. Son traitement n'en est pas moins urgent. Ces deux nouvelles formes de pouvoir, essentielles dans un pays développé, existent en effet aujourd'hui sans véritable contrôle ni équilibre.

Le pouvoir de l'expertise est particulièrement frappant en France : les grandes technocraties se sont appropriées ce que l'on peut appeler le « monopole de l'expertise légitime », et, au nom d'une compétence prétendue neutre, imposent des choix décisifs à la nation par leur ampleur financière et par leurs conséquences à long terme. Le Parlement n'a ni les moyens ni le temps

production, mais aussi leurs doubles sociaux et politiques. Car ce n'est pas seulement l'entreprise qui est organisée sur un modèle pyramidal, de façon à réserver l'intelligence et l'information au sommet et à la limiter au minimum à la base. Les syndicats ouvriers, les partis politiques, sont eux aussi issus du même modèle.

Ce genre de critique doit évidemment être manié avec prudence. Tels qu'ils sont, les partis politiques sont des garants essentiels de la démocratie, et ce n'est pas pour rien que tous les régimes totalitaires se fixent pour premier objectif de les supprimer ou de les mettre au pas. De même, le syndicalisme n'est pas le premier responsable de son mode d'organisation. C'est pour répondre le plus efficacement possible à l'ordre inhumain imposé par le patronat taylorien que le mouvement ouvrier a cru nécessaire d'adopter le schéma de ses adversaires.

Mais on ne saurait se réclamer de cette vigilance démocratique pour jus-



GRÈVE DE LA SNCF, JANVIER 1987.  
« Le refus de la négociation et du partage du pouvoir. »

effectif de faire véritablement contrepoids à ces technocraties, qui disposent de moyens de pression importants sur les gouvernements, les législateurs et la presse.

L'exemple des choix nucléaires, qui n'ont été discutés qu'une seule fois au Parlement français lors du débat tronqué de l'automne 1981, est à cet égard particulièrement significatif, mais il est loin d'être exceptionnel : la plupart des grands choix industriels, technologiques et militaires ont été engagés dans ce pays sans réel débat public (4).

tifier le conservatisme des forces sociales et politiques. C'est justement parce qu'ils sont des organes irremplaçables de la vie démocratique que l'on ne peut supporter que les partis politiques restent des sociétés aussi fermées et médiocres. Dans des sociétés où la production et l'échange d'informations constituent aujourd'hui l'activité majeure de la population active, le modèle taylorien est tout aussi impropre au gouvernement des sociétés qu'à celui des entreprises.

Les outils de gouvernement et de contrôle sont ainsi largement inadéquats à l'élaboration et à la réalisation de politiques transversales, à l'utilisation des ressources humaines et à la mobilisation de l'intelligence collective. Si les nouvelles écoles de management mettent l'accent sur la nécessité pour les entreprises de transformer profondément leurs systèmes d'information et leurs rapports sociaux, peu de forces se soucient d'opérer une mutation analogue dans le domaine politique. Et pourtant, la complexité des facteurs et la multiplicité des acteurs qui interviennent dans le pilotage des sociétés, les risques encourus (la survie collective est un enjeu autrement important que la réussite financière), exigent un

### Information et loi du marché

Le pouvoir de la communication s'est organisé, pour le meilleur mais aussi pour le pire, dans toutes les nations occidentales : ce pouvoir dépasse de beaucoup le champ de la presse proprement dite, qui a, en un temps, joué le rôle de pouvoir équilibrant par rapport aux États. Cet aspect, heureusement, est encore réel. Mais la presse est elle-même subordonnée, par la loi du marché, aux nouvelles normes du « savoir-communication », qui la conduisent de façon croissante à traiter l'information sur le mode publicitaire. De plus, partout où il y a un enjeu de pouvoir ou de richesse, une nouvelle catégorie de puissances, « les hommes (ou les femmes) de communication », exerce une influence d'autant plus forte qu'elle se présente, elle aussi, sous les traits d'une expertise neutre et d'urgence donc apparemment pas d'être elle-même contrôlée et équilibrée.

L'impotisme intellectuel qui consiste à faire croire que la privatisation de l'information constitue une garantie de son indépendance face au monopole de l'État est chaque jour plus évidente depuis que *raiders* et promo-

teurs ont mis la main sur une fraction essentielle des outils de communication. La nécessaire distinction de l'information comme service public, distincte à la fois de l'État et du marché, est donc urgente si l'on ne veut pas assister à la disparition progressive de l'indépendance du quatrième pouvoir (5).

Cette inadéquation croissante des formes d'équilibre et de contrôle démocratiques est elle-même liée à la mutation économique et sociale majeure que vivent les sociétés développées. La société industrielle, organisée sur le mode taylorien, a produit des mécanismes sociaux et politiques de même nature : les grands partis et les syndicats de masse se sont constitués comme des machines à canaliser les votes, les revendications ou les passions au sein de structures fortement hiérarchisées, passives en informations et subordonnées au pouvoir des exécutifs.

L'entrée dans des économies de l'information, où l'enjeu essentiel devient la mobilisation de l'intelligence collective, rend dès lors caduques non seulement les formes tayloriennes de la

(1) Voir Maurice Lemoine, « La longue grève des mineurs britanniques », *Le Monde diplomatique*, janvier 1985, et François Poirier, « Les coups de bec de M. Thatcher », *Le Monde diplomatique*, février 1986.

(2) Voir le dossier « Les syndicats accablés à la peine », *Le Monde diplomatique*, février 1986, et notamment l'article de Thierry Baudouin et Michèle Collin, « Les formes ouvrières prises à l'envers ».

(3) Notamment dans *L'État et les esclaves*, Calixte-Lévy, Paris.

(4) Voir Jean-Paul Delage, Daniel Honery et Jean-Claude Debray, « L'électromémoire cotée que coûte l' », *Le Monde diplomatique*, juin 1986.

(5) Voir Ignacio Ramonet, « Maître de l'audiovisuel », *Le Monde diplomatique*, octobre 1987.

## EXPLORATION

# de la dém

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

## Crise du taylor

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...

de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...  
de la démocratie en matière de...











# LIMITES DE LA PROTECTION JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

## Le crépuscule du Rhin

Un an aura suffi pour que les victimes alsaciennes de Sandoz soient partiellement indemnisées ; sans procès. Tandis qu'après dix ans de procédures les Bretons devront attendre l'éventuel pourvoi en appel pour toucher les indemnités que la compagnie américaine, responsable de la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, a été condamnée à leur verser. Pourtant la protection du Rhin progresse moins vite que les dommages causés par la pollution. Car ni les Etats, ni les entreprises ne mettent beaucoup d'empressement à prendre leurs responsabilités.

Par MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU \*

Le Rhin, fleuve tragique par la force des légendes qui y sont attachées, n'a pu être inspirer nos poètes contemporains, est l'enjeu de combats sociaux décisifs pour la protection des sources mêmes de la vie.

Sensibles au sensationnel, les médias ont rendu compte avec abondance du sinistre survenu aux usines Sandoz de Bâle, le 31 octobre 1986, où les pompiers n'ont pu empêcher qu'entre 10 et 30 tonnes de produits chimiques (essentiellement des insecticides et des fongicides à base de mercure) soient déversés dans le fleuve avec les eaux usées pour éteindre l'incendie (1). Deux jours après, la toxicité des eaux du Rhin était cent fois supérieure au niveau tolérable pour les poissons. La réouverture de la pêche, intervenue six mois plus tard, est restée partielle.

Ce dramatique accident, impossible à masquer, a mis en lumière plusieurs points : — les effets cumulés de cette pollution avec d'autres, en particulier les rejets de sel des Mines domaniales de potasse d'Alsace. Le mercure (dont on connaît le danger non seulement pour les poissons mais aussi pour l'homme lorsqu'il consomme ces poissons ; au Japon en 1956, deux cent trente victimes furent recensées sur la baie de Minamata) peut transiter plus rapidement lorsqu'il est combiné à l'ion chlorure. Dès lors, la salinité excessive du Rhin peut « aider » les molécules de mercure libérées par Sandoz à pénétrer dans le réseau phréatique ; — l'existence fréquente d'autres incidents, qui font moins de bruit parce qu'ils sont, pris séparément, moins importants alors que leur accumulation crée rapidement autant de dommages (2) ; — l'inefficacité totale du réseau d'alerte et de contrôle. L'information chronologique par des canaux disparates ; les diverses administrations des différents pays concernés. Les analyses de l'eau

sont les seuls résultats sûrs, mais elles ne désignent pas les pollueurs.

Les dangers courus par le Rhin en raison du développement d'industries polluantes sur ses berges sont connus de longue date. Les Néerlandais, plus sensibles de par leur position géographique en aval, ont provoqué des réunions internationales depuis 1948 et suscité la création dès 1949 d'une commission qui fut longtemps informelle, cependant que la commission économique des Nations unies pour l'Europe publiait un rapport d'alerte en 1963.

Un cours d'eau est pollué « lorsque la composition ou l'état de ses eaux est directement ou indirectement modifié du fait de l'activité de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel ou à certaines d'entre elles (3) ». Situation relative, et qui prend des formes variées : saumures, mercure et autres produits chimiques toxiques, ainsi que pollution thermique par le rejet d'eaux chaudes modifiant considérablement l'équilibre écologique d'un bassin fluvial.

Par une activité autorisée sur son propre territoire, un Etat peut entraîner pour les autres des dommages considérables. Aussi le cadre national est-il inadéquat à la protection de certains milieux. La recherche des solutions est nécessairement universelle.

La lutte contre la pollution transfrontalière couvre aujourd'hui tous les domaines. Et les pays du tiers-monde commencent à se préoccuper des risques parfois incalculables des projets de redéploiement industriel. Certaines firmes multinationales décentralisent la partie la plus polluante de leurs activités dans un pays à main-d'œuvre abondante, bon marché et à faible sensibilisation aux questions de pollution.

### Une réglementation surabondante

Le droit international de l'environnement n'est pas avare de textes ; on dénombre actuellement environ 250 traités multilatéraux et plus d'un millier de traités bilatéraux. Il n'y a pas à s'en réjouir : l'inflation des textes sur un sujet donné est souvent le signe de leur faiblesse juridique.

Parce que la salinité du Rhin était passée de 40 kilos par seconde en 1885 à 835 kilos en 1977 (dont un tiers provenant, très précisément, de l'activité des Mines domaniales de potasse d'Alsace), l'opinion publique néerlandaise, attentive aux effets néfastes sur la santé et sur l'agriculture de ce phénomène, a cherché les moyens juridiques d'obtenir condamnation des pollueurs et réparation des dommages. Les pouvoirs déposités ont amené successivement le tribunal de Rotterdam, puis le tribunal administratif de Strasbourg, à préciser les fondements juridiques de la protection des eaux du Rhin.

Les juridictions peuvent s'appuyer sur le principe 21 de la déclaration de la conférence de Stockholm sur l'environnement humain de 1972, qui vise les dommages d'un Etat à l'environnement d'autres Etats. Elles peuvent aussi se fonder sur les principes coutumiers en matière de responsabilité des Etats.

Mais si les tribunaux, lorsqu'ils sont saisis, sont capables d'une certaine hardiesse dans leur recherche de principes généraux, les gouvernements évitent soigneusement toute reconnaissance, dans un texte conventionnel qui les engage, d'une responsabilité concrète. Ainsi, le projet de convention européenne pour la protection des cours d'eau internationaux contre la pollution n'a jamais pu être adopté définitivement par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. De même, le comité d'experts réuni à l'initiative du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) n'a pas

réussi à adopter un texte sur la responsabilité internationale pour dommages écologiques.

La résistance des Etats se manifeste dans leur préférence pour les organismes d'études et de propositions. C'est le statut qui a été donné à la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution, dont l'existence a été officialisée par l'accord de Berne du 29 avril 1963. Elle dresse un cadastre des pollutions et suit leur évolution, mais reste un organe de consultation purement technique.

Deux conventions ont bien été signées à Bonn le 3 décembre 1976 concernant la pollution du Rhin. Mais la détérioration constante de l'état des eaux du fleuve suffit à montrer les limites de leur efficacité. L'une a pour objet la pollution chimique et propose deux listes : la « liste noire » des substances dont les rejets doivent être progressivement éliminés, et la « liste grise » de celles qui doivent faire l'objet d'une limitation sévère. Cette convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1979. Mais c'est une convention-cadre. Les accords complémentaires qui sont nécessaires se heurtent à des difficultés techniques : sur mille cinq cents substances toxiques, seules cent cinquante ont un profil toxicologique suffisamment connu pour qu'il soit possible de fixer leur statut juridique. Les innovations techniques risquent d'être beaucoup plus rapides que l'élaboration juridique, et il y a une éventualité de substitution de substances dangereuses nouvelles à d'autres.

Pour les rejets de sel, la convention de Bonn du 3 décembre 1976 n'a été ratifiée par la France qu'en 1983 après une forte opposition des députés alsaciens. Et il aura fallu attendre encore quatre ans pour que le gouvernement français annonce enfin les moyens choisis pour honorer ses obligations internationales : une dépollution à par-

tir de janvier 1987 et correspondant dans une première phase à une diminution de 20 kilos par seconde des rejets de sel dans le Rhin (4).

L'excédent de saumures résiduelles doit finalement être éliminé, non pas comme cela avait d'abord été envisagé par injection dans le sous-sol, solution trop dangereuse pour la nappe phréatique, mais par stockage de 200 000 tonnes supplémentaires. Le sel sera entreposé sur un sol étanche pour éviter toute infiltration et en une couche horizontale ne dépassant pas 20 mètres de haut et située sur le territoire de la commune de Wittelsheim.

Cette solution n'a pas été adoptée facilement tant les contradictions sont fortes entre les intérêts agricoles (besoin d'eau douce pour rincer les polders) et sanitaires des Néerlandais, le souci de préservation du sous-sol alsacien, les préoccupations de sauvegarde de l'emploi en Alsace et les intérêts des salines déjà existantes qui s'opposent à la commercialisation du sel résiduel.

Comment s'étonner dans ces conditions que les juristes qualifient de « droit mou », fixant un programme de réduction de la salinisation du Rhin, mais pas les seuils de tolérance au-delà desquels les responsabilités pourraient être mises en jeu ?

Lorsque l'incendie a éclaté dans l'entrepôt des usines Sandoz, la presse a rendu compte de l'indignation des gouvernements des pays touchés face à la lenteur de l'information venant de Suisse. Mais qui a rappelé que l'article 11 de la convention de Bonn contre la pollution chimique prévoit l'alerte immédiate, et que la Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution a élaboré une procédure à cet effet avec, pour les événements concernant une région géogra-

### Critiques carentes dans l'application des normes

Il est vrai que les dommages ont leur source dans l'activité d'un particulier, qui semble n'avoir pas respecté les normes de sécurité auxquelles il était soumis. Mais jusqu'où va la responsabilité internationale de l'Etat dans le contrôle de l'application de ses propres lois ?

Aucun Etat, en l'absence de traité précisant cela dans des engagements internationaux. Dans le champ des rapports sociaux où se situent ces problèmes, il apparaît avec force que les usagers et l'opinion publique ont et doivent avoir de plus en plus une place décisive.

Ce sont eux qui, déclenchant une action juridictionnelle, peuvent amener les tribunaux, à partir de ces textes surabondants, sectoriels et flous, à fixer un droit de l'environnement plus précis. Les obstacles sont nombreux au long de cette course d'obstacles : il faut pouvoir établir le lien de causalité entre l'acte et le dommage, identifier précisément l'auteur (6), qu'il puisse être tenu pour responsable, que le dommage soit chiffrable. Enfin il faut trouver un tribunal compétent, décider quelle est la loi applicable et s'assurer que la décision sera exécutée.

L'arbitrage des Néerlandais dans la question des rejets de sel a montré qu'il n'était pas impossible de répondre à toutes ces questions.

Un progrès a été accompli avec le principe du « forum shopping ». La Cour de justice des Communautés européennes a admis que les juridictions des Pays-Bas (lieu du dommage) étaient aussi compétentes que celles de la France (lieu des rejets).

C'est ainsi que le tribunal d'arrondissement de Rotterdam a condamné les Mines domaniales de potasse d'Alsace à des dommages-intérêts pour rejets illicites.

Et le tribunal administratif de Strasbourg, admettant un recours pour excès de pouvoir des Néerlandais contre les arrêtés du préfet du Haut-Rhin qui accordait des autorisations de rejets de sel, a annulé ces textes.

Aux termes d'une procédure complexe mais dont les résultats sont cohérents, il apparaît que la liberté d'utilisation des fleuves internationaux connaît désormais des limitations (7).

L'essentiel reste encore à faire. Le problème de l'exécution des décisions n'est pas le plus simple. Il semble que les rejets aient continué après les jugements mentionnés. Obtenir la condamnation des pollueurs est certes un succès. Encore faut-il qu'ils ne fassent pas un calcul au terme duquel mieux vaut pour leur équilibre financier une condamnation (qu'ils peuvent espérer tardive, rare et réduite) que les frais beaucoup plus considérables d'une réelle prévention de la pollution.

Il y a urgence. Le droit progresse avec une lenteur considérable par rapport à la rapidité des dommages et à



LE FLEUVE A ANDERNACH. DESSIN DE VICTOR HUGO, 1840

phique importante, un service d'avertissement et d'alerte ? Qu'il est prévu six centrales d'avertissement sur le Rhin, et que ce plan d'alerte, testé puis amélioré, est entré en vigueur en 1982 ?

Dans les jours qui ont suivi le sinistre, Sandoz a d'abord admis sa responsabilité et promis d'indemniser les dommages (sont-ils vraiment chiffrables ?). Le 12 novembre 1986, au cours de la réunion des ministres de l'environnement, c'est le gouvernement suisse qui admet le principe d'un dédommagement. Mais, lorsque le 19 décembre 1986, le ministre français de l'environnement présente une facture de 250 millions de francs, le communiqué publié à la fin de cette nouvelle rencontre dit seulement : le gouvernement suisse « accordera si nécessaire ses bons offices pour le règlement des dommages ». Et c'est bien avec la firme que l'accord de dédommagement est finalement intervenu (5).

sceptique devant l'ambitieux « programme » de cet organisme : diminuer la pollution du Rhin de moitié d'ici à 1995, alors que l'exécution ne dépend que des bonnes volontés ?

L'environnement est indivisible. Pour ne pas accroître la pollution marine, les autorités du port de Rotterdam doivent chaque année, après dragage du Rhin, stocker 10 millions de mètres cubes de boue (9). Le lac prévu à cet effet étant plein à ras bord, les autorités néerlandaises ont entrepris de construire une presqu'île artificielle. Au rythme actuel, cette décharge sera pleine en 2002.

Que ferons-nous de nos déchets au vingt et unième siècle ?

(1) *Le Monde*, 4 novembre 1986.

(2) Une usine chimique néerlandaise, Akzo-Chemie, située près de Rotterdam, a malicieusement accumulé 50 mètres cubes d'eaux résiduelles contenant des produits dangereux (*Le Monde*, 11 novembre 1986). La firme Ciba-Geigy admet que de l'atrazin a fui dans le Rhin (*Le Monde*, 13 novembre 1986) et reconnaît un autre accident, le mardi 21 avril 1987. L'usine BASF de Ludwigshafen, en Allemagne, reconnaît que 1100 kilos de déchet contenant de l'acide acétique se sont échappés dans le Rhin le 21 novembre 1986 (*Le Monde*, 23-24 novembre 1986) et qu'un nouveau déversement accidentel a eu lieu le 20 avril 1987 (*Le Monde*, 23 avril 1987).

(3) A. Kim et CL. Lambrecht, *La lutte contre la pollution de l'eau en Europe occidentale*, Association française de droit international (AFDI), 1969, p. 712.

(4) Le ministre de l'environnement, M. Alain Chenu, a présenté le 7 octobre 1987 le plan de dépollution du Rhin qui sera mis en œuvre par la France (*Le Monde*, 8 octobre 1987).

(5) *Le Monde*, 1<sup>er</sup> octobre 1987.

(6) L'idée a été émise, au moment du sinistre des usines Sandoz, que d'autres firmes auraient pu profiter de l'occasion pour déverser des produits nocifs. Personne n'a poussé plus loin cette hypothèse.

(7) A. Kim, *La Pollution du Rhin*, AFDI, 1983, p. 773.

(8) Actes final du Congrès de Vienne de 1815 et convention de Moyven de 1831, puis convention de Mannheim de 1868 instituant la commission centrale. Traité de Versailles qui consacre l'élargissement de la commission, puis convention de Strasbourg du 20 novembre 1963.

(9) *Le Monde*, 21-22 décembre 1986.

orientée vers la répression de crimes délictuels et de certaines catégories sociales. Elle a façonné un type de comportement de la police et de la justice devenu insupportable au grand nombre.

S'adressant pour l'essentiel à des personnes situées en bas de l'échelle sociale, souvent marginalisées, et au précaire, la répression a dévié des pratiques qui n'ont qu'un lien rapport avec les principes généraux et les garanties légales.

La présomption d'innocence est en leurre. Les conditions tant matérielles que psychologiques dans lesquelles s'effectuent l'interpellation, la garde à vue, l'inculpation et surtout la détention provisoire trahissent le système dans lequel est tenu le citoyen prisonnier innocent mais traité en coupable. Les exemples abondent et ont été nombreux fois rapportés (19). Il suffit de se rendre un après-midi dans un palais de justice pour vérifier le contraste entre les défauts des juges, les propos distingués, le respect minutieux des droits du justiciable qui caractérisent les juges traitant des délits d'affaires, et l'absence de la bousculade, les audiences bâclées de celles jugeant les flagrats délinquants. Deux mondes, deux justices, croisant à quelques mètres sans se rencontrer.

### Des anonymes

L'immense majorité des vols commis sont classés sans suite, la police n'étant pas en mesure d'élucider les affaires et d'identifier les auteurs. Dans le même temps, les effectifs ne cessent de décroître : près de 120 000 pour la police, 50 000 pour la gendarmerie, auxquels s'ajoutent les quelque 20 000 agents de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée.

Collocée entre la police, qui l'appelle en plaintes, et la prison, qui la remplit, la justice court à l'arrière-pensée la politique sécuritaire du gouvernement. Sans s'attacher à l'opinion publique, qui ne cherche à la trouver laxiste et porte un jugement sévère : trop chère, trop lente, trop compliquée. La justice, dans leur majorité, ne lui est pas fidèle et doute de l'efficacité des mesures d'instruction et de l'indépendance des magistrats (23).

Indépendance : ceux qui le peuvent, les forces — se sont organisés pour ne pas passer. Administrations et magistrats du secteur public se sont vus reconnaître le droit de constater et de poursuivre les infractions commises par des délinquants (24) ; certains sont même se sont arrogé (grands magistres et surfaces commerciales). Les tribunaux saisis depuis les années cinquante des procès chers les ont fait se pencher ; elles recourent à l'arbitrage, aux arrangements et à des transactions discrètes. Dans la plupart des domaines économiques et sociaux, les pouvoirs d'instruction et de répression quasi judiciaires (25) ont le risque d'accroître d'une coupe entre la justice et les activités les plus importantes de la société civile. Quant à la demande de sécurité, elle est à l'arrière-pensée, aux fins pures de surveillance, de gardiennage et de répression, dont le chiffre d'affaires est en pleine expansion et des effectifs atteints à 100 000 personnes. Privatisés et sous-traitance des fonctions de justice, sans garanties du respect de l'égalité des droits et des libertés des citoyens, ne sont pas le signe d'une avancée de la démocratie.

(19) Malgré le rôle récent et remarquable du Conseil constitutionnel. Voir *Les Juges de la loi*, Fayard, Paris, 1987.

(20) Cour de sûreté de l'Etat et la « loi des exceptions », en particulier.

(21) Le Conseil supérieur de la magistrature comprend neuf membres nommés par le président de la République, qui le préside. Le Conseil de la magistrature des juges.

(22) Les Juges de la loi, lors de l'audience de 1986 de la Cour de cassation, le 6 janvier 1987.

(23) M. Jean-Denis Bredin au procès de la Cour de cassation, le 6 janvier 1987.

(24) Environ 20 000 en 1970, contre plus de 120 000 aujourd'hui.

(25) Parmi les ouvrages les plus récents : Robert Collard, *En danger de justice*, Fayard, Paris, 1987 ; Daniel Soltes-Larivière, *La justice dans la balance*, Ramsay, Paris, 1987 ; Jean-Pierre, *Palais de justice*, La Sola, Paris, 1987.

(26) Philippe Robert, *Les Comptes de la Justice*, Sirey, Paris, 1985, et *La justice et l'ordre*, Le Monde diplomatique, mai 1986.

(27) Palais de justice, op. cit.

(28) Les Juges dans la balance, op. cit.

(29) Voir le sondage IPSOS publié dans les médias de consommateurs, juillet 1987.

(30) Administration fiscale, des douanes, des ports et flottes, SNCF, RATP.

(31) Commission nationale d'information des Juges (CNIJ), Commission nationale des Juges (CNSJ), Commission nationale des Juges (CNSJ), Commission nationale des Juges (CNSJ).

(32) Conseil de la concurrence.

\* Professeur de droit à l'université Paris-VII.



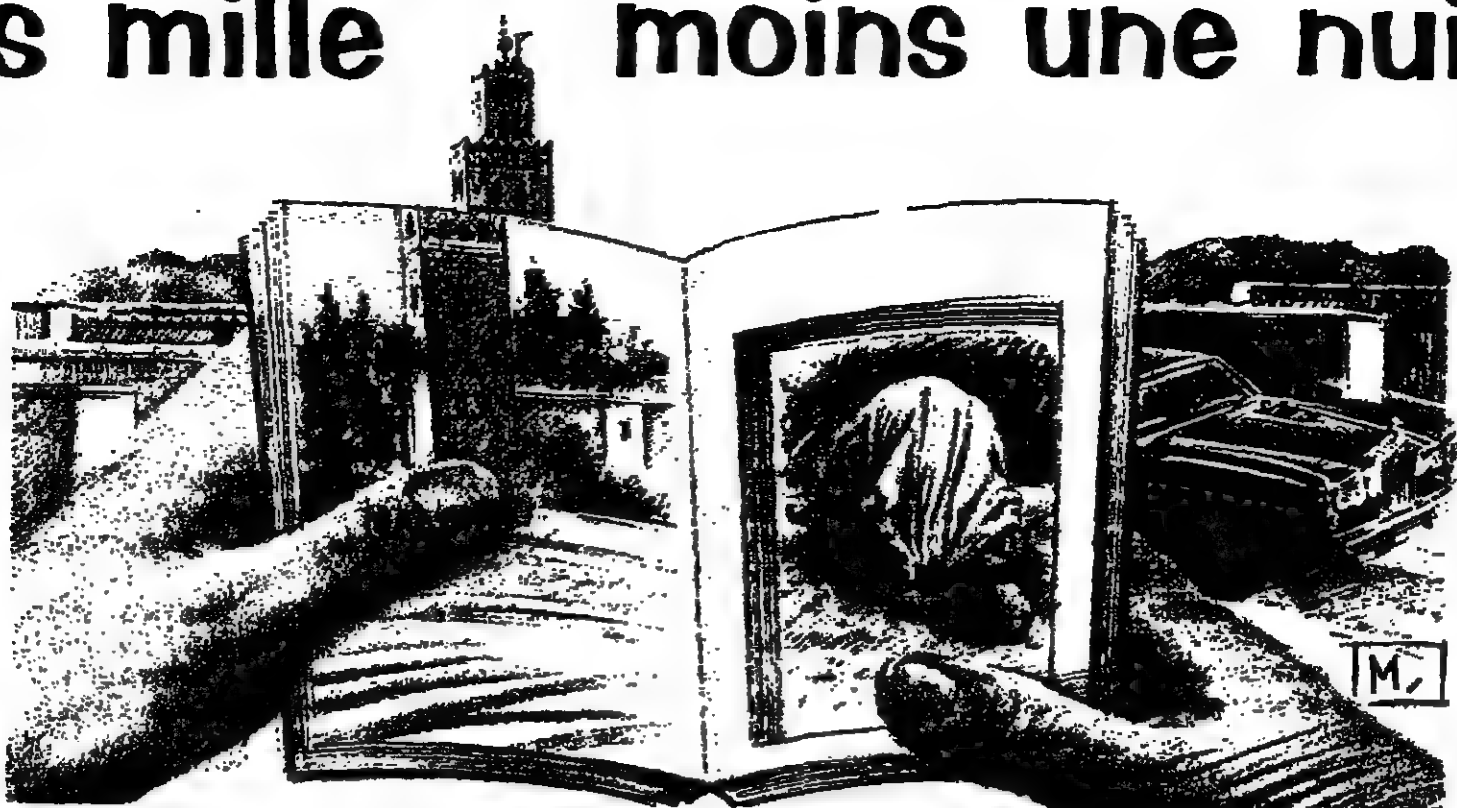
# Les

La livre livre lumineux, au style  
du XVIII<sup>e</sup> siècle (Ph. Moreau)  
écrit d'un auteur qui a pu, dans  
sa réflexion (B. Chénou, Moreau)  
habile pour les diplomates (A. C.)  
écrit sur une théorie du droit de  
la pensée classique la plus pure, de  
la tradition et du modernisme (Ch. L.)  
écrit qui s'inspire à la fois de la  
culture et de l'évolution la plus récente  
de la pensée (Mondes).  
Le légendaire secret qui sous-tend  
ce livre est celui de la pensée  
de chacun de la lire et de la



## DRÔLE DE NOCE A MARRAKECH

# Les mille moins une nuits



Par  
**JUAN  
GOYTISOLO \***

**D**E la terrasse de ta maison, où tu profitais des matinées diaphanes pour lire au soleil, tu pouvais voir les murs ocre du mchouar (1), les palmiers et les oliviers du jardin public, les contreforts de l'Atlas recouverts d'une neige éternelle et, plus près, sur l'esplanade située dans l'enceinte déserte où jadis les sultans recevaient les requêtes et plaintes de leurs sujets, la maigre silhouette du jardinier, dissimulée à tous les regards, mais non en tien, par les haies et les massifs de fleurs théoriquement objets de tous ses soins et qui, accroupi, immobile, fumait pacifiquement une pipe de kif. Sa présence furtive, protégée par la douceur de sa cachette naturelle, s'intégrait harmonieusement au tableau et ajoutait une note d'apaisement au calme hivernal que tu recherchais.

De temps à autre, distrait par la sirène qui escortait un dignitaire venu présenter ses hommages, tu regardais instinctivement vers l'endroit où le garçon se reposait, et tu le découvrais, la serpe et le sarclor à la main, tout occupé à sa besogne éphémère et trompeuse pendant que les automobiles traversaient en trombe l'esplanade et disparaissaient par les arcades du mchouar, apportant la fine fleur du royaume. La minutie complicité qui te liait à lui s'établissait chaque fois que tu suspendais ta lecture : quelques minutes après cette interruption sonore, quand tu levais une fois encore les yeux avant de te replonger dans ton livre, tu l'apercevais, de nouveau accroupi avec son sebei, (2) loin, très loin de la rue et de ce monde. De son côté, il avait fini par saisir que vous étiez complices, que son infraction béate était connue et appréciée de cet étranger qui lisait sur sa terrasse dans la douceur du matin : vous vous lanciez de brefs regards, séparés par le bassin d'où montait le chocur lancinant des grenouilles, puis vous retourniez à votre réverie, peut-être reconfortés par cette reconnaissance tacite de vos affinités.

**L**e s'appelait Boujmaha, l'apprenti gardien de la maison où tu logeais, il était arrivé de la campagne quelques mois plus tôt, on ne lui connaissait à la ville ni parents ni amis. Pauvrement vêtu et chaussé, coiffé d'un bonnet de laine qui lui donnait l'air d'un lutin, il paraissait cependant se satisfaire de cet emploi sûr, facile et mal rétribué. Le kif était son unique distraction, et il fumait lentement, avant et après avoir ouvert le cornet en papier contenant les cacahouètes ou les graines de courge qui composaient son maigre repas, quand il

avait dit les prières prescrites, obéissant à la voix en stéréophonie des muezzins, tourné à genoux vers la mosquée.

Un matin, tu ne le vis pas ; tu eus beau scruter patiemment les parterres et massifs de fleurs proches du palais, tu ne le découvris nulle part. Mais tes inquiétudes quant à son absence durèrent à peine l'espace d'une journée. Pendant que tu dinais, le gardien, tout réjoui mais un peu jaloux, te communiqua la nouvelle : Boujmaha s'était marié !

Quand ? Comment ? Et surtout, avec qui ?

Un prince magnanime de la dynastie régnante, à l'occasion de la naissance, ou du mariage, ou d'une fête d'un de ses enfants, avait décidé de marier et doter ses plus fidèles serviteurs en récompense de leurs services.

Qu'est-ce que Boujmaha avait à voir là-dedans ?

Obéissant aux ordres du chérif, les membres de sa suite s'étaient mis en quête de candidats dans les alentours du palais et, après avoir commenté, étaient arrivés jusqu'à lui.

Qui lui avait raconté cette incroyable histoire ?

Incroyable ? Authentique ? Il l'avait vu de ses propres yeux : Boujmaha conduit dans une automobile noire, longue et silencieuse comme un crocodile, chez le tailleur et le barbier ! Une fois paré et pomponné, on devait l'emmener dans son village chercher sa famille.

La mariée...

Il ne la connaissait qu'un moment de la cérémonie. Qui sait, peut-être qu'elle était jolie...

Et si elle ne l'était pas ?

Tant pis ! dit le gardien. S'il passait au service du chérif, les occasions ne lui manqueraient pas...

Je m'endormis l'esprit en paix. Boujmaha propre et bien mis ! Recoré en Holle au palais ! Marié en grand tralala avec la digne employée d'un chérif généreux !

N'était-ce pas le rêve qu'il caressait en secret dans le calme de sa cachette, quand il sortait de sa chaussette le sebei et qu'il allumait sans hâte le fourneau de sa pipe ?

**J**e repris mes lectures sur la terrasse, entrecoupées de pauses pendant lesquelles j'examinais le profil enneigé des montagnes, le sveltes panache des palmiers, les murs ornés du mchouar. Dans les jardins de l'enceinte extérieure du palais, animés par la présence multicolore des bécotes de sentinelles et gardiens, les employés arrosaient les massifs fleuris, occupaient les haies de tuyas avec leur sécateur.

Après quelques heures de vagabondage dans les méandres du texte, je levai la tête, mû par un pressentiment, et regardai vers l'endroit où habituellement se cachait mon complice : Boujmaha était là.

Je me précipitai chez le gardien. Pourquoi diable m'avait-il trompé ? Que venait faire le garçon dans le jardin, avec sa djellaba usée et son bonnet de laine pointu ? N'aurait-il pas dû être à cette heure-là auprès de la mariée, en train de profiter de ce cadeau miraculeux qu'est un mariage tous frais payés ?

**V**ERSION de Boujmaha : la cuisinière du chérif, qui cherchait un mari, était vieille, très vieille, plus de soixante-dix ans, on l'avait maquillée et arrangée pour dissimuler sa peau et ses rides, mais il avait réussi à l'entrevoir, bien que la cérémonie ait eu lieu dans une quasi-obscurité, et il n'en avait pas voulu. Rendez-vous compte, prendre pour épouse une femme édentée, qui avait déjà un pied dans la tombe ? C'était comme se marier avec sa grand-mère ! Alors, il était parti sans demander son reste, et avait rendu au chérif tous ses présents.

En réalité, comment le gardien d'un air goguenard, après avoir fait le tour du quartier pour recueillir d'autres versions de l'événement, ce ne s'était pas passé comme il le disait. C'était elle qui l'avait repoussé. On lui avait trouvé trois prétendants pour qu'elle-même décide, et son choix s'était porté sur un autre. L'histoire de la vieille et de la bouche édentée n'était qu'une invention de Boujmaha pour cacher son orgueil blessé et préserver son amour-propre.

**T**U le voyais à nouveau, dans la cachette où il interrompait longuement chaque jour son travail fastidieux, avec sa vieille djellaba et son bonnet de lutin, fumant, divaguant, faisant ses dévotions, tout semblait n'avoir été qu'un rêve, la mariée, les cadeaux, la Holle, la visite au tailleur et au barbier, l'échec de la rencontre au palais. Vous vous regardiez, silencieusement complices, il sortait comme avant la pipe de sa chaussette, aspirait quelques bouffées de kif, planait sur son tapis, heureux et léger. D'après ce que le gardien de ta maison avait pu savoir, son habit de marié lui appartenait et, confiant dans sa bonne étoile, il le conservait pour une meilleure occasion, soigneusement emballé dans son armoire.

(Traduit de l'espagnol par Allan Scholman.)

(1) NDLE. Palais fortifié.  
(2) NDRL. Pipe de kif.

Alain Plantey, membre de l'Institut

## DE LA POLITIQUE ENTRE LES ETATS Principes de diplomatie

Un livre lumineux, au style rigoureux. Un traité à l'image de ceux des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (Ph. Moreau-Desargues, *Défense nationale*).

Ouvrage d'un auteur qui a pu, dans l'action diplomatique, puiser les éléments de sa réflexion (B. Chenot, *Revue des Deux-Mondes*).

Une bible pour les diplomates (J. Cazenave, *le Figaro*).

Ouvrage d'un théoricien du droit de l'Etat et des relations étrangères appuyée sur une expérience incomparable, dans le grand courant de la philosophie classique la plus pure, dans la ligne des travaux de l'esprit qui associent tradition et modernité (Cl. Leclercq, *Revue du Droit public*).

Traité qui s'inspire à la fois de la tradition française aussi bien qu'internationale et de l'évolution la plus récente des pratiques (F. Puzos, *Revue des Deux-Mondes*).

Le légitime secret qui sous-tend ce livre de passion et de raison est un motif pour chacun de le lire et de le méditer (D. Decaux, *Politique étrangère*).

200 FF.

Ed. A. PEDONE - 13, RUE SOUFFLOT - 75005 PARIS - 43-54-05-87

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ-VOUS

**LE MONDE**  
diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyer le coupon ci-dessous au par MINISTRE DES LÉGENDES, Paris 1400



Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

Service des abonnements BP 60709 - 75422 Paris Cedex 09

TARIF ABONNEMENTS	1 AN 12 numéros	6 MOIS 6 numéros
France, Andorre, Monaco, ports militaires et maritimes	182 F	90 F
ÉTRANGER		
VOIE NORMALE (autres destinations)	226 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
● Europe, Pays du Maghreb	260 F	138 F
● Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
● St-Pierre-et-Miquelon Spés000, Dom.		
● Amérique du Nord/Sud,		
● Cameroun, Madagascar, Zaire	313 F	169 F
● Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F



250 MILLIONS DE DOLLARS DE PROFITS EN 1986



## La « culture Disney » à la conquête d'un parc-tremplin en Europe

Avant même sa construction, le futur parc Eurodisneyland de Marne-la-Vallée, près de Paris, a déjà contribué à divertir les Français en soulevant une polémique assez confuse. Le débat, d'abord économique, a très vite glissé vers la question, beaucoup plus floue, de l'impact sur la vie culturelle française. Sujet hautement passionnel, qui a suscité maintes prises de position et autorisé toutes les spéculations.

Mais, partisans ou adversaires du projet, les Français savent-ils ce que les soteurs principaux — les dirigeants de la société Disney — pensent réellement des enjeux culturels de leur entreprise ? Les partenaires américains d'Eurodisneyland ont beaucoup à dire sur le sujet. L'abondante littérature d'entreprise et l'histoire officielle de la société Disney montrent que ses cadres réfléchissent depuis des décennies à la dimension sociale et culturelle de leurs produits. Et demeurent tout à fait conscients de leur influence potentielle.

Géant international de la communication, la société Disney possède les moyens de ses ambitions, comme le prouve le succès remporté lors des négociations avec les pouvoirs publics français.

Par YVES EUDES \*

L'IMPACT de la société Disney sur l'environnement culturel français dépendra d'abord de sa puissance financière. Or celle-ci est considérable, même à l'échelle américaine. The Walt Disney Company est un groupe composé de 12 sociétés — fortes de 32 000 salariés — regroupées en 4 grandes divisions : parcs d'attractions et centres de séjour ; production, distribution et diffusion de films et programmes télévisés ; opérations immobilières ; produits dérivés, y compris presse et édition, disques, jeux éducatifs, logiciels et objets divers à l'effigie des personnages créés par Walt Disney.

Cette structure est complétée par Walt Disney Imagineering, société d'ingénierie et de conception employant 600 personnes, qui fournit l'ensemble du groupe en innovations technologiques et qui intervient dans la création et la réalisation des produits nouveaux de toutes les divisions.

Depuis quelques temps, le groupe Disney connaît à nouveau une expansion rapide et continue. Les difficultés du début des années 80 semblent surmontées. À la suite d'une série d'offres publiques d'achat (OPA), le groupe a été restructuré, les nouveaux actionnaires ont renforcé sa situation et apporté de nouveaux soutiens bancaires. Ces événements se sont accompagnés d'un renouvellement de l'équipe dirigeante et de l'élaboration d'une nouvelle stratégie, qui, pour le moment, semble fort efficace (1).

Le redressement du groupe est en bonne voie : en 1986, ses revenus bruts s'élevaient à 2,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 23 % par rapport à ceux de 1985, eux-mêmes supérieurs de 22 % à ceux de 1984. 1987 a encore été une année record : le chiffre d'affaires du premier semestre a dépassé de 39 % celui de la même période de 1986. L'évolution des bénéfices est tout aussi positive : presque 250 millions de dollars nets pour 1986, en hausse de 43 %. La société Disney a ainsi pu commencer à assainir sa situation financière en allégeant le poids de sa dette. Elle a, de surcroît, procédé à 400 millions de dollars d'investissements nouveaux en 1986 et à plus de 150 millions pour le seul premier trimestre 1987.

### Un essor spectaculaire

CES succès sont dus en grande partie à la politique de la nouvelle équipe mise en place en 1984, qui a su renforcer et renouveler sa stratégie « multimédia », principe de base de toute l'aventure Disney depuis les origines. Les nouveaux dirigeants n'ont pas fait carrière au sein du groupe, ils arrivent directement des grandes sociétés de production (les « majors ») de Hollywood et des grandes chaînes de télévision. M. Michael Eisner, l'actuel PDG, a quarante-cinq ans, il a commencé sa carrière à ABC, puis passa à CBS avant de devenir le patron de Paramount. Conséquence : la division cinéma et télévision de Disney absorbe à nouveau une bonne part des investissements et connaît un essor spectaculaire.

Le cœur historique de la société, le département animation, vient d'être restructuré et informatisé, et la production de longs métrages d'animation reprend sur de nouvelles bases. L'objectif est d'en produire un tous les dix-huit mois. Dans le domaine du cinéma, les studios Walt Disney travaillent actuellement sur plus de cent projets. Sept longs métrages pour la jeunesse sont sortis en 1987.

D'autre part, Touchstone, la société de production « tous publics » du groupe Disney, a réalisé en 1986 une poussée inattendue en obtenant les meilleures recettes pour l'ensemble des films sortis en salle sur le marché américain. Disney possède en outre l'avantage unique de pouvoir puiser indéfiniment dans son catalogue de grands classiques du dessin animé, qui rencontrent à chaque nouvelle sortie un succès inégalable dans le monde entier. Le groupe est également devenu un des leaders mondiaux de la commercialisation de vidéocassettes, avec des ventes avoisinant le million par trimestre sur le seul marché américain.

Les productions Disney pour la télévision ont suivi la même évolution. Le groupe a réussi un retour en force sur les grandes chaînes ABC et NBC, et une percée spectaculaire sur le marché des stations locales ou indépendantes. Fait nouveau, Disney diversifie sa production et se lance dans les jeux télévisés et les émissions à thème économique.

\* Auteur de *La Conquête des esprits*, La Découverte, Paris, 1982 ; directeur de MET Constantin, Paris.

La distribution de tous ses produits est désormais coordonnée par la filiale Buena Vista, dont l'activité internationale est relayée par un réseau mondial de bureaux à l'étranger.

Le groupe Disney augmente également la capacité de diffusion directe de ses productions. The Disney Channel, chaîne par satellite à destination des réseaux câblés, émet à présent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et a élargi sa programmation pour attirer des audiences de tous âges. Par ailleurs, Disney vient de pénétrer en force dans le monde de la diffusion « classique » en rachetant pour 320 millions de dollars la station KJH-TV, qui couvre toute l'agglomération de Los Angeles.

Le secteur audiovisuel est donc redevenu un moteur essentiel de l'expansion du groupe. L'impact financier direct est, bien sûr, considérable : le chiffre d'affaires de cette branche, qui était passé de 200 à 500 millions de dollars annuels entre 1982 et 1986, a dépassé, au cours du premier semestre 1987, les 500 millions.

Mais la présence de plus en plus massive des productions Disney sur les écrans du monde entier

changé. La baisse de fréquentation des parcs qui avait marqué le début des années 80 est enrayée. Le chiffre d'affaires des parcs de Californie et de Floride, qui avoisinait le milliard de dollars en 1984, fut de 1,4 milliard en 1986. La fréquentation a augmenté de 8 % en un an (11 % pour Disneyworld), et les activités « parcs et loisirs » ont permis de dégager une très confortable marge brute de 26 %.

Disney a investi ces trois dernières années presque 600 millions de dollars par an pour moderniser et agrandir ses parcs existants. L'intégration entre les parcs et les studios d'animation a tous les niveaux. Les nouvelles attractions s'inspirent de plus en plus directement des techniques de plateau de tournage et sont systématiquement appelées à la vidéo : pour les concevoir, la société a su attirer des cinéastes aussi brillants que Francis Coppola ou George Lucas. Aux portes de Disneyworld se construit un complexe ultramoderne de studios qui seront à la fois un lieu de travail pour les prochaines productions de Disney et une attraction d'un genre nouveau pour le public du parc.

La nouvelle phase d'expansion internationale, qui va culminer avec la création d'Eurodisneyland, suit

che d'inspiration et de précédents. Il lutte avec acharnement pour financer son futur chef-d'œuvre, allant jusqu'à y englober sa fortune personnelle ; il dessine et rédige projet sur projet. Quand son univers, jusque-là fait d'images fugaces, s'inscrit enfin dans la pierre et dans l'espace, Walt Disney y passe l'essentiel de son temps, travaillant sans relâche. Il ira jusqu'à construire sa maison à l'intérieur du Repaire des pirates, et seule la mort l'empêchera de s'installer définitivement en son « royaume ».

Acteur de Disneyland, un haut talus, symbole suprême du rêve du fondateur, isole le « monde enchanté » de la ville, banale, polluée et dangereuse ; ce rempart s'élève en même temps que les constructions alentour afin de préserver la pureté de l'horizon. Au sein de la muraille protectrice, cinq aires (l'Aventure, le Far-West, le Repaire des pirates, le Pays fantastique et le Pays du futur) s'ordonnent à partir d'une place centrale et d'une grand-rue. Ce schéma deviendra le modèle infaillible des autres Royaumes magiques.

### La cité idéale

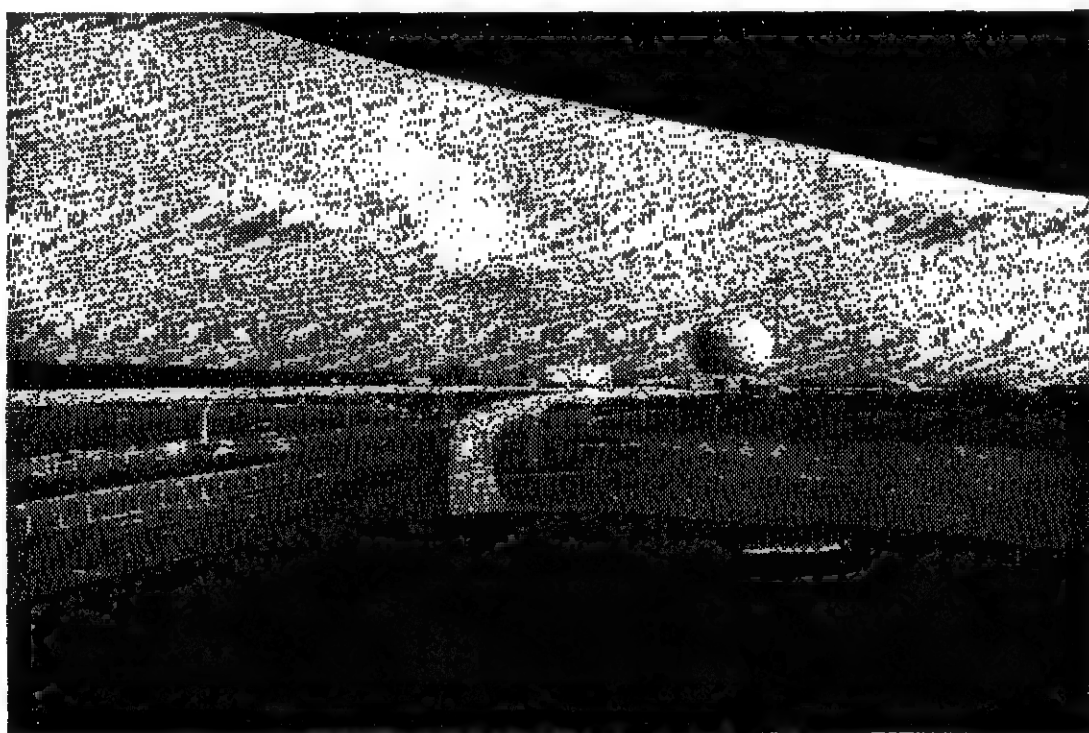
POURANT le Disneyland de Californie n'était qu'un demi-succès. Cerné par une banlieue anonyme, il ne pouvait ni grandir ni rayonner sur son environnement. Or l'Amérique profonde était déjà séduite par le modèle de cité idéale pensé par Walt Disney. Dès 1965, James Rouse, urbaniste de renom, déclarait devant ses pairs réunis à l'université Harvard : « Disneyland est le plus grand réalisation existant aujourd'hui aux États-Unis en matière d'urbanisme (2) ». Walt Disney n'était donc pas le seul à vouloir vivre en permanence dans un Disneyland. Du parc d'attractions géant, avec tous ses équipements urbains et collectifs — y compris un métro aérien — à la ville véritable, le pas allait être franchi naturellement.

Avec le Disneyworld de Floride, la perception est enfin atteinte par les héritiers spirituels (et matériels) du maître. Au lieu du talus, ce sont 11 000 hectares de terres vierges qui séparent le nouveau royaume du monde extérieur, laissant le champ libre à tous les agrandissements, et à une série d'opérations immobilières de très grande envergure. Ainsi, aux côtés de Disneyworld fut érigé le Prototype expérimental de la communauté de demain (EPCOT Center), qui est à la fois une exposition universelle permanente et une exposition scientifique et technologique permanente et animée par les plus grandes entreprises américaines.

D'autres projets importants sont en cours de réalisation. La société Disney en est arrivée peu à peu à édifier une véritable ville nouvelle, qui attire une importante population et de nombreux investisseurs. La ville voisine d'Orlando est ainsi devenue le troisième site hôtelier des États-Unis ; en quinze ans, sa population a doublé, et le nombre d'emplois y a presque triplé. Hôpitaux ultramodernes, institutions d'enseignement (dont la Disney University) et infrastructures de toutes sortes se multiplient. Ce comté du Vieux Sud assoupi est devenu un lieu cosmopolite et tourné vers les technologies de pointe.

Le groupe Disney contrôle l'aménagement urbain et travaille dans les transports, les communications, l'enseignement et l'énergie en liaison avec les agences fédérales. Il a même entrepris de restructurer l'économie et de transformer l'agriculture de la région en mettant en œuvre le plan d'irrigation et de drainage « le plus complet et le plus perfectionné des États-Unis (3) ». Disney soutient financièrement toutes les associations de citoyens qu'elle juge bénéfiques au « bon développement communautaire », et s'engage à être « fortement impliquée dans la vie civique (3) » de la région.

A première vue, ce type d'opération est difficilement exportable. Pourtant Disney a trouvé sans mal des pays d'accueil, séduits à la fois par les perspectives économiques et par la renommée mondiale de la société. La grande aventure de l'implantation à l'étranger débuta en 1982 avec la création de Tokyo Disneyland. Le succès du parc fut immédiat et durable puisque, trois ans après, il était son trente mille visiteur. En outre, l'opération a été rentable à très court terme pour Disney, qui a surtout exporté son modèle de « cité idéale » et son savoir-faire sous forme de licences et de franchises, laissant l'essentiel de la charge financière aux investisseurs locaux et assurant le reversement de royalties (137 millions de dollars en 1986) dès le début de l'exploitation.



MONUMENTAL DU FABRIC EPCOT CENTER EN FLORIDE  
Le prototype expérimental de la communauté de demain

représente aussi l'outil idéal de promotion des autres activités. Ainsi, les produits dérivés à l'effigie des personnages de Walt Disney sont en passe de susciter une véritable industrie : les recettes et royalties perçues ont dépassé les 160 millions de dollars en 1987. Le premier supermarché offrant exclusivement des produits Disney vient d'ouvrir en Californie.

Mais les parcs d'attraction (Disneyland, en Californie ; Disneyworld, en Floride, et Tokyo Disneyland) sont bien sûr les grands bénéficiaires du puissant regain d'activité du secteur cinéma et télévision. La société renoue ainsi avec la grande tradition établie il y a trente-cinq ans par Walt Disney en personne. Ne disposant pas des capitaux nécessaires à la construction de son parc, il avait trouvé la solution idéale : Disneyland serait financé par la télévision. L'accord fut conclu avec le réseau ABC, qui apporte une bonne part des capitaux nécessaires. De son côté, Walt Disney fournissait à ABC une heure de programmes hebdomadaires.

La « Disneyland TV Show » exista donc longtemps avant le parc lui-même : l'un des temps forts de l'émission était le reportage régulier rendant compte des progrès réalisés dans la construction du « Royaume magique ». L'inauguration de Disneyland eut lieu, en juillet 1955, devant 90 millions de téléspectateurs, record absolu pour l'époque.

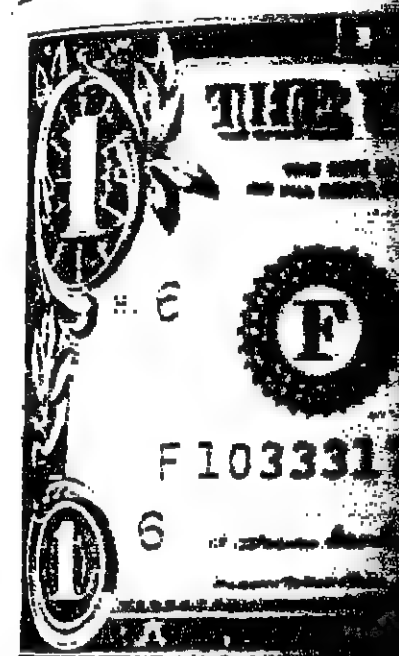
Aujourd'hui, l'alliance avec la télévision se fait sur de nouvelles bases, car le groupe Disney maîtrise toutes les phases du processus, et le principe a pu

la même stratégie. En France, terre d'accueil d'Eurodisneyland, et donc cible prioritaire, l'émission du samedi soir, « Disney Channel », occupe depuis plusieurs années une place de choix dans la grille de FR 3. Au-delà, le puissant réseau de distribution du groupe a su se mobiliser sur tous les marchés, puisque les ventes internationales de programmes de télévision ont quadruplé en deux ans.

Si la production audiovisuelle reste le fer de lance de l'expansion du groupe, les parcs d'attraction, avec 60 % du chiffre d'affaires, constituent désormais le cœur de son dispositif commercial et financier. Surtout, ils sont devenus le point d'ancrage et la matérialisation du grand rêve de l'illustre fondateur, dont la personnalité étonnante continue de marquer la vie de l'entreprise.

Walt Disney (1901-1966) n'était pas seulement un artiste et un homme d'affaires génial, c'était aussi un visionnaire, habité par l'ambition éternelle d'élaborer de créer de toutes pièces un « royaume magique » qui porterait son nom et dont il serait le roi. Ce lieu, inédit dans sa conception et sa vocation, se développerait selon deux principes : d'abord en dispensant simultanément joie de vivre, divertissement et savoir ; puis en bâtissant sans relâche, en maîtrisant l'espace alentour et en aménageant un territoire de plus en plus vaste.

A partir de 1952, Walt Disney consacra toute son énergie à la création de son « royaume », qui, rétrospectivement, apparaît bien comme la grande croisée de sa vie. Il parcourut le monde à la recher-



### Le goût d'être ensemble

LE goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.

Le goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.

Le goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.

Le goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.

Le goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.

Le goût d'être ensemble est une notion de plus en plus importante. Les hommes cherchent à vivre ensemble, à partager, à communiquer. C'est ce qui fait d'Eurodisneyland un projet unique, où l'on peut vivre une expérience commune, où l'on peut se rencontrer, où l'on peut se connaître.





gry) : et il aurait toujours voulu un amour particulier à la France, à tel point que, dès 1918, trop jeune pour être soldat, il dut mentir sur son âge pour être enrôlé dans le corps expéditionnaire américain et venir se battre pour la France... Aussi, « respectueux bénéficiaire de la richesse culturelle de la France », EuroDisneyland sera « en harmonie avec la culture et les aspirations du peuple français », et saura « mettre en valeur la culture, l'histoire et le patrimoine européen (4) ».

Un autre axe de l'argumentation consiste à minimiser le caractère typiquement américain de « l'esprit Disney » : « Pour que la philosophie de Disney s'implante en Europe, il est fondamental qu'elle soit présentée comme un phénomène mondial et non pas comme une invention spécifiquement américaine (5) ». Pour ce qui est des méthodes de travail, « la façon de faire américaine doit être appliquée, mais pas présentée comme telle ». Tout le problème consistait donc à « internationaliser l'esprit de Disney sans l'altérer (5) ». Quant au produit lui-même, dans son message et son contenu, il est réinterprété en faisant appel à la mémoire de Walt Disney. Ses créations ne sont plus américaines, elles sont le produit d'un génie solitaire dont l'œuvre atteint d'emblée à l'universel : « Walt Disney était un homme vraiment unique, américain mais citoyen du monde, qui savait parler à toute la planète... Le magicien de ses films a franchi les côtes américaines, traversé toutes les frontières, effacé toutes les barrières linguistiques et culturelles (3) ».

### Pour un nouveau métissage

MAIS ces précautions diplomatiques servent en fait à introduire la véritable concept-cible de la nouvelle image de marque internationale de Disney : l'enrichissement mutuel débouchant sur un nouveau métissage culturel transatlantique. Le discours se rapproche ici des thèmes classiques de la culture Disney, et renoue implicitement avec la grande tradition messianique de la pensée américaine. Le problème est attaqué de front : « Il est facile de poser la question culturelle d'EuroDisneyland en termes de conflit. Facile et en définitive ni très exact ni très subtil. Car la richesse de toute culture réside dans sa capacité à intégrer des éléments d'origines diverses et à les faire siens (3) ».

Dans le grand brassage millénaire et universel des cultures, plus rien n'appartient en propre à aucune nation. Ainsi la culture française « dont le génie particulier a été de réaliser la synthèse entre cultures du Nord et cultures méditerranéennes... (3) », s'est nourrie d'emprunts avant d'être livrée à son tour de par le monde. C'est également le cas de la « culture Disney » : ses contours et son bestiaire symbolique furent empruntés à l'Europe du Nord, qui les traita de la tradition hellénique, elle-même inspirée des Perses...

La création d'EuroDisneyland et l'environnement de la culture Disney en Europe marquent donc une étape nouvelle dans ce « métissage » de culture planétaire : « Il faut penser la rencontre de la culture spécifique créée par Disney avec la culture française et européenne en termes d'enrichissement mutuel, d'apports et de croisements positifs : comme la promesse d'une nouvelle culture dont nous ignorons tout... (3) ». Quant à l'avenir, « nul ne peut... prévoir le paysage de la France au début du troisième millénaire, quand EuroDisneyland aura largement commencé à jouer son rôle d'accélérateur socioculturel (3) ».

Une chose au moins est sûre : à sa façon, le groupe Disney annonce officiellement que l'implantation d'EuroDisneyland devrait être le point de départ d'une transformation en profondeur du marché de la culture en France et en Europe.

YVES EUDÉS

- (1) Cf. Andrea Gabor et Steve L. Hawkins, « Of Mice and Money in the Magic Kingdom », *US News and World Report*, 22 décembre 1986.
- (2) *The Spirit of Disneyland*, Walt Disney Productions, 1984.
- (3) *EuroDisneyland*, Walt Disney Productions, 1986.
- (4) R. Boards, *The EPCOT Center: Creating the New World of Tomorrow*, Harry N. Abrams Inc., New-York, 1982.
- (5) *Presenting Disney to Europe-France*, Disney University, Anaheim (Californie).
- (6) Cf. Marc Ambroise-Rendu, « Disneyworld côté oulous », *Le Monde*, 3 octobre 1987.
- (7) « Un univers est né... pur, naïf et sage » (qu'il n'y parait), comme l'a écrit Armand Mattelart et Ariel Dorfman dans leur célèbre ouvrage : *Donald, l'impératif*, Alain Moreau, Paris, 1976.

### Dans notre prochain numéro :

- Cinéma, une logique de mort. Par Christian Zimmer
- Comment sauver l'ambiguïté française ? Par Michel David

C'est de Disneyland (Californie) que part la grande course américaine qui traverse tout le pays pour aboutir à la statue de la Liberté le jour de son centenaire. C'est à Disneyland (Florida) que le bicentenaire de la Constitution des Etats-Unis fut célébré avec le plus grand faste, sous la présidence d'un juge de la Cour suprême. Et parfois, l'engagement se fait plus précis : le chef de l'US Navy, l'amiral John Lehman, choisit Disneyland pour s'adresser à la jeunesse américaine pendant que des avions de combat sillonnent le ciel du parc ; c'est encore à Disneyland qu'est célébré officiellement le retour triomphal de Nicholas Daniloff, le journaliste américain accusé d'espionnage et emprisonné quelque temps par les Soviétiques, dont le sort avait tenu en haleine l'Amérique entière en 1986. Les Studios Disney ont produit un nouveau film pour la jeunesse, *Navy Seals*, qui raconte l'histoire d'un groupe d'enfants américains organisant l'évasion de leurs parents, arbitrairement détenus en Corée du Nord.

Comment, dès lors, concilier l'aspiration universaliste et l'engagement patriotique ? Pour son public national, Disney reprend le message simple et extrêmement classique de la grande tradition américaine : les valeurs, les principes et les idées créés par l'Amérique ont par nature une portée universelle, et les Américains ont le devoir de les partager avec tous les peuples du monde.

Disneyland est ainsi qualifié de « trésor international » et d'« institution mondiale », et l'articulation se fait sans qu'il soit besoin d'expliquer quoi que ce soit : « Disneyland est fondé sur les idéaux, les rêves et les réalités qui ont fait l'Amérique, et il leur est

enseigner aux cadres des autres sociétés le secret de ces relations humaines et de ce fonctionnement exceptionnels.

Mais la « culture Disney » a bien d'autres dimensions, et d'autres ambitions : avant tout celle de toucher le plus grand nombre. Pour conserver son caractère humaniste et pédagogique universel et se tenir à l'écart de tout conflit, les concepteurs des produits et attractions de Disney ont adopté une politique apparemment très claire : « Pas de savoir, pas de politique, pas de religion ». En ce qui concerne le premier point, on peut faire confiance à la prudence américaine pour s'en tenir aux strictes limites qu'elle s'est fixées. En revanche, les deux autres interdits sont beaucoup plus ambigus pour une institution qui se veut pleinement impliquée dans la vie culturelle et intellectuelle de la communauté : car, dans l'Amérique d'aujourd'hui, la communauté d'appartenance et de référence suprême est la nation, et la religion a partout droit de cité.

L'humanisme de Disney n'est pas désincarné. Il a des racines historiques et philosophiques précises, il appartient à un territoire et une parole : l'Amérique. Par-dessus tout, la société s'enorgueillit officiellement d'incarner, de résumer et de symboliser l'Amérique aux yeux des Américains eux-mêmes.

A Disneyland, le message qui sous-tend et qui pénètre tous les autres est la glorification de l'Amérique, la célébration de son histoire, de sa puissance, de son mode de vie, de ses institutions et de sa destinée. Disneyland se définit d'abord comme « le village natal de chaque Américain », « le cœur sensible de l'Amérique », « la quintessence de l'Amérique

Mais l'expérience japonaise n'est qu'une première étape : EuroDisneyland, près de Paris, représentera la phase supérieure de développement international, où, comme en Floride, le Royaume magique n'est qu'un noyau à partir duquel s'épanouira une véritable ville-Disney.

L'extension des Royaumes magiques et le « développement communautaire et urbain » ne doivent pas faire oublier l'autre grand dessein : en même temps qu'il divertit, Disneyland doit instruire et préparer à la vie sociale. En plongeant son public dans un monde d'artifices grâce à ses attractions-spectacles, il peut le faire voyager dans le temps et dans l'espace, le propulser dans les astres ou sous les océans, et donc lui enseigner les sciences et les arts, l'histoire et la géographie...

Ainsi, même si les opérations immobilières semblent souvent prendre le dessus, le groupe entend rester officiellement fidèle au rêve de son créateur. Disneyland ne veut à aucun prix être considéré comme une version fleurie et polie des parcs d'amusement classiques, et fait savoir en toutes occasions que sa puissance matérielle est en fait au service de la grande cause de l'éducation, de la science, de la culture et du civisme. La respectabilité, la capacité d'action internationale et la prospérité commerciale du groupe reposent avant tout sur cette image de marque très ambitieuse, construite et renforcée sans relâche depuis trente-cinq ans.

Cette ambition transparaît fortement dans la conception et l'organisation des attractions. Le dernier-né des parcs Disney américains, dont le nom est tout un programme — reprenons qu'EPCOT signifie Prototype expérimental de la communauté



de demain, est une gigantesque cité des sciences et de l'industrie (4). Mais la mise en scène des progrès de la science, qui constitue la contribution la plus évidente de l'éducation et qui est systématiquement mise en avant, est ici très intégrée à un message culturel et philosophique beaucoup plus vaste. Dans les très nombreux documents qu'il publie, le groupe Disney définit avec précision le contenu intellectuel et moral qu'il entend donner à ses produits.

### Le goût d'être ensemble

AINSI, il s'est fixé pour première tâche de renforcer les liens familiaux. Des séjours répétés à Disneyland doivent redonner à la famille américaine moderne le goût d'être ensemble et lui révéler que le sens ludique qu'elle a perdu au cours de ce siècle. Cette solidarité élémentaire retrouvée doit déboucher sur un meilleur sentiment d'appartenance à la communauté. Disney a l'ambition officielle de développer, surtout chez les jeunes, le sens des responsabilités sociales et le désir de participer à la vie des institutions.

Tout à tour maître d'école, conseiller familial, tuteur civique, Disney en arrive tout naturellement à se considérer comme un guide spirituel et un protecteur des grands préceptes de la vie en société : « L'esprit de Disneyland est une inspiration pour l'âme des plus humbles comme pour celle des créateurs de plus haut niveau : il travaille à « la promotion de valeurs intemporelles », il est « la matérialisation de toute une philosophie humaniste » et « un triomphe de l'esprit humain » (5).

Pour faire prévaloir ses principes, Disney veut d'abord rayonner par la vertu de l'exemple : « La philosophie de Disney n'est pas seulement un principe abstrait, mais un style de vie concret (5) », c'est-à-dire applicable en priorité au sein même de la « communauté Disney ». La mise en œuvre systématique de l'esprit de Disneyland à l'intérieur de la société a engendré une culture d'entreprise puissante et originale. Tout est fait pour donner au personnel un sentiment d'appartenance à une communauté solidaire, Disney se décrit comme une « famille exemplaire » qui encourage des rapports d'entraide cordiale entre ses membres et prend grand soin d'eux : avantages sociaux et financiers, prise en charge du temps libre, communication verticale informelle, formation systématique au sein de la Disney University, doivent aboutir à créer une « relation totale », ou « union » (« togetherness »), qui dépasse le cadre des relations de travail (6).

En retour, les dirigeants obtiennent des résultats étonnants en termes d'adhésion à la « communauté », de paix sociale et surtout de motivation : car lorsqu'on vend du rêve et de la joie de vivre, il est essentiel d'avoir soigneusement interiorisé le produit. L'objectif est résumé par une formule lapidaire qui a force de loi : « La joie doit être la norme sur le lieu de travail (1) ». La culture Disney à usage interne est d'ailleurs matérialisée et confortée par un symbolisme très direct et d'une remarquable simplicité : l'omniprésence de la figure légendaire du fondateur. Les références à « Walt », à sa vie, à ses épreuves, à ses convictions, à sa façon d'être, sont sans cesse mises en scène pour le bénéfice de ses continuateurs. Ses portraits, ses maquettes, son tout sous les murs, dans toutes les brochures : ses pensées et ses bons mots sur toutes les lèvres.

Au demeurant, le rayonnement de Disney par la force de l'exemple est désormais une réalité surpasse des milieux d'affaires américains, puisque Disney fait partie du club très fermé des entreprises qui peuvent se permettre d'organiser des séminaires et des stages (très chers et très demandés) destinés à

telles que nous la concevions », « un monde fait de la substance de l'Amérique d'hier et d'aujourd'hui », dont la fonction est d'« englober l'essence de tout ce qui est bon et sain dans la vie américaine (1) ». L'expérience des parcs pour un Américain est définie comme « une plénitude » qui détermine « un sentiment de sacré associant Disney à la famille et à l'Eglise (2) ».

Ce patriotisme remonte aux origines. Walt Disney aimait à répéter : « Si vous regardez bien au fond de mes yeux, vous y verrez flotter deux drapeaux américains : le long de mon chemin monte une armée rouge, blanche et bleue, les couleurs des Etats-Unis (2) ». Cette préférence à incarner l'Amérique n'est d'ailleurs pas sans fondements. Depuis un demi-siècle, l'Amérique profonde est tendamment attachée à Walt Disney, à ses personnages épiques, à son univers « pur, naïf et sage » (7). Elle veut se reconnaître dans les parcs éternellement neufs, au personnel éternellement souriant. Disneyland vend d'abord « une façon américaine de faire les choses (5) », une ambiance, un état d'esprit.

Les experts sociologues du groupe résumant ainsi l'effet à long terme sur le public américain : « Les discussions à propos de Disneyland révèlent invariablement un attachement psychologique et émotionnel qui transcende l'expérience concrète des parcs. Elles révèlent toute une gamme de sentiments intérieurs et de souvenirs qui font de Walt Disney au fait d'avoir grandi en Amérique (2) ». Les grandes attractions de Disneyland, de Main Street au Far-West et du Vieux Sud à la statue parlante de Lincoln, sont en fait une mise en scène de l'Amérique. Même le pavillon américain de l'exposition universelle d'EPCOT Center, contrastant en cela avec tous les pavillons des autres nations représentées, est dédié à « l'aventure américaine » et à « la promesse de l'Amérique », et raconte sur le mode héroïque l'histoire de la construction de la nation américaine.

Disneyland est le miroir embellissant où l'Amérique s'attendrit sur elle-même. Elle vient y contempler son passé idéalisé, et imaginer un avenir rose et rassurant où les progrès de la science viendront résoudre tous les problèmes, tout en préservant les valeurs traditionnelles. De fait, les présentations scientifiques et technologiques sont elles aussi imprégnées du discours patriotique. La conquête de l'espace racontée par Disney est une affaire strictement américaine, et le « Monde du futur » d'EPCOT Center est avant tout une extraordinaire vitrine montrant exclusivement les prouesses technologiques des grandes sociétés industrielles américaines, qui eniment et peignent le Centre et sont seules représentées.

Avec glorification de l'Amérique, l'identification aux valeurs qu'elle incarne est donc revendiquée avec force. La devise « Pas de religion, pas de politique » prend dans le contexte américain une signification très restrictive : il s'agit de ne pas soutenir nommément une Eglise ni un parti politique, de ne faire preuve d'aucun sectarisme et de ne pas intervenir dans une campagne électorale ; mais il serait impensable de ne pas s'engager aux côtés de l'Amérique dans son pieux combat pour la science, la démocratie et la justice dans le monde.

dédié. Et Disneyland sera capable mieux que quiconque de mettre en scène ses rêves et ses réalités afin de les diffuser comme une source de courage et d'inspiration pour le monde entier. « Notre défi est de faire vivre ce rêve, cet esprit de Disneyland, pour les milliards d'hommes qui habitent ce monde. » « Nous avons une responsabilité à l'égard de deux cent trente millions d'Américains, mais aussi à l'égard de milliards d'hommes à travers le monde (2) ». Le vice-président de Walt Disney Enterprises, s'adressant au personnel d'EPCOT Center, est encore plus précis : « Nous devons donner le bon exemple au monde... Ce que nous devons faire dans les années qui viennent, c'est d'abord de transformer notre pays, pour l'améliorer sans cesse. Et, après ça, nous transformerons le monde. C'est un vaste projet. Mais pendant que tous les autres se perdent en vaines paroles, notre groupe accomplira le travail qui comptera pour l'avenir (4) ».

Mais, face à leurs clients et partenaires étrangers, les stratégies du groupe sont parfaitement conscientes que l'image de marque qu'elles ont fabriquée aux Etats-Unis s'exporte mal. Ainsi, dès 1984, le projet d'implantation d'un parc en Europe donna lieu à l'élaboration d'une stratégie ciblée sur la France, envisagée à la fois comme un nouveau marché et comme un nouvel environnement culturel. Sous l'égide de la Disney University, un groupe de travail entreprit une analyse succincte des attitudes culturelles possibles des Français face à l'arrivée d'EuroDisneyland, afin d'ajuster en conséquence le produit et l'image de marque globale de la société. Au plan tactique, la conclusion fut que le facteur culturel clé, à prendre en compte en priorité, est l'immense fierté que ressentent les Français pour leur héritage culturel, couplée à une méfiance diffuse à l'égard des apports extérieurs. La nouvelle image de la compagnie devrait donc permettre à la fois d'entretenir et de circonvenir ce sentiment.

Tout d'abord : s'appliquer à rendre en toute occasion un hommage appuyé au génie culturel et artistique de la France et mettre en avant l'influence des auteurs français, de Charles Perrault à Jules Verne, sur les créations de Walt Disney. La société n'hésite pas à forcer la note en insistant sur les liens du sang et du cœur unissant Walt Disney à la France : il serait en fait quasiment français, puisque son nom n'est que la déformation du vieux normand « d'el-

**GÉOPOLITIQUE AFRICAINE**

L'implosion des systèmes d'enseignement

La progression des effectifs scolaires a été foudroyante en Afrique, mais la démographie et la pauvreté imposent partout une remise en cause des systèmes éducatifs. La coopération française et ses partenaires testent de nouvelles méthodes. Le système plus que la langue d'enseignement est en cause : on le voit en Guinée, à Madagascar et au Maghreb.

**Dans le n° 7 de GÉOPOLITIQUE AFRICAINE**  
6-8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, F-75004 PARIS

En librairie ou par correspondance  
contre 90 F au Livre Poste, 2, rue Henri-Heine, 75016 PARIS



## COMMENT RASSEMBLER UN PAYS ÉCLATÉ

## L'obsession de la subversion aux États-Unis

Par  
SERGE  
HALIMI\*

« A quoi ressemblerait l'histoire des États-Unis si l'on plaçait la répression politique au centre ? » En une question, Michael Rogin situe son propos et donne la mesure des ambitions de son livre. Disons-le tout de suite, l'exercice auquel il nous convie est une tâche de haute volée.

Au départ, l'objectif est simple. Il s'agit de définir une tradition « contre-subversive », qui, selon l'auteur, représente une caractéristique permanente de l'histoire américaine, débouchant assez logiquement sur « la production de Ronald Reagan ». En stigmatisant et en déshumanisant leurs adversaires politiques, en leur imposant le cadre d'un combat titanique entre le Bien et le Mal, les initiateurs de cette culture contre-subversive visent deux objectifs. D'une part, ils légitiment leur ignorance des réalités locales complexes qui peuvent s'exprimer au-delà de leurs « frontières ». D'autre part, ils fabriquent un consensus intérieur rassemblant un pays éclaté contre des adversaires présentés comme étrangers et pervers.

La démonstration n'est pas sans conséquences. Elle permet à Michael Rogin de mettre en doute les théories habituelles qui, avec quelque nonchalance, expliquent la puissance aux États-Unis d'une hégémonie libérale en parlant d'un « exceptionnalisme » de type religieux et racial. Pour l'auteur, cet exceptionnalisme (par rapport au modèle européen, davantage marqué par les tensions sociales) n'est pas le produit d'une génération spontanée. Le consensus auquel il a abouti s'est raffermi, strate après strate, en réponse aux menaces et aux complots que l'on imputa à tous ceux qui, à un moment ou à un autre, envisagèrent une idéologie différente. L'exceptionnalisme américain, la « tyrannie de la majorité » évoquée par Tocqueville, résiderait donc dans une criminalisation de l'opposition politique, dans l'allégorie permanente d'un adversaire-cancer

\* Auteur de *A l'américaine, faire un président*, Aubier, Paris, 1986.

menaçant un corps sain, dans la substitution au débat entre citoyens actifs d'un combat monolithique contre un ennemi « étranger ». Car, pour Michael Rogin, ce qui caractérise l'histoire des États-Unis, ce n'est pas tant la présence de la subversion que l'obsession de cette subversion. Etape par étape, de la solution finale du problème indien aux dénonciations du régime de Managua, la propos se précise et s'éclaire.

Dès le départ, ce n'est pas le contrat librement consenti pour mettre un terme à l'état de nature, mais la spoliation et la violence qui fondent les États-Unis modernes. Là où beaucoup d'Américains rêvent de Locke, il y a, selon l'auteur, un péché originel qui n'épargne aucun des plus hauts responsables du pays : de 1820 à 1852, six des onze principaux candidats à la présidence ont tiré leur notoriété politique de leur expérience des guerres indiennes. L'important, dans ce long épisode, c'est ce qu'il révèle de l'ethnocentrisme américain : l'attachement aux droits de l'homme se craquelle dès lors qu'il faut faire face à des peuples

culturellement différents. On infantilise les Indiens pour mieux s'autoriser à les discipliner, on dépeint leur violence comme exterminatrice afin de pouvoir les exterminer.

Mais la solution finale du problème indien ne s'explique pas seulement par la nécessité d'offrir un espace vital aux colons venus d'Europe : il y a aussi — et c'est là que se dévoile la dimension contre-subversive — la volonté d'extirper une culture antagoniste. Alors que l'idologie des colons est faite de travail, de contrôle des pulsions et d'accumulation, les Indiens sont perçus comme ludiques, violents et imprévisibles. Les premiers veulent conquérir leur environnement ; les seconds vivent en harmonie avec lui : les créateurs de culture s'opposent aux « enfants » de la nature. Hommes sans maître, libérés des contraintes, symbolisant le désordre et menaçant la propriété, les Indiens tels qu'on les représente expriment un mode de vie d'autant plus dangereux qu'il correspond peut-être à l'aspiration inconsciente de beaucoup d'Américains. Grandir, c'est tuer l'enfant. Les Américains grandissent.

yeux fourbes ». Au nom d'un super-patriotisme, d'une obsession de l'« américanisme », les conflits d'intérêts sont, une fois de plus, assimilés à une déviance justifiable de sanction. Et il faudra attendre 1935 et le Wagner Act pour que le mouvement ouvrier soit enfin intégré dans le « mainstream » de la société américaine.

Comme le note Michael Rogin, la dimension proprement politique de l'idéologie dominante a pour corollaire permanent une perception très rigide du rôle de la femme dans la société. Institutionnel en conformisme pour ses enfants, repos compensateur pour son mari brisé par la machine, elle se voit liée à sa famille et y joue un rôle clé, à la fois légitimation et soupape du système social en place.

Or c'est précisément cette position-là que les « subversifs », quels qu'ils soient, remettent toujours en cause, menaçant d'imposer le chaos là où régnait une certaine harmonie. Les Indiens kidnappaient et massacraient les femmes à moins qu'ils ne leur fassent découvrir le plaisir, les révolutionnaires feraient l'apologie de l'amour libre, les « Soviétiques », enfin, chercheraient à biter l'État sur les décomptes de la cellule familiale.

Fantômes, bien sûr, mais ces fantômes, articulés de manière explicite ou non, ne peuvent que renforcer la position de ceux qui aspirent à des mesures d'exception devant une menace perçue comme doublement redoutable parce qu'à la fois publique et privée. La « chasse aux sorcières » n'est pas loin. Dernière étape, la plus contemporaine : PURSS devient le nouveau foyer de peur et d'anxiété. Au combat entre ouvriers et capitalistes se substitue la guerre entre agents de Moscou et d'appareil d'État. Cette fois-ci, les ennemis ne peuvent plus être détectés sans mal : ils sont invisibles parce qu'ils ressemblent à n'importe qui. Comme les envahisseurs de la série télévisée, ils s'intègrent avec aisance à une société de masse qu'ils cherchent à subvertir en y semant les germes du chaos social. Seuls le FBI et la CIA, avec leurs systèmes de surveillance électronique, peuvent faire utilement obstacle à l'État policier soviétique, tandis que Hollywood, une fois purgée de ses « communistes », se verra assigner la mission d'avertir le public des nécessités de la vigilance et de la délation. De l'affaire Alger Hiss à celle du « Watergate », l'obsession sécuritaire

contribuera à la montée puis à la chute de M. Richard Nixon. Le macarthysme cinématographique, lui, formera la personnalité politique de M. Ronald Reagan.

Fort logiquement, la psychanalyse du président des États-Unis constitue le couronnement du livre et la justification de son titre. M. Reagan se voit au centre du Bien américain, il veut extirper le « cancer du Nicaragua », il rêve de refaire l'« Empire du mal » aux frontières, fussent-elles celles de l'espace (IDS). Pour Michael Rogin, le président des États-Unis a découvert son identité à travers les films qu'il a interprétés, ceux qu'il a aimés, ceux qu'il a détestés, ceux qu'il a recherchés. Il a surtout été confiné aux rôles de *looser*, ces personnages qui dissimulent leur colère par des bons mots, sont victimes du monde extérieur, et emploient la violence à titre de légitime défense. On le verra plus souvent amoureux transi ou amputé des jambes que don Juan ou manipulateur de coït. Frustré dans sa vie privée et professionnelle, M. Reagan trouve dans l'anticommunisme, outre une seconde femme — Nancy, celle-là amoureuse et docile, — une justification à sa médiocre carrière et une source de promotion sociale : à Sacramento ou à Washington, la concurrence se révélera moins redoutable qu'à Hollywood. Mais lorsque, comme il le raconte lui-même, M. Reagan quitta « le manoir de la pellicule pour entrer dans le monde », il n'oublia pas d'emporter avec lui sa connaissance des ressorts profonds du public et ses meilleures répliques d'acteur : l'auteur cite des exemples tout à fait étonnants de dialogues de cinéma incorporés tels quels dans des allocutions présidentielles. En 1985, lors de sa rencontre à Genève avec M. Gorbatchev, le président des États-Unis lui intima : « *Dites à Gorbatchev que je n'ai pas seulement joué dans des films de série B.* » Le dirigeant soviétique répondit aussitôt : « *A mon avis, votre meilleur rôle fut celui du jeune homme qui perd ses jambes.* » Quelques mois plus tard, sans que l'« Empire du mal » ait eu à intervenir, l'« Irangate » et le krach boursier faisaient de M. Reagan un amputé politique, un « canard boiteux ».

(1) Michael Rogin, *Ronald Reagan, the Movie and Other Episodes in Political Demagoguery*, University of California Press, 1987, 366 pages, 25 dollars.

## Après les Peaux-Rouges, le spectre rouge de la Commune

L'INDIEN, dont on voulait s'approprier la terre, remettait en cause les institutions politiques et familiales. Une fois libre, le Noir, dont on souhaitait continuer d'exploiter le travail, met en péril l'ordre social et sexuel. On l'oublie souvent : faute d'esclavage, il n'est pas certain que les Américains auraient pu exiger des Anglais leur émancipation politique sans craindre une révolution sociale. Car la « menace » noire a ceci de spécifique qu'elle se situe à l'intérieur même de la ville et non — comme le « danger » indien — aux frontières.

Pour évoquer les thèmes-clés de l'icéonographie raciste contre-subversive, Michael Rogin a recouru à l'un des films les plus célèbres de l'histoire des États-Unis, *Naissance d'une nation*. A la suite du viol de deux femmes blanches par des Noirs, un pays abattu par la guerre de Sécession sort de sa torpeur et, grâce au Ku Klux Klan, réprime la révolution politique et sexuelle qu'on voulait lui imposer. Le film se conclut par l'image idyllique d'une nation, Nord et Sud, rassemblée par la découverte commune du chaos qui la menaçait. Là encore, l'unité

nationale est présentée comme la riposte solidaire à une menace « étrangère », et elle se traduit par l'exclusion des dissidents, ces déportés noirs que le film renvoie par bateaux dans leur Afrique d'origine. Woodrow Wilson, le président démocrate qui voulait rendre la planète « safe for democracy », trouva admirable le film de Griffith, regretant seulement que « tout cela [fût] si terriblement réel ».

Mais à partir du vingtième siècle, la contre-subversion s'attache davantage aux menaces sociales qui pèsent sur l'« american way of life » qu'au danger racial proprement dit. Une fois exterminés les Peaux-Rouges qui campaient aux portes de la civilisation, c'est au spectre rouge de la Commune qu'il faut s'attaquer. Après avoir concilié les guerres indiennes, l'armée américaine se consacre donc à sa nouvelle mission de brisage de grèves. Là encore, la déshumanisation de l'adversaire exige de l'associer à une subversion extérieure, à cette vague d'immigration européenne que le ministre américain de la Justice qualifiait, en 1919, d'« immondices étrangères ».

## « Dossiers internationaux »

A l'occasion de chaque nouvelle livraison du *Monde diplomatique*, une émission intitulée « Dossiers internationaux » est réalisée par les animateurs de Radio-Zimène (Forcalquier, tél. : 92-76-10-58). Nos principaux collaborateurs présentent leurs articles et, autour de Claude Julien, commentent l'actualité internationale.

Ces « Dossiers » sont diffusés, à des dates qui varient selon les stations, par les radios suivantes :

## FRANCE METROPOLITAINE

« Clapes », Montpellier (87-58-29-08) ; « La Vie au grand hertz », Bordeaux (58-81-45-80) ; « IFM », Grenoble (76-47-21-21) ; « Pais », La Seyne-sur-Mer (94-08-09-51) ; « Saint-Afric », Saint-Afric (85-49-29-84) ; « Beluga », Sals-Fours (84-24-25-87) ; « Dijon Campus », Dijon (81-67-68-69) ; « Berneville », Strasbourg (88-32-97-00) ; « Orlon », Orlon (89-39-99-00) ; « Pays », Paris (43-73-81-53) ; « FMR », Toulouse ; « Média », Mâcon (85-38-90-90) ; « Chantepierre », Combourg (99-73-32-58) ; « Ordonne », Firmiry (77-58-80-58) ; « Trouble-Fête », Limoges (55-05-15-00) ; « FMR », Saint-Dizier (25-56-05-78) ; « Bip », Besançon (81-88-19-11) ; « Fréquence Lez », Toulouse ; « Melusine », Fougères (89-84-32-32) ; « Xiboroko Botza », Moulon (89-28-29-87) ; « Beffroi », Thionville (82-54-37-33) ; « Tartine », Serigny (49-86-04-85) ; « Campus FM », Illkirch (88-67-11-10) ; « Zimène », Forcalquier (92-76-10-58) ; « Gribouille », Angers (41-60-44-44) ; « Aria », Villers (82-25-80-80) ; « Ondes FMR », Bernay (32-44-72-31) ; « Les », Pont-de-Brenouville (76-32-89-89).

## RUSSIE

« Radio Zone », Genève (022-29-81-04) ; « Radio-Fréquence Jura », Delémont (066-22-66-44).

## BELGIQUE

« Radio Air libre », Bruxelles (02-344-58-55).

## NOUVELLE CALÉDONIE

« Radio Djado », Nouméa.

## LA REUNION

« Radio Kanal océan indien », Port (262-43-87-87).

## L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE\*

ouvre une inscription pour un poste de

## Professeur ordinaire de science politique

Chargé d'un enseignement d'analyse du système et des processus politiques suisses et d'un enseignement d'analyse politique comparée.

Titre requis : doctorat en sciences politiques ou titre jugé équivalent. Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> septembre 1988. Le cahier des charges peut être demandé à la Faculté des Sciences sociales et politiques, BF5H 2, 1015 Lausanne — Tél. : 021-46-46-57.

Les candidatures (avec curriculum vitae et publications en 2 ex.) sont à adresser au président de la commission de présentation, Faculté des SSP, BF5H 2, 1015 Lausanne avant le 29 février 1988.

« COSCIENZA. Un numéro sur la vingtième anniversaire de l'« European Progress » et sur le développement du tiers-monde, avec des articles du cardinal Etchegaray, président de la commission pontificale Justice et paix, de Enrico di Rovescio, membre honoraire de l'Académie pontificale des sciences, et de Claude Julien. (Mémorial, octobre-novembre 1987, 3 000 lire. — Via Condottieri, 50193 Rome.)

« APRES-DEMAIN. Son troisième centenaire marque son trentième anniversaire par une rétrospective qui situe fort bien le rôle irremplaçable qu'il a joué, notamment auprès des jeunes, depuis sa fondation. Des articles de François Schlegel, qui a créé et dirige la publication, de Pierre Jon, André Fontaine, Claude Julien, Daniel Meyer et Léo Hamon. (Mémorial, janvier 1988, 33 F. — 27, rue Jean-Dulac, 75014 Paris.)

« REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE. Au terme d'une savante et passionnante réflexion sur la mutation des systèmes, René Passet s'interroge sur les finalités de nos systèmes productifs, dans une étude intitulée : « Prévision à long terme et mutation des systèmes économiques ». Une pensée novatrice, où la culture prime sur l'économisme. (N° 5, septembre-octobre 1987, trimestriel, abonnement annuel : 365 F. — Sirey, Paris.)

« RÉPUBLIQUE. Une nouvelle revue trimestrielle, dirigée par Pierre Guindon, et qui publie régulièrement des chroniques de Jean-Pierre Chevènement. Au sommaire du premier numéro : un article de Max Gallo sur les mémoires du consensus, un débat sur les médias et la démocratie avec les signatures de Jack Lang, Raymond Forni, Marc Paillet, Gilbert Cornu, et un dossier sur le désastre contre la France » animé notamment par Michel Rocard, Pierre Guindon et Philippe de Saint-Robert. (N° 1, janvier-mars, trimestriel, 80 F. — Éditions du 10 mai, 52, rue de Beaupré, 75007 Paris.)

« SILENCE. Pour son centième numéro, aborde tout à tour : le désarmement, le revenu minimum garanti, l'anti-racisme, la dette du tiers-monde, le financement des partis, les prisons, le tout assorti de cent citations écologiques, alternatives et non-violentes. (N° 100, janvier, mensuel, 12 F. — 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

« LA REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES. Une analyse très générale des problèmes des finances publiques dans les États fédéraux : États-Unis, Allemagne de l'Ouest, Suisse, Autriche. (N° 20, décembre 1987, trimestriel, 100 F. — 26, rue Verdugé, 75014 Paris.)

« COSMOPOLITIQUES. « Les années Mitterrand : un bilan de la politique étrangère du septennat ». (N° 5, décembre 1987, trimestriel, 50 F. — 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

« M. L. « faillite du néo-libéralisme », « visible sur le plan économique » est beaucoup moins certaine « au plan idéologique et relève du vœu pieux au plan politique ».

(N° 16, décembre 1987-janvier 1988, six numéros par an, 35 F. — 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

« COMMENTAIRE. Thierry de Montbrial analyse « la politique de sécurité de la France » et plaidait en faveur d'une « coopération européenne ». (N° 46, hiver 1987-1988, trimestriel, 30 F. — 8, rue Garancière, 75006 Paris.)

« POLITIS. L'hebdomadaire qui manquait à la gauche » propose, dès ses premiers numéros, des articles d'un ton effectivement nouveau. Il faut lire, entre autres : « Avoir vingt ans à Gaza » par Michel Warchawsky, « Renoncer au nucléaire tactique » par Daniel Antoine Sanguinetti, « Les nouveaux communistes » par Jean-Paul Besset, « La fin du réaganisme » par Nicole Berahm, ainsi que « Quand Israël batte », un court-jour editorial de Bernard Langlois. (Hebdomadaire, 20 F. — 76, rue Villiers-de-Fléville-Adam, 75020 Paris.)

« NATIONALITÉ : LA RÉFORME EN QUESTION. Cette brochure explique le refus par la Ligue des droits de l'homme de la réforme du code de la nationalité et insiste sur la nécessité de dissocier les notions de nationalité et de citoyenneté. (10 F. — Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

« ÉCONOMIE ET HUMANISME. Un dossier sur « la formation professionnelle en quête de sens ». (N° 298, novembre-décembre, trimestriel, 50 F. — 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 68.)

« FUTURIBLES. A contre-courant de l'évolution des idées, Jean-Marc Stoltz croit à une restauration du leadership américain et Claudine Supiot analyse les effets de la crise sur les valeurs et les comportements des salariés. (N° 116, décembre, mensuel, 50 F. — 52, rue de Valenciennes, 75007 Paris.)

« SURVIE 88. En 1981, 53 Prix Nobel lançaient un manifeste-appel contre l'extermination par la famine, et en faveur du développement. Aujourd'hui Survie 88 coordonne cette campagne en France pour la mise en œuvre d'un plan d'aide au développement de 5 milliards de francs prévus sur le budget. (25, rue Jomagny, 75014 Paris. — Tél. : 01 45-39-66-62.)

« GRIP INFORMATIONS. Le point sur les grands dossiers de la défense, du désarmement et des ventes d'armes. (N° 11, printemps 1987, trimestriel, 44 F. — Groupe de recherche et d'information sur la paix, rue Van Hoerde, 33 B — 1030 Bruxelles.)

« ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI. Une interrogation sur le futur programme du SPD et une cartographie des archives de la RDA. (N° 102, octobre-décembre, trimestriel, 50 F. — Claude Lamest, Jérôme Vailant, 8, rue Faraday, 75017 Paris.)

## Dans

« LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. Un constat : la coopération Chine-Japon stagne. Un plan : un « projet Eureka » existe dans les pays de l'Est. (N° 324, décembre 1987, onze numéros par an, 41 F. — La Documentation française, Paris.)

« CONTINENT. Une description de l'association parnasse Pamiat qui « compte aujourd'hui 800 000 adhérents pour la seule ville de Moscou », et des extraits d'un discours violemment antisémite de l'écrivain Dimitri Vassiliev. On lira également : un poème de Iosif Brodsky et un texte inédit d'André Tarkovski. (N° 87, décembre, trimestriel, 90 F. — Albin Michel, Paris.)

« CADMOS. Une livraison consacrée à l'Europe de l'Est « de François-Joseph à Gorbatchev ». A lire : une analyse de l'« effet Gorbatchev » par Alexandre Bruggmann. (N° 39, automne, trimestriel, 25 FS. — Villa Mayr, 122, rue de Lausanne, 1211 Gexmoulin.)

« ALBANIE. Un dossier intitulé « Voyage au cœur du Kosovo », région autonome de la Yougoslavie dont la population est en majorité d'origine albanaise. (N° 12, décembre, trimestriel, 20 F. — 11, rue Bichat, 75018 Paris.)

« ÉTUDES. Henri Sanson analyse « l'évolution des idéologies » en Algérie ; et René Girault, à l'occasion du millénaire de la christianisation de la Russie, décrit cette constellation « si lointaine et si proche » : l'Église orthodoxe. (Tome 367, n° 6, décembre, mensuel, 37 F. — 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

« AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. Algérie, vingt-cinq ans après l'indépendance : un dossier spécial. (N° 36, trimestriel, 25 F. — 21, rue Marceau, 93100 Montreuil.)

« MAGHREB-MACHREK. Dans ce numéro entièrement consacré au Maroc des années 80, on lira, en particulier, l'analyse du professeur Rémy Leveau « Stabilité du pouvoir monarchique et financement de la dette ». (N° 118, décembre, trimestriel, 32 F. — La Documentation française, Paris.)

« MEMO. Consacré au monde arabe, cette revue en arabe et en anglais aborde dans sa dernière livraison les réformes économiques en Égypte et les perspectives pour l'an 2000 du marché pétrolier. (N° 27, janvier, mensuel, abonnement annuel : 400 F. — 4, rue Chateaux, 75116 Paris.)

« POUR LA PALESTINE. Un dossier sur la vie économique dans les territoires occupés par Israël. (N° 28, quinquiesime trimestre 1987, trimestriel, 15 F. — BP 104-04, 75160 Paris Cedex 04.)

« MERIP. MIDDLE EAST REPORT. Excellent dossier sur les droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël, débutant avant les données géographiques. Un bilan de vingt ans, déjà fort accablant (2 000 déportations, 1 560 maisons détruites, un demi-million d'arrestations et mises en détention...). (N° 158, janvier-février, trimestriel, 3,50 dollars. — Dept A, room 518, 475 Riverside Drive, New York, New York 10115.)

UNE LECTURE DU

Presser dans le

Par  
PIERRE  
de CHARENTENAY

« C'est par le mal que l'on apprend le bien », dit le proverbe. Mais pour Pierre de Charentenay, ce n'est pas le mal qui apprend le bien, c'est le bien qui apprend le mal. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.

« Le choix prioritaire » est un livre qui nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend. Dans son livre, il nous fait découvrir, à travers les films, le mal que le bien apprend.











201505

# du mois

## AFRIQUE

**MANUEL DE NUTRITION AFRICAINE.** — Agbassi Dos Santos et Michel Ouedraogo. — Karthala, Agence de coopération scientifique et technique et IFD, Paris, 1987, 332 et 168 pages, 130 F et 70 F.

Béninois d'origine, Hédi Agbassi a travaillé pendant dix ans au Centre de nutrition humaine de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève. Le manuel qu'il a écrit en collaboration avec le docteur Michel Ouedraogo, médecin nutritionniste et directeur du Centre de nutrition humaine de l'IFD, est à la fois un ouvrage de référence et un ouvrage de terrain. Il est destiné à tous ceux qui s'intéressent à la nutrition humaine en Afrique, qu'ils soient chercheurs, enseignants, étudiants ou praticiens.

« Nutrition africaine... », il n'y a pas de nutrition africaine, il y a des nutriments africains. C'est la conviction de Hédi Agbassi, qui a travaillé pendant dix ans au Centre de nutrition humaine de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Genève. Le manuel qu'il a écrit en collaboration avec le docteur Michel Ouedraogo, médecin nutritionniste et directeur du Centre de nutrition humaine de l'IFD, est à la fois un ouvrage de référence et un ouvrage de terrain. Il est destiné à tous ceux qui s'intéressent à la nutrition humaine en Afrique, qu'ils soient chercheurs, enseignants, étudiants ou praticiens.

FRANÇOIS DE RAVIGNAN

**WHO'S WHO IN SOUTH AFRICAN POLICE.** — Shalagh Gastrow. — Raven Press, Johannesburg, 2ème édition, 1986, 347 pages, 8,95 rand.

Grâce à ce dictionnaire de qui est qui dans la police sud-africaine, on peut se faire une idée de la structure et du fonctionnement de cette force de police. Le dictionnaire est divisé en deux parties : la première liste les noms des officiers de police, la seconde liste les noms des fonctionnaires de police. Les noms sont classés par région, puis par grade. On trouve ainsi les noms de tous les officiers de police, des commissaires de police aux sergents de police. On trouve aussi les noms des fonctionnaires de police, des chefs de bureau aux agents de police. Le dictionnaire est très utile pour ceux qui veulent connaître la police sud-africaine.

OLIVIER DESOUCHES

**GRINGO, GRINGO!** — Elvira Alvarez. — Medias Benjamina, Buenos Aires, 1987, 174 pages, 9,95 \$.

Elvira Alvarez, une jeune femme argentine, raconte dans ce livre son expérience de la vie en Espagne. Elle y a travaillé pendant plusieurs années, et elle a vu de près les conditions de travail et de vie des immigrants. Elle raconte ses rencontres, ses découvertes, ses espoirs et ses déceptions. C'est un livre très intéressant pour ceux qui veulent connaître la vie des immigrants en Espagne.

SYLVE KERVEL

## TIERS-MONDE

**L'ENJEU TIERS-MONDISME. DÉBATS ET COMBATS.** — Claude Liauzu. — L'Harmattan, Paris, 1987, 128 pages, 75 F.

« Jamais, depuis les décolonisations, l'impérialisme n'a été si bien paré que les intellectuels français, jamais il n'a été aussi éloigné des exigences de l'heure... ». Des carnages de secours aux expéditions punitives, il n'y a qu'un pas. A Paris, en 1984, le bourgeois cultivé a la fois le philanthrope et la répression envers les indigènes.

Parlant du constat de l'interdépendance croissante entre les sociétés du Nord et du Sud, Claude Liauzu propose une analyse des représentations du tiers-monde. Car, affirme l'auteur, la connaissance des autres continents n'est pas seule indispensable : « Il est non moins nécessaire de décrire les savoirs et les idéologies à travers lesquels ils sont vus, de comprendre comment ceux-ci s'élaborent et composent une opinion publique. »

DENIS RUELLAN.

## ASIE

**LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA CHINE.** — P. de Beauregard, J.-P. Chastan, J.-L. Domenech, F. Godement, J. de Goffin, F. Joyaux. — Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1987, 364 pages, 110 F.

La politique extérieure chinoise trouve sa dimension principale en Asie. Quasiement absente du continent américain, fort peu influente en Afrique, la République populaire de Chine concentre toute son attention — et son action — vers sa périphérie : une tâche considérable, compte tenu de cette immensité. En ce sens, les dirigeants communistes poursuivent la préoccupation majeure de l'époque impériale : veiller aux frontières. Mais selon une logique nouvelle, en vérité, puisqu'il semble bien que Pékin ait choisi d'utiliser les multiples « incidents » ou « différends » qui l'opposent à ses voisins comme autant de points à disposer sur l'échiquier. D'où son extrême souplesse à se conformer au règlement, au risque de se priver d'arguments.

Tout ce que la Chine évolue aussi en raison de préoccupations modernes : les relations économiques tendent à l'ouverture dans un champ opératoire dont elle voudrait bien contrôler la règle du jeu. Mais ses partenaires disposent d'une forte expérience en la matière. A commencer par les « compatriotes » de Taiwan, fort influents quant aux perspectives de profit — que leur fait valoir Pékin — et de l'engagement sur le marché continental. Or si l'argent ne possède pas d'odeur, la couleur de l'étendard reste toujours une différenciation majeure.

XAVIER LUCCIONI.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

**LE GRAND ATLAS DE L'ESPACE.** — Encyclopédie Universalis, Paris, 1987, 367 pages, 520 F.

Rédigé par des spécialistes de divers pays, et assorti d'un impressionnant appareil iconographique, documentaire et bibliographique, le Grand Atlas de l'Espace est un superbe ouvrage. Monstrant d'abord comment le rêve séculaire de l'attachement à la terre est devenu réalité (non sans avoir transité par la science-fiction), le livre aborde ensuite les aspects techniques des lancements (orbites, trajectoires, lanceurs, centres spatiaux, etc.), avant de décrire les explorations de l'univers, en cours ou à venir. La dernière partie, « Vivre avec l'espace », passe en revue les applications des techniques spatiales à la météorologie, la télédétection, les télécommunications, etc., et analyse les conditions, les résultats actuels et l'avenir des vols habités. Les enjeux économiques et militaires, les problèmes du droit de l'espace, font aussi l'objet d'un examen rigoureux et documenté. Un très bel outil de référence.

BERNARD CASSEN.

**LOW INTENSITY WARFARE.** — Michael T. Klare et Peter Kornbluh. — Pantheon, New-York, 1988, 250 pages, 8,95 dollars.

Au mois de janvier 1988, le Pentagone a publié les conclusions d'un volumineux rapport : durant les vingt prochaines années, les États-Unis et l'Union soviétique deviendront relativement moins puissants et leur rivalité sera plus ambiguë. Dans ce cadre nouveau, Washington devrait accorder une priorité au renforcement des forces antiterroristes et à l'assistance mutuelle avec les pays du tiers-monde « menacés ». Cette étude confirme la place centrale prise depuis plusieurs années chez les militaires et les politiques américains par le concept de « conflit de faible intensité ».

Le livre collectif de M. Klare et P. Kornbluh fait le point sur cette nouvelle stratégie. Et rappelle d'abord son « antécédent » : la doctrine de contre-insurrection lancée par le président Kennedy à la suite de la crise cubaine et qui devait déboucher sur le désastre vietnamien. L'accession de M. Reagan à la présidence a permis de « ravaler » cette politique, mais aussi, comme l'explique Stephen D. Grobe, de remodeler une partie de l'armée en fonction de ces nouveaux objectifs, et de l'adapter aux conflits politico-militaires limités et prolongés qui se déroulent dans le tiers-monde. L'analyse précise de quatre cas (El Salvador, Nicaragua, Philippines et Afghanistan) permet de mesurer les succès et les limites de cette stratégie.

A. G.

## COMMUNICATION

**LE CARNAVAL DES IMAGES.** — Michèle et Armand Mertzliet. — La Documentation française, Paris, 1987, 168 pages, 100 F.

La Brésil possède aujourd'hui l'une des principales industries télévisuelles. Une chaîne commerciale brésilienne, la Rede Globo, est considérée comme le quatrième réseau télévisé du monde, et les programmes qu'elle produit sont diffusés dans de très nombreux pays. Parmi ces programmes, il en est un, d'un genre spécifiquement latino-américain, la telenovela (feuilleton télévisé), que le Brésil, et tout particulièrement la Rede Globo a porté à un degré d'efficacité narrative maximale. Au point que ces telenovelas séduisent aussi bien le public sud-américain que les téléspectateurs chinois, français, anglais, italien, polonais ou belges.

Les auteurs, grands spécialistes de la communication latino-américaine, expliquent les raisons de cette séduction, ils analysent avec clarté les rapports de la société et de la télévision au Brésil et nous font comprendre comment ce pays a pu bâtir une si puissante industrie télévisuelle.

I. R.

**13 HEURES/20 HEURES. LE MONDE EN SUSPENS.** — Gérard Labiane. — Hachette, Paris, 1987. (Métamorphose Critaphile), 176 pages, 125 F.

L'auteur étudie les principaux journaux télévisés français. Il s'attache à définir « les traits permanents de la mise en scène de l'actualité », en considérant d'abord la « philosophie de l'information » et, de façon plus originale, le découpage en rubriques. Ce découpage révélerait comment « le rapport de l'information télévisée au pouvoir (...) structure de l'intérieur le fonctionnement des journaux télévisés ». Selon l'auteur, « le découpage de l'information en services spécialisés est calqué sur le découpage de l'Etat en ministères (...). Les journaux télévisés intègrent le fonctionnement de l'Etat et de ses institutions, visent en premier lieu à réaliser l'identification du téléspectateur aux normes et aux règles de la démocratie représentative ».

Gérard Labiane porte un regard politique exigeant. Tout particulièrement dans son chapitre sur « le terrorisme comme combinaison typique de l'imprévisible et du programmé ».

I. R.

# Les années 60 : des rêves à la poudre

Par YVES FLORENNE

**H**ISTOIRE d'une génération, et histoire tout court. Deux volumes en deux temps : les *Années de rêve* paraissent au printemps dernier, les *Années de poudre* précèdent le printemps qui vient. A la chemise : les vingt ans de mai 68. Ses acteurs en ont aujourd'hui de quarante à cinquante. La première de ces mille trois cents pages ouvre une galerie de portraits rétrospectifs des jeunes années. Or cette « jeunesse du monde » qui, en 1967, vient à l'âge d'une jeunesse intacte le pèlerinage de Moscou se trouve, rétrospectivement aussi, par deux événements. L'un caché : la vingtaine congrès et Soixante-huit qui fut ; l'autre « interprété » : les chocs de Budapest. Dévoilé de son mausolée, ce Soixante-huit est donc vivant. Comment les doutes et les déchirements.

Ce premier volet du diptyque est la chronique des événements : guerre d'Algérie ; guerre américaine du Vietnam ; Cuba ; rupture de la Chine avec Moscou ; grèves générales en France ; le « Che », vie, mort et transfiguration du héros ; printemps de Prague — où mûrit et se nourrit l'explosion qui va surprendre, déconcerter, paralyser tout le monde. Une explosion feu d'artifice, un incendie feu follet, mais quelle invraisemblable puissance !

Le troisième jour, ces « révolutionnaires sans révolution » peuvent criser, sans jactance puisqu'ils le constatent : « Nous occupons Paris ! » Une seule fois, ils ne résistent pas : mettent le feu à la Bourse, ce symbole. Mais avec du papier et des allumettes, quelques planches seulement d'enfermement. Ils sont déjà loin et répandent la nouvelle : « La Bourse brûle ! » Et bientôt : « L'Elysée ! ». Ils y sont — et le contourment. La place Vendôme est submergée par le flot ; devant la justice et les sceaux, une garde de parade. On ne s'attaque pas à une force si faible. Quelques pierres dans les vitres. On passe en force. Au ministère des finances, une poignée de CRS, face au défilé. On passe toujours. Libre, le Pont-Neuf. On rentre. « Fin de partie ». Demain, ce sera Grenelle et ses accords. Et puis le fantôme évanoui de de Gaulle qui se réincarne brusquement et parle. Silence profond. Rompu par une voix triste et calme : « C'est tout. »

Et pourtant... Ce fut, dans l'histoire, la première représentation d'une violence unique, inconnue, inouïe : la violence sans le mort.

**A**VEC la fondation de la Gauche prolétarienne, issue tout entière de l'université et s'y cantonnant, la violence est imparable — autant qu'abstraite. Une violence appelée à rester intellectuelle. Les *Années de poudre*, ce titre pourrait prêter à malentendu. Nous sommes encore loin du terrorisme sanglant. A peine sortons-nous de 68. En janvier s'ouvre l'université Paris-VIII, dite de Vincennes. Le seul lieu, écrivent les auteurs, « où il semble que mai 68 n'ait pas connu de fin ». Entre tant de graffiti peints en rouge, je me souviens de celui-ci : « Il n'y a pas de plus grand autre que le président Mao ». Staline, hélas ! n'étant mort que pour eux, il leur fallait un dieu nouveau, du moins un père.

Un peu plus tard, les yeux déseillés, les uns le rejettent, d'autres l'auraient déjà quitté, mais sans regretter d'y avoir cru ; d'autres encore, conscients de n'avoir pas trahi, le seront non moins d'être devenus lucides : « Je ne confonds plus bonheur et politique. » C'est, du même coup, mettre en cause Saint-Just. « Rupture douloureuse... », mais comment se briser les yeux ? « Le mythe du prolétariat révolutionnaire s'effondre. Les ouvriers, l'enfant du bouillonnement, et il était clair qu'ils ne voulaient pas la révolution. » Et celui-là, qui ne craint pas les mots dont on se gausse volontiers : « J'assume ce passé, sa grandeur, l'utopie romantique, la quête de l'idéal, qui donnent un sens à ce bas monde... » Loin de parler d'utopie romantique avec une

bienvéillante condescendance, c'est pour lui, non irréalisable illusoire, mais espérance, explosion lyrique, mythe créateur.

Dans l'histoire de 68, Vincennes tient une place à part. Ne serait-ce que parce qu'elle le prolongeait, jusque dans son ébullition en vase clos, grosse de confrontations et de rhétorique. Non sans attitudes agressives à l'égard d'enseignants, surtout les plus célèbres ; certains, comme Michel Foucault, le prennent fort mal, qui ne sont pas venus là pour être confondus avec les mandarins de la Sorbonne. Pourtant, en regardant au-delà de cette écumoire, on voyait partout des « étudiants qui étudiaient », et d'abord ceux que Vincennes appelait à elle : ces nouveaux privilégiés d'une autre espèce, qui avaient peine à y croire, adultes ou enfants peu gâtés. Aujourd'hui, 68 est un peu loin de ce qu'il fut. Mais le renommée et la qualité des enseignements, leurs ouvrages, l'originalité d'un enseignement foisonnant, font que, vingt ans après, aucune université française ne jout à l'étranger de plus de réputation et d'attrait.

« Nous n'aimons guère conclure... », écrivent Hamon et Rotman. Ils s'y essaient pourtant par des réflexions aussi pertinentes que libres. Mais rien ne saurait valoir la conclusion qu'apportent leurs entretiens avec ceux qui ont animé 68. Nous venons d'en citer quelques mots. En voici d'autres, plus radicaux, vifs ou crus. Pour l'un, c'est « l'idée même de révolution qui est mise en cause » ; chez l'autre (l'autre sont les femmes aussi « explosives »), ce propos révélateur : « Nous avons porté à son paroxysme la folie de la pensée marxiste. » Tous se réjouissent d'avoir fortement « contribué à la faillite du PC... » Sur ce point, le mot le plus rude, provocant : « Notre seul mérite est d'avoir, les premiers, brandi le drapeau de l'anticommunisme. » Un petit fait : la Gauche prolétarienne s'est donnée pour héritier le Cercle socialiste. Et ce qui résume tout : d'un mauvais garçon, bientôt assassiné, à un fils en rupture de bonne famille, guérisseur qui deviendra conseiller du président de la République : « Tu verras, nous serons heureux d'avoir eu vingt ans dans les années 60. »

**C**RONIQUE vivante, foisonnante de vingt-cinq années, écrite au présent : tragi-comédie en cent tableaux des plus divers, mise en scène avec acteurs et témoins, le lecteur-spectateur s'y plonge et s'y ébroue, découvre ou se souvient. Mais le bref printemps de 68 demeure l'acte central, et qui n'a pas fini de retentir. S'il nous paraît miraculeusement exemplaire, unique dans toute révolution, fût-elle de trois semaines, c'est qu'il n'y eut pas de sang. Sans doute le pouvoir n'en voulait-il pas — ailleurs, tout aurait été vite décapé sous les chars, — mais d'une volonté paralysée avec le reste. La volonté vivait en face, chez ceux-là qui avaient l'horreur du sang versé. Ils le proclamèrent aujourd'hui tous, et d'abord ceux de la Gauche prolétarienne, étaient, individuellement, d'une fermeté morale profondément enracinée. « Je n'ai jamais ressenti une once d'approbation à l'égard de la bande à Baader. Aujourd'hui, je réagis avec haine contre tout ce qui pulvérise sous le drapeau du terrorisme. » Khrushchev est lapidaire. « Baader, c'était du substitutisme imbécile. Action directe, du criminelisme. »

Quoi qu'on pense de ce printemps fou, d'abord un fait : les sondages attestent qu'il reste, dans les mémoires ou dans l'appréciation des plus jeunes générations, l'événement le plus important du demi-siècle. Ce feu, si vite éteint, laisse derrière lui tout autre chose que des fumées, et plus qu'une nostalgie attendrie. Ne projette-t-il pas sur le ciel de ce monde fermé une certaine lumière qu'on n'avait encore jamais vue ?

(1) Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération. 1. Les Années de rêve*, 2. *Les Années de poudre*. Le Seuil, Paris, 1987 et 1988, 620 pages, 110 F, et 698 pages, 139 F.

## HISTOIRE

**ATLAS HISTORIQUE. HISTOIRE DE L'HUMANITÉ DE LA PRÉHISTOIRE À NOS JOURS.** — Sous la direction de Pierre Vidal-Naquet. — Hachette, Paris, 1987, 322 pages, 185 F.

Une équipe d'historiens, réunie autour de Pierre Vidal-Naquet, explique avec les méthodes de l'Ecole des Annales, et dans un esprit brunoïen, l'évolution des mentalités et l'histoire politique et culturelle des hommes depuis l'invention de feu jusqu'à la « deuxième crise mondiale » d'aujourd'hui.

Destiné au grand public, l'ouvrage est d'une constante clarté. Des textes courts fournissent les données essentielles (économie, démographie, progrès technologique...) d'une époque, d'un conflit. Des cartes et des graphiques précisent les données historiques. Grâce à une mise en perspective historique permettant de remonter à la source du phénomène, l'auteur met sans difficulté en évidence son aspect transformateur. Plus que la Révolution le libéralisme n'est un bloc. Il est bon de le rappeler à un moment où certains courants cherchent à en faire leur appui. Il convient, en particulier, de bien dissocier libéralisme politique et libéralisme économique.

Avec un rappel synthétique des grandes idées des néo-ultra-libéraux, les évolutions récentes ne sont pas négligées. L'auteur y ajoute d'ailleurs un examen critique des « travaux positifs » auxquels elles ont donné lieu aux États-Unis, en Royaume-Uni et en France depuis deux ans.

JACQUES LE GOFF.

## SOCIÉTÉ

**HISTOIRE ET PSYCHANALYSE ENTRE SCIENCE ET FICTION.** — Michel de Certeau. — Grasset, coll. « Folio », Paris, 1987, 224 pages, 28 F.

Brillantes jusqu'à la provocation, exigeantes jusqu'à l'angoisse, ainsi se présentent les leçons, en tant que telles, de cet ouvrage ; ainsi se reconstruit le style et l'auteur.

Les derniers travaux de Michel de Certeau se tournent vers la poétique, alors que ses premières études portaient sur la mystique en tant que déconstruction. Ici l'auteur passe et repasse entre l'interprétation de cette écriture qu'est l'histoire et l'écriture directe des objets : l'économie ethnographique, l'écriture mystique, l'économie de la possession, le désir du fou.

Il faut aussi mentionner la parution du bel ouvrage publié par le Centre Pompidou (1), sous la direction de Lucie Girard, en forme d'hommage à Michel de Certeau. Il réunit entre autres des textes de Pierre-Vidal-Naquet, Edmond Jabès, Jacques Derrida...

GERGÉ GAUDÉ

(1) Michel de Certeau, coll. « Cahiers pour un temps », Éditions du Centre Pompidou, Paris, 1987, 256 pages, 120 F.

**L'ÉGLISE EN PROCÈS. CATHOLICISME ET SOCIÉTÉ MODERNE.** — Paul Valadier. — Cahiers-Lévy, Paris, 1987, 238 pages, 120 F.

Homme, rédacteur en chef de la revue *Études*, Paul Valadier tient au permanent les deux bouts de la chaîne : l'Église dans le monde, le monde dans l'Église. Réflexion d'autant plus difficile (mais toujours explicable avec lucidité) que le monde — du moins dans son « avant-garde » scientifique — est en train de vivre une mutation dont les conséquences économiques, sociales, culturelles sont encore mal perçues.

La foi n'est pas un « bludge », écrit le Père Valadier, à l'attention des pasteurs ; leurs « catéchismes » n'impressionnent guère l'auteur pour qui la foi est « un ferment », « une petite humble ténace » dans une Église sans cesse attristée à sa quotidienneté et dont « le procès est nécessaire à son engagement ».

JACQUES DEBORNOY.

## CULTURE

**LA CULTURE FRANÇAISE SE PORTE BIEN, POURVU QU'ON LA SAUVE.** — Présentation de Jack Ralite. — Mameledor, Paris, 1987, 290 p., 85 F.

En juin 1987, à Paris, quinze cents artistes de toutes disciplines, rassemblés autour de M. Jack Ralite, ancien ministre, tenaient des « États généraux de la culture » et adoptaient une « déclaration des droits de la culture » ainsi qu'une « charte de l'audiovisuel ».

Cet ouvrage recueille les principales déclarations prononcées à cette occasion. Dans son important texte de présentation, Jack Ralite met en garde contre « le détournement de la culture », il signale les jeux politiques et d'argent qui envahissent la télévision ; la course effrénée à l'audience ; l'information-spectacle ; la recherche obsessionnelle du profit.

Il estime qu'une autre culture est possible — celle qui « a fondé » — et que « la tradition française de subversion et d'apprise des contraintes peut jouer un vrai rôle culturel ».

I. R.

**● POLITIQUES AGRICOLES ET PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE TIERS-MONDE.** — compte rendu du colloque organisé en juin 1987 par l'association Agronomes sans frontières. (Multigraphié, 42 pages — 49, rue de la Glacière, 75013 Paris).

**● LE GUIDE DES ÉTRANGERS FACE À L'ADMINISTRATION.** — Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (Le Décovert, Paris, 1988, 126 pages, 50 F). — un excellent présentation des droits et recours du résident étranger en France, réfugié, travailleur ou chômeur. Parait en même temps, chez le même éditeur, un GUIDE DES JEUNES ÉTRANGERS EN FRANCE conçu dans le même esprit mais traitant de problèmes plus spécifiques : études, service militaire, nationalité, etc. (110 pages, 48 F).



## COMMENT GARANTIR LES DROITS DES PLUS PAUVRES ?

## Le défi démocratique en Amérique latine

Par ADOLFO PEREZ ESQUIVEL \*

Le paysage politique en Amérique latine s'est beaucoup modifié ces dernières années. Dans presque tous les pays, une dynamique de démocratisation a été déclenchée, pouvant conduire, si l'on néglige de résoudre les vrais problèmes de fond, à des régimes de fausse apparence plutôt qu'à des démocraties réelles.

La solution des principaux problèmes n'est guère facile. Les organisations démocratiques coexistent avec des secteurs favorables à l'autoritarisme (les forces armées) et avec les partisans d'une certaine dépendance politique. Le poids de la dette extérieure est écrasant et le pouvoir économique reste concentré dans les mains des oligarchies. Tenir compte de tous ces éléments rend difficile la construction d'un ordre démocratique qui s'interdit de modifier les structures du pouvoir et de porter atteinte aux groupes traditionnellement dominants.

## Armées ou forces d'occupation ?

DANS le continent latino-américain voisin, on le sait, un immense potentiel de richesses naturelles, humaines, et la plus extrême pauvreté. Ces sociétés, organisées en fonction d'intérêts extérieurs, vivent en situation permanente d'injustice. L'histoire nous rappelle qu'il y a eu souvent en Amérique latine, des démocraties restreintes, dépendantes et conditionnées, ainsi que des dictatures militaires chargées de maintenir l'ordre voulu par les classes dominantes. On peut dater le début des grands problèmes d'aujourd'hui du moment où se répandit la doctrine de la sécurité nationale (après le coup d'Etat militaire au Brésil, en 1964) et où le Nord attribua aux pays latino-américains un rôle économique primaire.

Les forces armées ont alors modifié leur fonction théorique principale - garantir la souveraineté et les frontières - et sont devenues des forces d'occupation de leur propre pays. Elles ont mis sur pied - en alliance avec les oligarchies locales - des gouvernements excluant les majorités populaires, ce qui a favorisé la violation systématique des droits de l'homme.

La doctrine de la sécurité nationale suppose, on le sait, le contrôle permanent de la société. Toute revendication sociale, toute dissidence politique ou tout projet de changement structurel est considéré comme une menace pour ce que l'on appelle la « civilisation occidentale et chrétienne ».

Les militaires ont ainsi souhaité réorganiser les sociétés pour y implanter un projet économique modifiant en profondeur la structure du pays. Celui-ci devait mieux accepter son rôle dans l'ordre économique international. Ce qui supposait la destruction des organisations populaires, le recours permanent à la répression politique et à toutes les pratiques de violence ayant dominé la scène latino-américaine.

Les exemples sont légion. Souvenons-nous comment, dès le succès électoral de Salvador Allende, en 1971, au Chili, une campagne fut mise sur pied pour le renverser. Les États-Unis en prirent la tête. Les changements introduits par le régime démocratique de l'Unité populaire furent considérés comme dangereux pour les oligarchies privilégiées et pour l'hégémonie

américaine. Le coup d'Etat du général Pinochet, en 1973, visait à détruire la structure sociale, politique et économique de la société chilienne et à la remplacer par une autre, de type néolibéral, comme l'exigeaient sans doute les intérêts étrangers.

D'autres pays ont connu de semblables expériences. L'Argentine, par exemple, où la dictature militaire établie en 1976 imagina de nouvelles méthodes de terreur, comme l'enlèvement et la « disparition » des personnes. Effroyable pratique, qui fut ensuite adoptée par le Chili, l'Uruguay, le Honduras, le Pérou, le Guatemala, la Colombie, et presque tout le continent.

La brutalité de telles méthodes de répression déclencha des protestations, canalisées par des organisations sociales qui en vinrent à prendre en charge certaines fonctions de l'Etat : protection, sécurité... L'Etat étant considéré comme l'agresseur. Ce fut le cas de certaines Eglises, d'associations humanitaires, de mouvements de solidarité, etc., qui lancèrent des actions nationales et internationales contre les méthodes barbares de ces gouvernements et réclamèrent le rétablissement de la démocratie.

La guerre des Malouines, en 1982, marque une étape fondamentale mettant en évidence - après que les États-Unis se furent rangés aux côtés du Royaume-Uni - que le problème latino-américain relevait bien des rapports Nord-Sud.

La doctrine de sécurité nationale faisait faillite : les forces armées et les dictatures ne pouvaient garantir la défense du modèle occidental en Amérique latine. Ces régimes autoritaires - à l'exception du Chili et du Paraguay - s'écroulèrent, les militaires retournèrent dans leurs casernes. L'heure de la démocratie avait-elle sonné pour autant ?

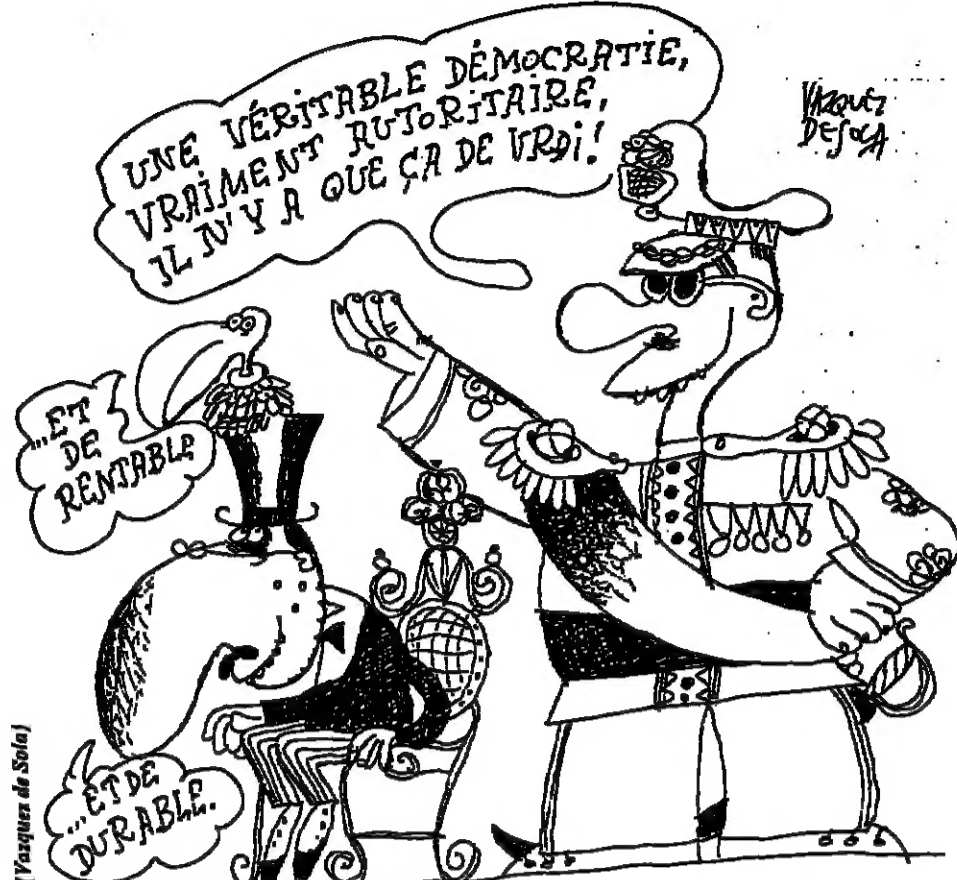
Les structures sociales se trouvent aujourd'hui pratiquement détruites, la peur et la méfiance se sont emparées des citoyens, le système financier spéculatif a remplacé l'industrie, les lois sociales ont été abrogées, partout prolifèrent chômeurs et mendians, le nombre d'analphabètes augmente, et les économies s'effondrent dans la plus profonde des crises. La dette extérieure atteint des dimensions pharaoniques (environ 380 milliards de dollars pour l'ensemble de l'Amérique latine), et, bien que les emprunts de nagueurs n'aient profité qu'à quelques privilégiés, c'est le peuple entier, avec ses sacrifices, qui doit maintenant payer.

Jadis dominés par des colonisateurs, puis par des oligarchies et des dictatures, les peuples d'Amérique latine sont aujourd'hui pris à la gorge par la dette extérieure et par les banques internationales. Combles du paradoxe, le continent est devenu, une fois encore, exportateur de capitaux au profit du Nord.

## L'ère des « démocraties »

TOUT cela empêche les nouvelles démocraties - malgré la puissante volonté populaire - d'avancer et de transformer profondément ces pays.

On peut le constater partout. Par exemple au Guatemala, où, après des décennies de dictatures militaires, il existe aujourd'hui un gouvernement civil, présidé par M. Vinicio Cerezo. Ce pays, de population majoritairement indienne et très pauvre, a été fortement



bouleversé par les violations systématiques des droits de l'homme. Il y a eu des milliers de « disparus », et des massacres commis par l'armée ont anéanti des communautés entières ; il y eut également des « hameaux stratégiques », comme lors de la guerre du Vietnam. Les citoyens souhaitaient ardemment la démocratie. Or que voient-ils ?

Les forces armées contrôlent toujours le pays et veillent de près sur son évolution politique.

Le Honduras possède également un gouvernement civil. Mais son territoire est militairement occupé par des troupes américaines et par les forces de la Contra antisandiniste. Le gouvernement hondurien apparaît comme une sorte de relais de Washington. Il est accusé par l'Organisation des États américains (OEA) d'être à l'origine de plusieurs « disparitions » et sera jugé prochainement par la Cour interaméricaine des droits de l'homme à San José de Costa Rica.

Dans le Cône sud, la situation est semblable. Au Brésil, par exemple, les forces armées bénéficient d'une amnistie décidée par les généraux au pouvoir à la veille du retour à la démocratie. Aujourd'hui, les militaires font pression sur l'Assemblée constituante afin de façonner selon leurs vœux la nouvelle Constitution du Brésil.

L'Uruguay aussi possède maintenant un gouvernement constitutionnel. L'une de ses premières mesures a été de promulguer une loi d'amnistie au profit de ceux qui, si souvent, violèrent les droits de l'homme. C'est la pression des chefs militaires (ils ont refusé de comparaître devant les tribunaux) qui a conduit le gouvernement démocratique à faire voter une telle mesure de clémence.

L'Argentine avait cru pouvoir imposer la force du droit aux militaires. Elle a dû affronter, en avril 1987, un véritable soulèvement d'une partie de l'armée réclamant la fin des procès. A cette occasion les forces armées ont montré qu'elles n'avaient pas changé, qu'elles restaient fidèles à leur conception de la répression. Et le gouvernement constitutionnel est contraint de dévoiler sa faiblesse. Car il a dû promulguer une loi - en fait, une amnistie - qui interdit tout procès contre la plupart des militaires impliqués dans le génocide argentin. La récente affaire Astiz et la rébellion avortée, le 17 janvier dernier, de l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico ont encore montré, si c'était nécessaire, que le gouvernement se retrouve aujourd'hui sur la défensive face aux militaires.

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano notait récemment que les démocraties latino-américaines étaient, en fait, des « démocraties ». Les militaires ont certes quitté le fauteuil présidentiel, mais c'est pour mieux se planter derrière lui et le garder jalousement.

A l'impunité des forces armées s'ajoute un autre scandale qui affaiblit également les démocraties : l'application des mesures économiques décidées par le Fonds monétaire international (FMI). Les milieux populaires, déjà fortement pénalisés par la dictature, continuent ainsi d'être les principales victimes.

La justice sociale - l'un des fondements principaux de la démocratie - est sacrifiée au nom d'engagements contractés par les anciens dictateurs.

## Une crise de la représentation

COMMENT, dans de tels contextes, instaurer une authentique démocratie ? Cette question donne lieu à d'importants débats dans les milieux intellectuels et au sein même du mouvement populaire. Le modèle dominant aujourd'hui est ce qu'on appelle la démocratie « bourgeoise » ou « formelle ». Ce modèle peut-il garantir les droits des groupes sociaux naguère persécutés par les dictatures ?

Une démocratie « réelle » n'est concevable que dans un système de représentation nouveau et avec de nouvelles institutions. Car les institutions actuelles soutiennent un système politique, social et économique qui ne représente pas équitablement les intérêts des exploités.

Nous ne pensons pas qu'il faille combattre le principe des élections ou le Parlement, mais il convient de critiquer un certain ordre juridique et institutionnel qui tient insuffisamment compte des droits et des aspirations de larges secteurs populaires. La crise de la démocratie est donc une crise de la représentation.

Car, lorsque le peuple réclame la démocratie en Amérique latine, il réclame, en fait, la souveraineté, le droit à l'autodétermination, le droit à une répartition plus équitable de la richesse. Sa lutte pour la démocratie est un aspect de la lutte pour la libération nationale, pour la rupture du système actuel de domination et pour la fin de l'injustice.

Le grand défi politique d'aujourd'hui, c'est de construire une démocratie réellement représentative. Chaque pays d'Amérique latine devrait s'y atteler dans le respect de sa propre histoire et des valeurs de son peuple.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs

## PAGE 3 :

Le yen, souverain de l'ombre, suite de l'article de Christian Sautter.

## PAGES 4 et 5 :

La démocratie sud-coréenne aux prises avec de pressantes exigences sociales, par Aline Savard.

## PAGES 6 et 7 :

QUELQUE PART EN TERRITOIRE OCCUPÉ : Journées calmes à Naplouse, par Florence Beaupré.

## PAGES 8 à 11 :

AFRIQUE AUSTRALE, UNE « SPHERE DE CONFLITS » : Guerre ouverte contre les États de la « ligne de front », par Victoria Brittain. - Une priorité pour les États-Unis : la capitulation du régime angolais, par Alain Gresh. - L'or au secours de l'apartheid, par Jacques Marchand. - La Namibie en otage, par Ingrid Diener. - Le Mozambique déstabilisé par la guérilla, par Bokwe Mafuna.

## PAGE 12 :

Pouvoirs occultes en Colombie, par Françoise Barthélemy.

## PAGE 13 :

La faute gestionnaire, suite de l'article de Claude Julien.

## PAGES 14 et 15 :

L'AGRICULTURE MONDIALE EN QUÊTE DE RÉGULATION : L'urgence d'une solution globale, par Henri Nallet. - L'Europe face aux marchés « fins », par Claude Servolin.

## PAGES 16 et 17 :

Les sociétés de l'Europe de l'Est dans l'attente du vrai changement, par Jean-Yves Potel.

## PAGES 18 et 19 :

M. Robert McNamara devant la « catastrophe nucléaire », par le général Georges Buis. - Comment réarticuler sécurité européenne et puissance américaine, par le général Fricand-Chagnaud. - Le renversement des positions soviétiques aux Nations unies, par Maurice Bertrand.

## PAGES 20 et 21 :

DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR : Les gissements en friche de la démocratie, par Patrick Vivier. - Vitalité et innovations des réseaux associatifs, par Bernard Cassen.

## PAGE 22 :

La justice française en procès, par Christian de Brie.

## PAGE 23 :

Le crépuscule du Rhin, par Monique Chemillier-Gendreau.

## PAGE 24 :

Vingt ans de coopération franco-québécoise (supplément).

## PAGE 25 :

Les mille moins une nuits, par Jean Goytelleo.

## PAGES 26 et 27 :

LA « CULTURE DISNEY » A LA CONQUÊTE D'UN PARC-TREMPIN EN EUROPE, par Yves Eades.

## PAGES 28 et 29 :

L'obsession de la subversion aux États-Unis, par Serge Halimi. - Une lecture du « Figaro-Magazine » : Presser l'opinion dans le venin, par Pierre de Charentenay. - Éthique, économie et droits de l'homme, par Jacques Decroix.

## PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Génération » (Les années de rêve : Les années de poudre), de Hervé Hamon et Patrick Rotman, par Yves Florenne. - « Natchalev est de retour », de Jorge Semprun, par Ignacio Ramonet. - « Don't be afraid, gringo ! », de Medea Benjamin, par Sylvie Kerviel.

Le Monde diplomatique du mois de janvier 1988 a été tiré à 161 300 exemplaires.

Février 1988

الطبعة الأولى